



# Études économiques de l'OCDE INDONÉSIE 2018

OCTOBRE 2018 (VERSION ABRÉGÉE)





# **Études économiques de l'OCDE : Indonésie 2018 (version abrégée)**

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

**Merci de citer cet ouvrage comme suit :**

OCDE (2019), *Études économiques de l'OCDE : Indonésie 2018 (version abrégée)*, Éditions OCDE, Paris.  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_surveys-idn-2018-fr](https://doi.org/10.1787/eco_surveys-idn-2018-fr)

ISBN 978-92-64-31060-5 (pdf)

Série : Études économiques de l'OCDE  
ISSN 0304-3363 (imprimé)  
ISSN 1684-3428 (en ligne)

Études économiques de l'OCDE : Indonésie  
ISSN 2221-139X (imprimé)  
ISSN 2221-1403 (en ligne)

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

**Crédits photo :** Cover © Teguh Hardi Sujono/Dreamstime.com.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : [www.oecd.org/editions/corrigenda](http://www.oecd.org/editions/corrigenda).

© OCDE 2019

---

La copie, le téléchargement ou l'impression du contenu OCDE pour une utilisation personnelle sont autorisés. Il est possible d'inclure des extraits de publications, de bases de données et de produits multimédia de l'OCDE dans des documents, présentations, blogs, sites internet et matériel pédagogique, sous réserve de faire mention de la source et du copyright. Toute demande en vue d'un usage public ou commercial ou concernant les droits de traduction devra être adressée à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Toute demande d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales devra être soumise au Copyright Clearance Center (CCC), [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com), ou au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).

---

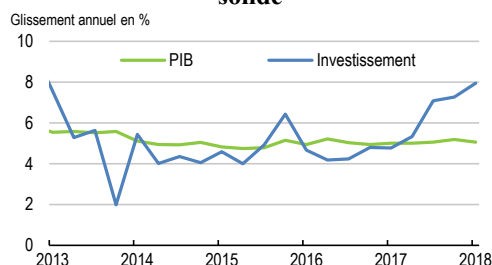
## Résumé

### Les niveaux de vie progressent régulièrement

**Grâce à une expansion économique constante et à des politiques publiques efficaces, les taux de pauvreté et les inégalités sont en repli et l'accès aux services publics se développe.** La croissance du revenu par habitant est solide. Pourtant, le déficit d'infrastructures demeure important, et il faudrait augmenter les dépenses de santé et d'action sociale pour que la croissance profite au plus grand nombre. De même, le bien-être gagnerait à une meilleure prise en compte de la situation environnementale.

**À quelque 5 % par an depuis 2013, la croissance économique est solide,** portée par la consommation mais aussi, depuis peu, par la réalisation d'investissements indispensables dans des projets d'infrastructure (Graphique A). La reprise des échanges mondiaux a dynamisé les exportations. La facture des importations est également en hausse, en raison du renchérissement des prix du pétrole et des achats de biens d'équipement, et explique le déficit des paiements courants. L'inflation annuelle se situe bien dans la fourchette cible de 3½ pour cent, +/- 1%.

**Graphique A. La croissance économique est solide**



Source : CEIC.

**Les politiques macroéconomiques parviennent à un équilibre fin entre croissance et stabilité.** Après avoir baissé ses taux directeurs entre 2016 et 2017 pour soutenir la croissance, la Banque d'Indonésie a amorcé un relèvement pour contenir les sorties de capitaux. Le déficit budgétaire devrait diminuer en 2018 et 2019 et faire ainsi augmenter le

volant de sécurité par rapport au plafond de 3 % de PIB fixé par le législateur.

**La croissance du PIB devrait demeurer saine** (Tableau A). La progression des revenus et la confiance des consommateurs favoriseront une reprise de la consommation privée. L'investissement devrait rester solide. L'amélioration des infrastructures logistiques et de la compétitivité-prix alimentera la progression des exportations, même si le rythme de croissance ralentit chez les principaux partenaires commerciaux de l'Indonésie.

**Tableau A. La croissance devrait demeurer saine**

Variation en pourcentage, sauf indication contraire

	2017	2018	2019
Produit intérieur brut	5.1	5.2	5.3
Consommation privée	5.0	5.2	5.4
Consommation publique	2.1	4.7	3.6
Formation brute de capital fixe	6.2	6.5	5.9
Exportations	9.1	5.5	5.6
Importations	8.1	10.3	5.7
Indice des prix à la consommation	3.8	3.5	3.9
Solde budgétaire (% du PIB)	-2.5	-2.2	-2.0
Solde des paiements courants (% du PIB)	-1.7	-2.5	-2.5

Source : *Perspectives économiques intermédiaires de l'OCDE*, septembre 2018.

**L'un des principaux risques de divergence à la baisse par rapport aux prévisions tient aux sorties de capitaux que pourrait susciter le resserrement de la politique monétaire aux États-Unis.** Des sorties de grande ampleur nécessiteraient une remontée plus abrupte des taux d'intérêt, qui ralentirait la croissance. Quant aux risques d'écart à la hausse, il tiendrait aux réformes réglementaires déjà menées et au développement des infrastructures, qui pourraient insuffler à l'investissement et aux exportations une dynamique plus vive que prévu.

### De niveau modeste, la dette publique est viable

**La règle de déficit permet de contenir l'augmentation de la dette.** Toutefois, la faiblesse des recettes publiques empêche de consacrer des dépenses supplémentaires aux infrastructures, à la santé et à l'action sociale. Aussi faut-il trouver des ressources en améliorant l'efficacité et en augmentant les recettes publiques. L'augmentation de la masse

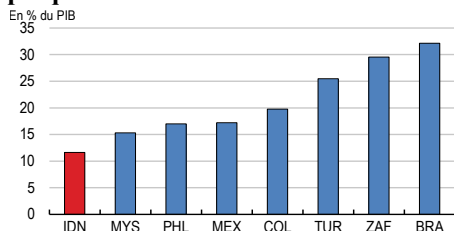
salariale du secteur public a été ralentie en 2017, et la sélectivité des dotations aux administrations infranationales s'améliore. Malheureusement, les dépenses consacrées aux subventions énergétiques ont recommencé à progresser après avoir reculé entre 2014 et 2017. Développer l'aide sociale sous la forme de transferts en espèces et en nature sous conditions de ressources permettrait d'en améliorer le ciblage.

**Les entreprises publiques concourent aux objectifs de développement** en investissant dans les infrastructures, en prêtant aux petites entreprises et en contenant les hausses des prix. Or, des fragilités financières croissantes pourraient bien nécessiter un jour des injections de fonds publics. La prédominance d'entreprises publiques dans certains secteurs a un effet d'éviction sur les capitaux privés. Leur gouvernance gagnerait à l'imposition d'obligations d'information supplémentaires, au renforcement de leurs procédures de nomination des membres de leur conseil d'administration et à une formulation plus explicite de leur mandat, assortie de l'indépendance requise pour s'en acquitter. Les risques implicites que font peser sur le budget les pertes des entreprises publiques et l'endettement croissant de quelques-unes mériteraient qu'on y accorde davantage d'attention.

#### L'accroissement des recettes publiques constitue le principal enjeu budgétaire

Comparées à celles d'autres économies émergentes, les recettes fiscales de l'Indonésie sont modestes (Graphique B). Le nombre d'assujettis à l'impôt augmente, mais le respect des obligations fiscales constitue un enjeu de taille.

**Graphique B. Les recettes fiscales sont modestes**



Source : OCDE, Base de données des *Statistiques des recettes publiques*.

**Le renforcement des services fiscaux est une priorité des pouvoirs publics**, et revêt une

importance cruciale pour une meilleure discipline fiscale. La modernisation des systèmes et procédures informatiques pourrait favoriser cette discipline et améliorer l'exécution des dispositions fiscales, mais aurait pour effet d'accroître la demande d'agents très qualifiés, au demeurant peu nombreux. Utiliser efficacement les vastes gisements de données nouvelles est déterminant pour prévenir la fraude future et pourrait contribuer à faire gonfler les recettes. La discipline fiscale est d'autant plus difficile que le système est complexe et les changements de politiques publiques fréquents. Une plus large consultation du public en amont des propositions de modification de la législation fiscale permettrait d'en améliorer la qualité au fil du temps.

**Du fait de la faiblesse des niveaux de revenu et de l'ampleur de l'économie informelle, peu de particuliers sont actuellement soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP), dont les recettes sont peu abondantes.**

Le seuil d'assujettissement à l'impôt sur le revenu est relativement élevé. Les taux marginaux d'imposition à niveau de revenu moyen et élevé sont bien inférieurs à ceux des autres économies émergentes. L'abaissement progressif des seuils des tranches supérieures permettrait d'introduire plus de progressivité dans le régime et de lever des recettes supplémentaires. Ceux qui perçoivent des revenus d'activité élevés bénéficient exagérément de l'exonération fiscale des avantages annexes au titre de l'IRPP.

**La base de l'impôt sur le revenu des sociétés est aussi érodée par l'activité informelle et la prépondérance des petites entreprises.**

Des franchises fiscales et autres mesures d'incitation visent certains secteurs et zones en particulier et ont été étendues depuis peu pour attirer de nouveaux investisseurs. Cependant, ces mesures risquent d'éroder la base d'imposition, de créer des distorsions et d'attiser un peu plus la concurrence fiscale dans la région. La publication récente du montant du manque à gagner ainsi provoqué améliore la transparence. Ces estimations devraient être publiées chaque année, comme envisagé. L'adoption d'incitations fiscales sur la base des coûts

permettrait d'améliorer le dispositif incitatif. La question de la compétitivité pourrait être traitée via une plus grande coopération régionale.

**La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) génère des recettes appréciables,** mais des exonérations sapent son potentiel en la matière, notamment celles dont bénéficient l'hôtellerie et la restauration, qui sont assujetties à des taxes locales sur les ventes, et certaines consommations intermédiaires. Le niveau élevé du seuil d'assujettissement obligatoire des entreprises à la TVA affaiblit le mécanisme d'autoliquidation dont s'accompagne cette taxe. Des réformes qui permettraient de supprimer la plupart des exemptions, de remplacer les taxes locales par une TVA, de compenser le manque à gagner subi par les administrations locales sur leurs recettes de taxe sur les ventes et d'abaisser le seuil d'assujettissement seraient garantes d'une meilleure discipline fiscale. Enfin, une taxe d'hébergement prélevée par les administrations locales les inciterait à développer le tourisme.

**La fiscalité pourrait être mieux utilisée pour servir des objectifs de santé et d'environnement.** Le tabagisme atteint des niveaux élevés et la fiscalité sur les tabacs est plus faible qu'ailleurs. Les taxes sur les véhicules à moteur pourraient être davantage proportionnées à leurs incidences sur l'environnement. Enfin, la suppression progressive des subventions sur les prix des carburants serait une première étape vers une tarification de l'énergie plus conforme à son coût.

**Les impôts périodiques sur le foncier et le bâti génèrent relativement peu de recettes.** Une première mesure consisterait à faire en sorte que les administrations locales soient en capacité d'administrer et d'actualiser leurs bases de données sur la propriété immobilière. Il faudrait ensuite relever les plafonds de taux applicables.

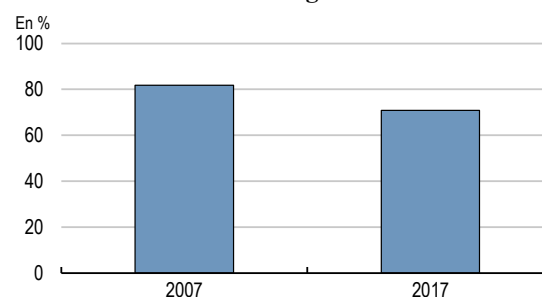
#### La jeunesse de la population est une chance

**La moitié de la population indonésienne a moins de 30 ans.** La pyramide des âges, favorable, concourra à la prospérité future à condition que des politiques publiques soient mises en place pour tirer parti de cet atout. Pour

en recueillir les fruits, il faudra que la structure du marché du travail évolue vers des emplois de qualité, à forte productivité et dans l'économie formelle. Un meilleur état de santé de la population scolaire et de la main-d'œuvre stimulerait l'acquisition des savoirs et la productivité.

**On estime qu'environ la moitié de l'ensemble des salariés et 70 % de la totalité des actifs travaillent encore dans le secteur informel** (Graphique C). Les emplois occupés vont généralement de pair avec des salaires inférieurs, de moins bonnes conditions de travail et des possibilités de formation moindres. Les catégories défavorisées sont généralement plus touchées, en particulier celles dont le niveau d'instruction est plus faible.

**Graphique C. L'économie informelle est en recul, mais demeure généralisée**



Source : Office central des statistiques d'Indonésie ; et calculs de l'OCDE.

**La rigidité de la réglementation de l'emploi, notamment le coût élevé des licenciements et le niveau du salaire minimum, pèsent sur l'emploi dans l'économie formelle.** Des mesures d'assouplissement de cette réglementation et d'abaissement du salaire minimum pour les jeunes pourraient être mises à l'essai dans les zones économiques spéciales et, si les résultats sont positifs, elles pourraient être généralisées à l'ensemble du pays. Une amélioration de la réglementation des entreprises à tous les niveaux de l'administration permettrait de lever les obstacles à la régularisation des activités informelles. Associer l'assujettissement au régime de la taxe sur le chiffre d'affaires à des avantages supplémentaires non financiers, comme l'accès à des services de développement économique et à des applications de gestion comptable, pourrait inciter à la régularisation

d'activités et doper les recettes publiques. Dans un souci de maîtrise des coûts, l'admissibilité à ce régime pourrait être limitée aux très petites entreprises.

**Le niveau d'instruction s'est amélioré, mais le déficit de qualifications freine la croissance et la progression des revenus.** La qualité du système éducatif demeure préoccupante. Les enseignants devraient être soumis à des évaluations régulières et incités à évoluer professionnellement grâce à des rémunérations modulées en fonction de leurs résultats. Les autorités indonésiennes s'attachent en priorité actuellement à développer les compétences en améliorant l'enseignement professionnel. Une forte mobilisation des employeurs et une coordination nationale de ces initiatives sont vitales pour leur réussite.

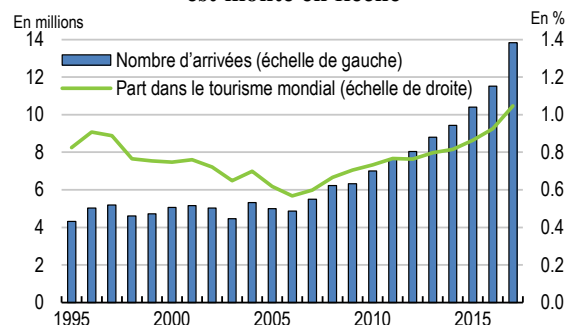
**Actuellement, on fait peu appel à la main-d'œuvre étrangère pour remédier aux pénuries de compétences.** Or, ces travailleurs pourraient aider à combler rapidement les besoins de qualifications les plus criants pour les emplois hautement qualifiés, à stimuler la croissance, à soutenir l'investissement étranger et faciliter les transferts de connaissances. Une liste des professions très qualifiées dans lesquelles l'offre de compétences est particulièrement insuffisante pourrait être dressée, et les procédures de recrutement de main-d'œuvre étrangère pourraient être simplifiées et accélérées pour ces professions.

#### Le tourisme pourrait dynamiser le développement régional

**La croissance du tourisme a été remarquable.** Le nombre annuel de visiteurs a presque triplé en dix ans, la Chine étant devenue le premier pays d'origine des visiteurs (Graphique D). L'objectif fixé par les autorités est de 20 millions de touristes internationaux d'ici 2019. Il faudrait développer la formation professionnelle et en cours d'emploi dans les entreprises pour que les populations régionales récoltent pleinement les fruits d'une telle évolution. Le déploiement des infrastructures favorise le tourisme, mais des

déficits demeurent, y compris dans les équipements touristiques et les infrastructures environnementales.

**Graphique D. Le nombre d'arrivées de touristes est monté en flèche**



Source : CEIC ; Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies (OMT).

**Le gouvernement indonésien est aux commandes de la stratégie touristique,** ce qui facilite la hiérarchisation des priorités. Toutefois, les administrations locales n'y sont pas suffisamment associées. Une meilleure coordination permettrait au secteur du tourisme de mieux servir les intérêts du développement régional. Les objectifs devraient être exprimés davantage en termes de production de recettes qu'en chiffres de fréquentation.

**Le tourisme pourrait produire des incitations économiques à protéger les ressources naturelles.** Les zones de protection de la nature devraient être développées et davantage ouvertes aux visiteurs. Des droits d'entrée, ainsi que des restrictions du nombre de visiteurs admis, le cas échéant, pourraient permettre d'en contrôler la fréquentation et aideraient à financer la gestion de ces sites.

**Le défrichement et les feux de tourbière continuent de coûter cher en termes d'environnement, de santé et d'économie.** En outre, la pollution atmosphérique attribuable aux transports est en augmentation. Une clarification du droit foncier et une meilleure application de la législation aideraient à maîtriser la déforestation. L'imposition de taxes et l'instauration de péages routiers pourraient contribuer à faire reculer l'usage des véhicules.



## PRINCIPAUX RÉSULTATS

## PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

## Rendre l'économie plus résiliente et plus inclusive

La croissance devrait demeurer saine, selon les prévisions, mais il existe un risque de voir se poursuivre les sorties de capitaux. Les politiques monétaire et budgétaire parviennent à un équilibre fin entre croissance et stabilité, et l'orientation budgétaire est globalement neutre. La réforme des subventions énergétiques est en panne.

Les entreprises publiques concourent aux objectifs de développement mais leur endettement croissant, les tensions qui s'exercent de plus en plus sur les coûts et les pertes enregistrées par certaines constituent des risques pour le budget. Dans certains secteurs, la prédominance d'entreprises publiques a pour effet d'évincer les investisseurs privés.

Les emplois informels, de qualité médiocre, sont la forme prédominante d'emploi et l'on dénombre de multiples microentreprises non déclarées. La rigidité de la réglementation de l'emploi, le coût élevé des licenciements et le niveau du salaire minimum n'incitent pas à l'emploi de main-d'œuvre peu qualifiée dans l'économie formelle. La réglementation des entreprises a été simplifiée mais demeure lourde à tous les niveaux de l'administration.

Le niveau d'instruction s'est amélioré, mais reste faible. La qualité du système éducatif demeure préoccupante. Le déficit de qualifications freine la croissance. Des aides sociales mieux ciblées devraient permettre de réduire les taux de décrochage scolaire.

Approfondir les marchés de capitaux nationaux pour réduire les risques de sorties de capitaux. Continuer d'agir à titre préventif, par exemple en relevant les taux d'intérêt selon les besoins pour maintenir la stabilité des prix et du système financier.

Améliorer le ciblage des mesures d'aide sociale, notamment en augmentant le nombre des transferts sous condition de ressources.

Améliorer la transparence et la gouvernance des entreprises publiques, y compris en renforçant leur supervision et leurs procédures de nomination des membres de leur conseil d'administration. Donner aux entreprises des mandats plus clairement formulés et l'indépendance requise pour s'en acquitter.

Mettre à l'essai des mesures d'assouplissement de la protection de l'emploi et de salaire minimum réduit pour les jeunes dans les zones économiques spéciales. Les généraliser si les résultats des essais sont positifs.

Continuer de simplifier la réglementation des entreprises pour encourager la régularisation des activités informelles et recueillir les avis des usagers pour améliorer le portail unique de soumission en ligne des demandes d'autorisations et permis.

Limiter l'admissibilité au régime de la taxe sur le chiffre d'affaires aux très petites entreprises et assortir l'assujettissement à ce régime d'avantages supplémentaires non financiers.

Mettre en place un système d'évaluations régulières des enseignants et moduler leur rémunération plus finement en fonction de leurs résultats et de leur formation continue.

Encourager les employeurs à se mobiliser plus fortement en faveur de l'enseignement et la formation professionnels.

Dresser une liste des professions hautement qualifiées dans lesquelles l'offre de compétences est notoirement insuffisante et assouplir les restrictions au recrutement de main-d'œuvre étrangère dans ces secteurs.

## Lever davantage de recettes pour financer les dépenses nécessaires

Les recettes fiscales demeurent modestes, limitant les dépenses dans les infrastructures, l'éducation, la santé et la protection sociale. Le nombre d'assujettis à l'impôt a augmenté mais le respect des obligations fiscales constitue un enjeu de taille. La modernisation technologique prévue dans les services fiscaux va accroître la demande de fonctionnaires très qualifiés. Le coût de la discipline fiscale est d'autant plus élevé que le système est complexe et les changements de politiques publiques fréquents.

Un abattement à la base, d'un taux généreux, réduit le nombre de contribuables acquittant l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP). Les taux supérieurs du barème d'imposition ne sont appliqués qu'aux hauts revenus. Les revenus sont traités différemment selon leur type.

Les exonérations nombreuses et le niveau élevé du seuil d'assujettissement obligatoire réduisent l'efficacité et l'efficacité de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Des secteurs comme l'hôtellerie, la restauration et les loisirs en sont exemptés et sont assujettis en lieu et place à des taxes locales sur les ventes.

En Indonésie, la fiscalité est moins utilisée que dans d'autres pays pour servir des objectifs de santé et d'environnement. Le taux de tabagisme chez les hommes est l'un des plus élevés au monde.

Les impôts périodiques sur le foncier et le bâti génèrent relativement peu de recettes, en partie à cause du plafond fixé par l'État. Certains cadastres de district sont périmés et de nombreux districts ne disposent pas de capacités suffisantes pour gérer leur fiscalité sur la propriété immobilière.

Accroître les investissements dans l'administration fiscale, particulièrement dans les moyens humains, les services en ligne et les bases de données.

Faire un plus large usage des technologies de l'information pour renforcer le contrôle et faciliter le respect des obligations fiscales.

Continuer de développer et améliorer les estimations des dépenses fiscales et les publier chaque année, comme envisagé.

Geler l'abattement à la base applicable aux particuliers pour élargir la base d'imposition.

Abaisser progressivement les seuils à partir desquels les deux taux supérieurs du barème de l'IRPP sont applicables.

Inclure les avantages salariaux et les allocations versées par les employeurs dans le revenu imposable.

Élargir la base d'imposition à la TVA en supprimant la plupart des exonérations, en particulier celles dont bénéficient les consommations intermédiaires, en remplaçant les taxes locales sur les ventes par une TVA et en abaissant le seuil d'assujettissement obligatoire. Compenser le manque à gagner ainsi causé aux collectivités locales et les autoriser à prélever une taxe sur les nuitées.

Relever et harmoniser les droits d'accise sur les produits du tabac.

Développer la formation et l'assistance auprès des administrations infranationales pour améliorer la qualité de leurs bases de données sur la propriété immobilière, leurs méthodes de valorisation et leurs services fiscaux. Relever les plafonds de taux applicables.

---

**Développer un secteur touristique plus solide et durable**

---

Le gouvernement indonésien est aux commandes de la stratégie touristique, ce qui facilite la hiérarchisation des priorités, la planification et la coordination. Toutefois, les administrations locales n'y sont pas suffisamment associées. Certaines infrastructures locales font toujours défaut, notamment des infrastructures environnementales et certains équipements touristiques tels que des centres d'information.

Intégrer les besoins d'infrastructures dans les futurs plans de gestion des destinations touristiques pour garantir un développement durable du secteur.

Le tourisme, secteur à forte intensité de main-d'œuvre, est en expansion rapide, et les pénuries de compétences se creusent.

Développer la formation professionnelle et en cours d'emploi dans les entreprises pour accumuler des compétences touristiques dans la main-d'œuvre, en particulier dans les zones où celles-ci font défaut.

Les objectifs à moyen terme des pouvoirs publics sont établis principalement sur la base des chiffres de fréquentation touristique, ce qui risque de générer des flux d'arrivées non tenables à long terme.

Pour améliorer la planification dans ce secteur, donner plus de poids à des objectifs définis en termes de production de recettes.

Les atouts naturels du pays sont multiples. Le nombre de zones de protection de la nature est réduit comparativement à d'autres pays et les zones sont généralement fermées au public afin de préserver les sites les plus sensibles.

Développer les zones de protection de la nature et envisager d'en ouvrir un plus grand nombre au tourisme, mais en contrôlant leur fréquentation, y compris par l'adoption d'une réglementation et l'application de droits d'entrée et de concession appropriés.

---

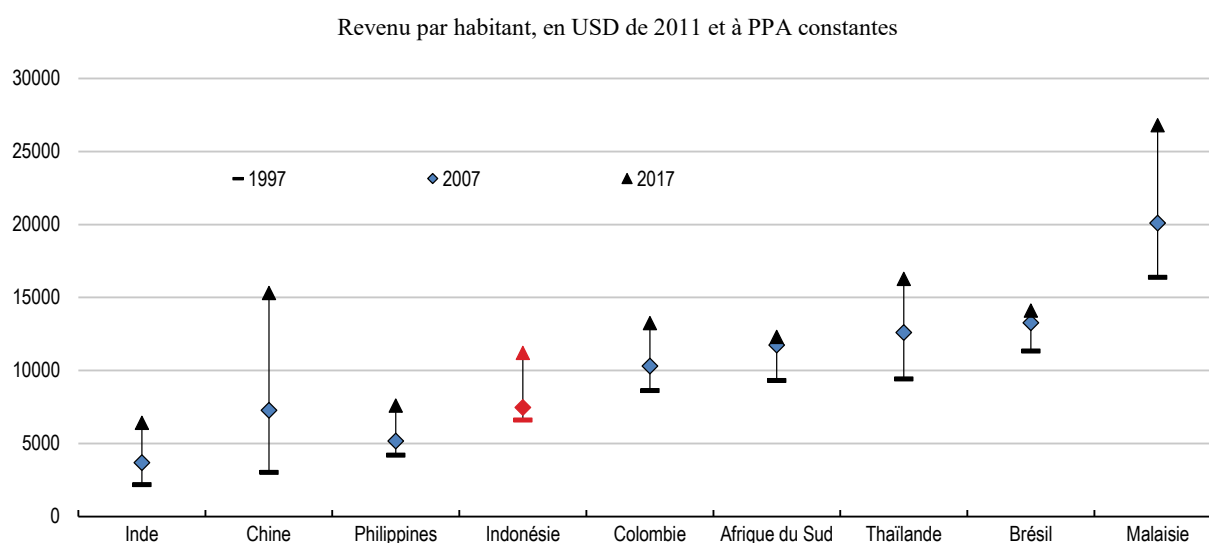
## Principaux éclairages sur l'action publique

### La progression des revenus et les politiques publiques améliorent le niveau de bien-être

L'Indonésie, qui est la première économie d'Asie du Sud-Est, est riche des ressources naturelles les plus diverses qui soient et de sa diversité culturelle. Démocratie jeune et dynamique, elle s'urbanise et se modernise rapidement. À la différence de la plupart des pays de l'OCDE et de bon nombre d'économies émergentes, la moitié environ de sa population est âgée de moins de 30 ans et son taux de population d'âge actif devrait augmenter au cours de la prochaine décennie (Organisation des Nations Unies, 2017).

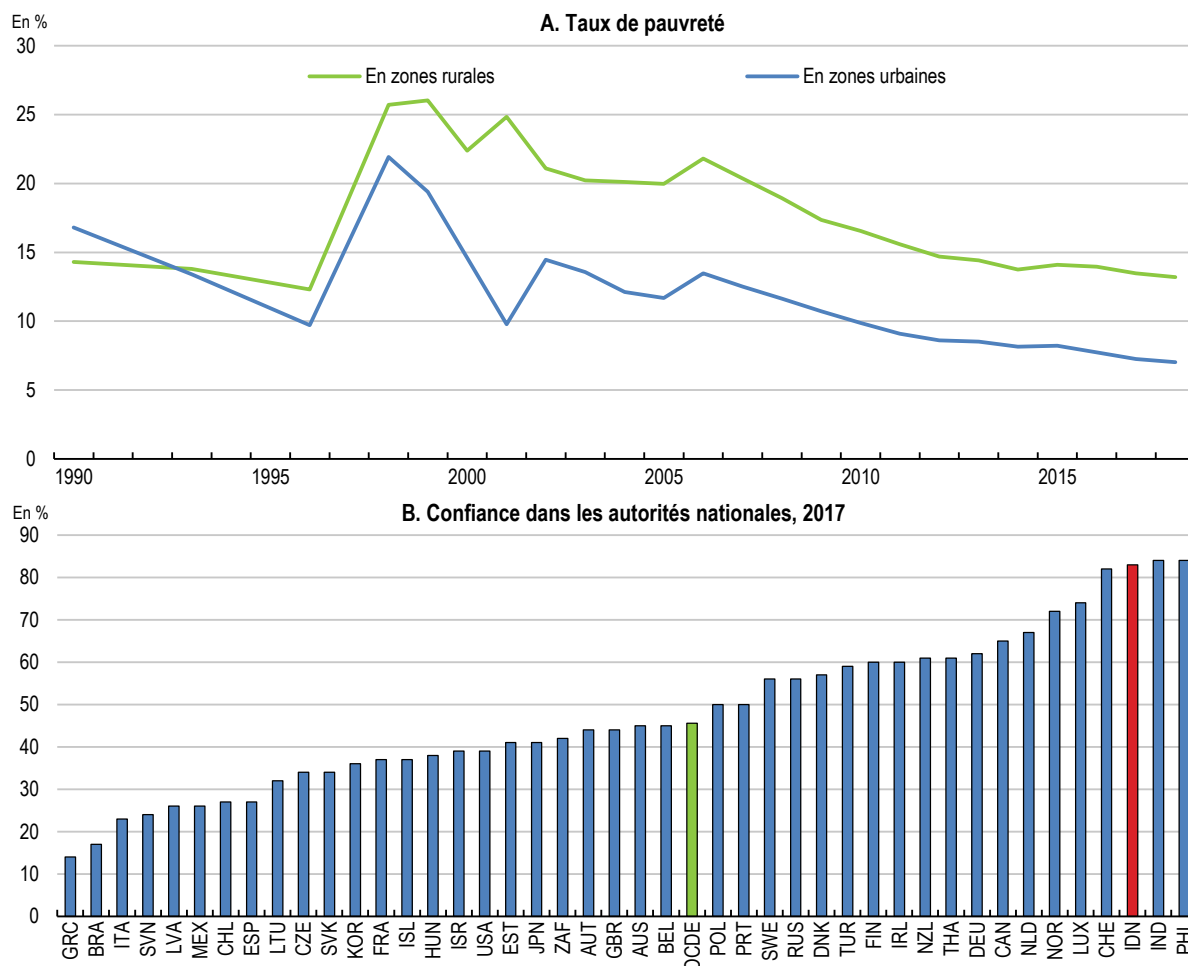
Vingt ans après la crise financière de 1998 en Asie et dix ans après la crise financière mondiale, les niveaux de vie en Indonésie sont bien supérieurs à ce qu'ils étaient alors et l'économie du pays a gagné en résilience. Le PIB par habitant a progressé de 70 % durant les deux dernières décennies (Graphique 1). La fin de la flambée des prix des produits de base a pesé sur les revenus et les recettes publiques, mais la croissance du PIB est restée autour de 5 % tandis que le revenu par habitant augmentait de près de 4 % en rythme annuel. Les taux de pauvreté sont en repli à la fois dans les campagnes et les villes (Graphique 2, Partie A). La distribution des revenus s'est également améliorée dernièrement : l'indice de Gini des dépenses de consommation est en repli depuis 2015. La confiance dans les autorités nationales est supérieure à ce qu'elle est partout ailleurs dans l'OCDE (Graphique 2, partie B). Les agences de notation ont pris acte des politiques macroéconomiques prudentes mises en œuvre et des progrès réalisés en matière de réformes structurelles, et l'Indonésie est remontée dans les classements internationaux de compétitivité et d'environnement des affaires. Depuis 2015, le pays a ainsi fait un bond de 34 places dans le classement *Doing Business* de la Banque mondiale, et se place désormais au 72<sup>e</sup> rang.

**Graphique 1. Les revenus ont progressé rapidement au cours des dix dernières années**



Source : Thomson Reuters.

**Graphique 2. La pauvreté recule et le niveau de confiance dans les autorités nationales est élevé**



*Note* : Le taux de pauvreté correspond au pourcentage de la population située en deçà du seuil de pauvreté, lequel est calculé d'après le montant minimum du budget nécessaire pour se nourrir à raison de 2 100 kilocalories par jour et faire face à ses besoins élémentaires de logement, d'habillement, d'éducation et de santé.

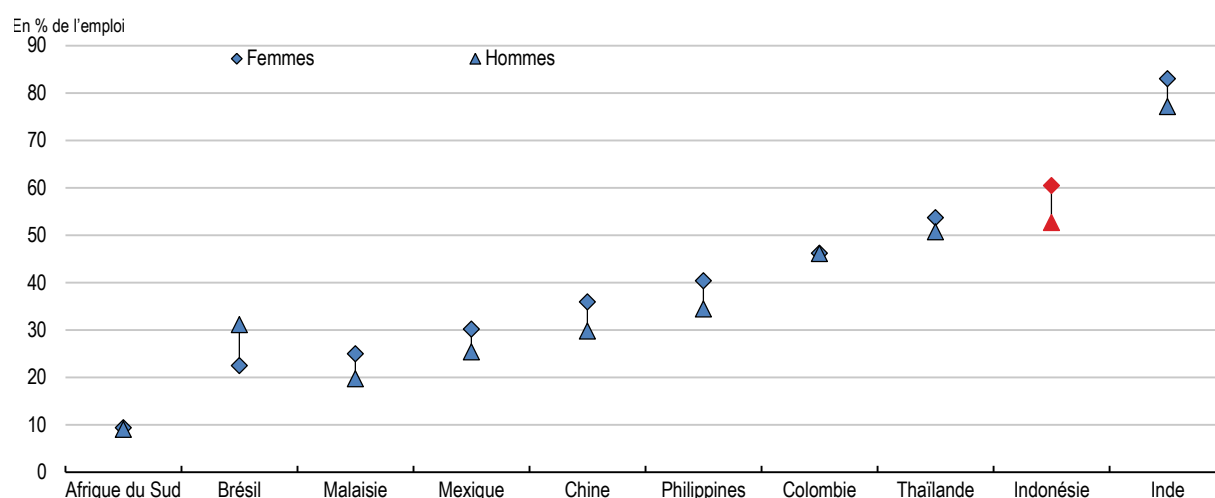
*Source* : Office central des statistiques d'Indonésie ; et Gallup World Poll.

Il n'en reste pas moins que les responsables de l'action publique vont avoir de nombreux défis à relever à mesure que l'Indonésie va progresser vers un statut de pays à plus haut revenu. Comparativement à ce que l'on observe dans d'autres économies émergentes, une bonne part de la population pauvre ne peut échapper à des emplois précaires, en particulier les femmes (Graphique 3). Les disparités régionales de revenu et de bien-être sont également très fortes (OCDE, 2016a). Les besoins en infrastructures sont importants : ils équivalent à 7 % du PIB chaque année, selon le plan à moyen terme du gouvernement indonésien pour 2015-19. À cela s'ajoute qu'il faut redoubler d'efforts pour simplifier la réglementation, accroître la sécurité juridique et lutter contre la corruption. Rapportées au PIB, les dépenses de santé sont faibles et le filet de protection sociale est toujours à l'état embryonnaire. Enfin, le risque existe de voir la croissance mettre en péril la viabilité environnementale. Les principaux messages de la présente *Étude* sont donc les suivants :

- L'évolution de la structure du marché du travail vers des emplois de qualité, à forte productivité et dans l'économie formelle, permettra d'élever les niveaux de vie et de faire en sorte que les bénéfices qu'offre la structure démographique soient partagés avec les générations futures. À cette fin, il faudra lutter contre la prolifération de l'économie informelle et combler les déficits de qualifications.
- La faiblesse des recettes fiscales est un frein aux dépenses d'investissement dans les infrastructures et l'action sociale. L'augmentation durable des recettes publiques passera nécessairement par une meilleure discipline fiscale et l'élargissement des bases d'imposition.
- Le tourisme pourrait contribuer à diversifier l'économie, dynamiser le développement régional et réduire les inégalités. La fréquentation touristique du pays grimpe en flèche, mais des mesures s'imposent pour que cette croissance rapide soit compatible avec la viabilité environnementale à long terme.

### Graphique 3. Une grande fraction de la population demeure dans des emplois précaires

Pourcentage de travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale et de travailleurs à leur propre compte, en répartition par sexe, 2016

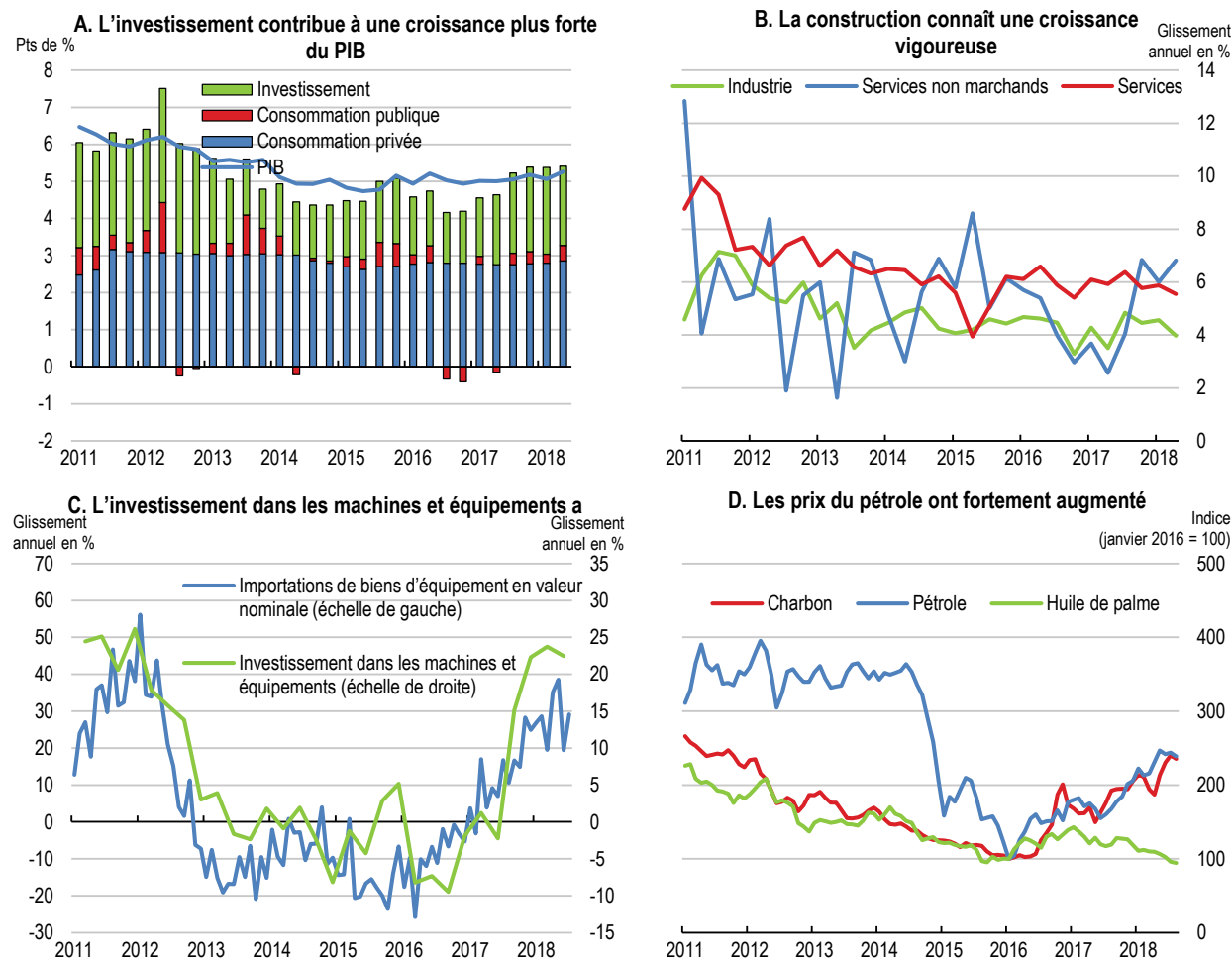


Source : Banque mondiale, *Base de données sur les indicateurs du développement dans le monde*.

### L'économie se développe à un rythme solide

La croissance du PIB demeure autour de 5 % depuis 2013. Des politiques macroéconomiques accommodantes, un sentiment de confiance accru et une demande extérieure plus forte ont stimulé l'activité en 2017, cette dynamique se poursuivant en 2018. La consommation continue de sous-tendre les dépenses (Graphique 4, Partie A). La confiance des consommateurs est relativement forte et le chômage a reculé, soutenant la progression des revenus. Les investissements dans les infrastructures ont fortement augmenté, en partant de niveaux bas il est vrai, et les importations de biens d'équipement ont grimpé en flèche (Graphique 4, Partie C). Dans les secteurs des services, la croissance est robuste (Graphique 4, Partie B). Le renchérissement des prix des produits de base, notamment des produits minéraux, favorise l'activité minière (Graphique 4, Partie D). Le climat économique ambiant est plus propice grâce aux réformes réglementaires en cours. Cela étant, des changements de réglementation fréquents ajoutent aux incertitudes.

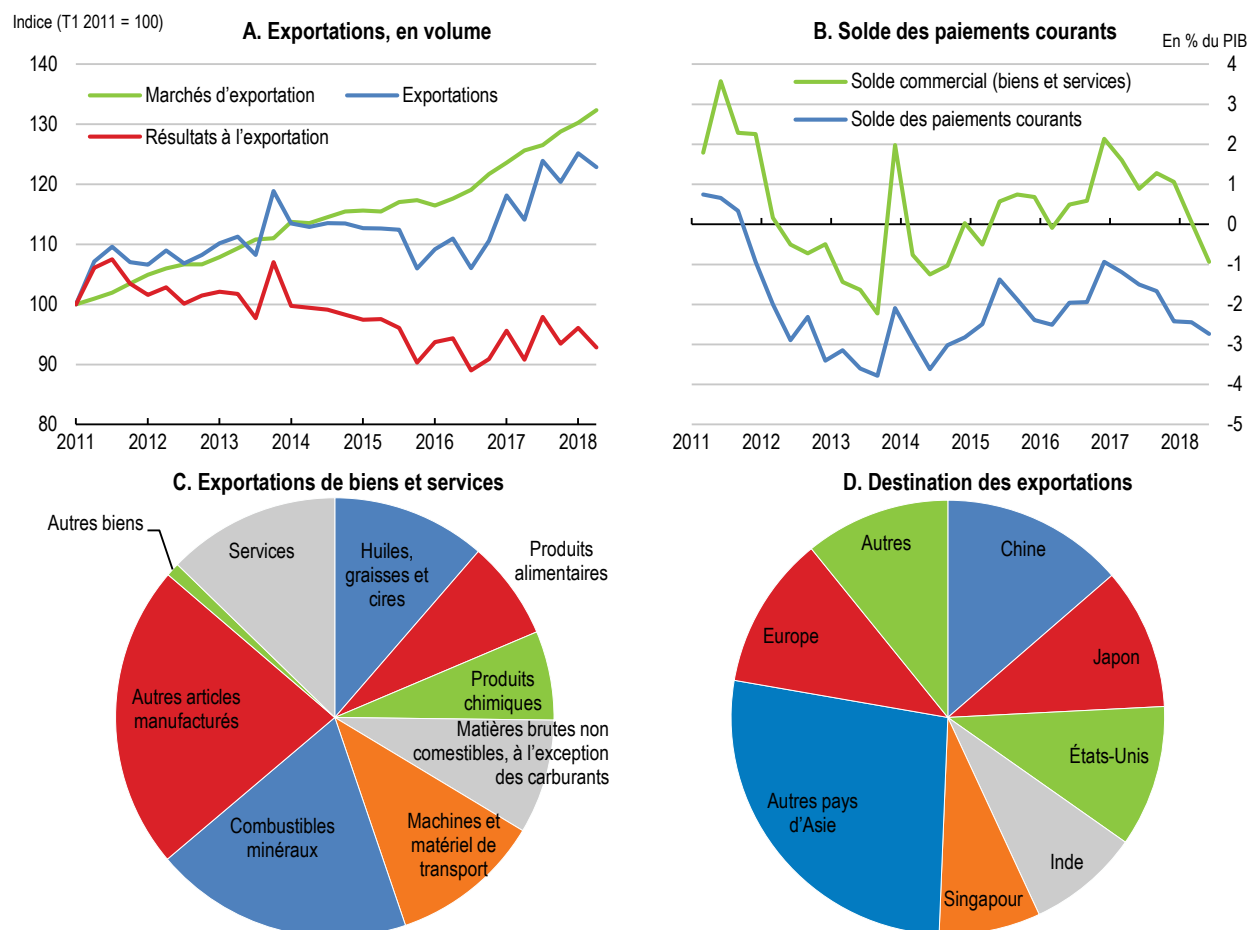
Graphique 4. L'économie est toujours sur une solide trajectoire de croissance



*Note* : Dans la partie C du graphique, les importations de biens d'équipement sont corrigées pour tenir compte du changement de calendrier du Ramadan et des variations saisonnières. Dans la partie D, le prix du charbon retenu est celui de l'Australie ; les autres séries correspondent à des moyennes lorsque l'on dispose de plusieurs chiffres de prix.

*Source* : Base de données CEIC ; World Bank Pink Sheet.

Les exportations sont reparties à la hausse et sont globalement conformes à la croissance des marchés d'exportation (Graphique 5, Partie A). Les produits de base représentent 40 % des exportations totales, un taux en baisse puisqu'ils en représentaient la moitié environ au plus fort de la flambée des prix des produits de base (Graphique 5, Partie C). Les services, principalement le tourisme, et les produits manufacturés, ont gagné en importance. La hausse des importations en lien avec des investissements, conjuguée à l'augmentation des prix du pétrole, ont eu pour effet d'éroder l'excédent commercial de 2017 (Partie B). Le déficit des revenus primaires, qui s'établissait à 3.2 % du PIB en 2017 (Graphique 5, Partie B), devrait perdurer du fait que l'Indonésie attire les investisseurs étrangers, même si les taux d'intérêt en hausse à l'étranger viendront compléter ces revenus. Globalement, ces évolutions ont entraîné un creusement du déficit des paiements courants qui est passé à 2.6 % du PIB au premier semestre de 2018.

**Graphique 5. Les exportations augmentent à nouveau fortement**


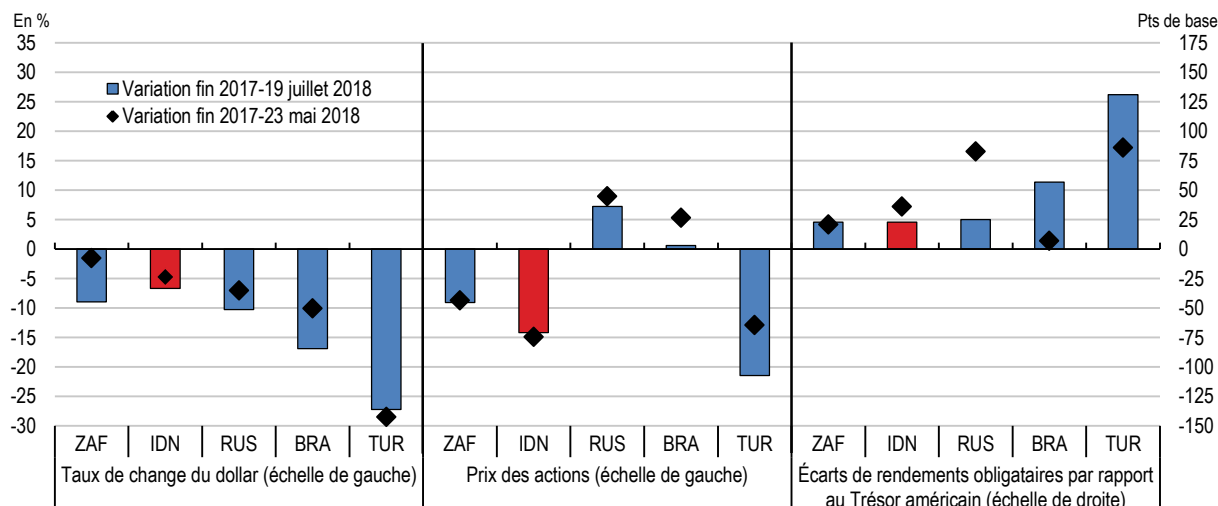
*Note* : Les données présentées dans les parties A et B sont corrigées pour tenir compte des variations saisonnières, mais pas des jours ouvrés. Les marchés d'exportation correspondent aux importations en volume des partenaires commerciaux, pondérées par leur part dans les exportations. Les résultats à l'exportation sont mesurés par le ratio de la croissance des exportations en volume de l'Indonésie à la croissance de ses marchés d'exportation. Les données présentées dans les parties C et D sont celles de 2017. Les données concernant la destination des exportations ne sont disponibles que pour les exportations de biens.

*Source* : OCDE, Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE ; Base de données CEIC ; Nations Unies, Base de données COMTRADE.

Au premier semestre de 2018, les sorties de capitaux qui ont accompagné la normalisation de la politique monétaire aux États-Unis ont entraîné un durcissement des conditions financières en Indonésie et dans d'autres économies émergentes (Graphique 6). Les cours des obligations indonésiennes sont particulièrement exposés à ces sorties de capitaux en raison du risque de change et de l'importance des intérêts étrangers dans les portefeuilles : en effet, en mars 2018, les titres de dette internationaux libellés en devises représentaient 19 % du PIB, et près de 40 % des obligations d'État en monnaie locale étaient aux mains d'investisseurs étrangers. En mai, la Banque d'Indonésie a amorcé un relèvement de ses principaux taux directeurs pour endiguer les sorties de capitaux, et a répété l'opération en juin, août et septembre. Elle s'est efforcée de compenser en partie l'impact de ces deux redressements sur les conditions financières en injectant des liquidités supplémentaires sur

les marchés monétaires locaux et en relevant les quotités de financement appliquées aux prêts immobiliers.

**Graphique 6. Les marchés financiers ont fortement fluctué en 2018**

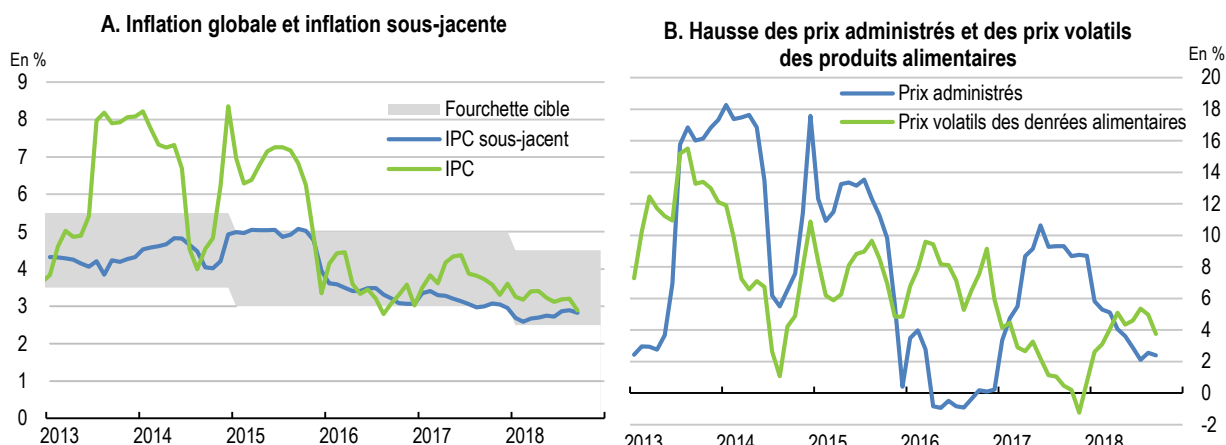


*Note* : Les prix sur les marchés d'actions sont ceux de l'indice MSCI pour chaque pays considéré. Les écarts de rendements obligataires correspondent aux écarts (par rapport aux titres du Trésor américain) de l'indice EMBI+ Bond Index de JP Morgan, corrigés des rehaussements de crédit, pour les obligations libellées en dollars.

*Source* : Thomson Reuters.

L'inflation annuelle a reculé à 3,1 % au troisième trimestre de 2018, bien dans la fourchette cible officielle de 3½ pour cent, +/-1%. (Graphique 7). L'inflation sous-jacente est modeste. Les prix des produits alimentaires sont repartis à la hausse au début de 2018, en partie du fait de certaines pénuries temporaires. Les prix de denrées comme le riz sont plafonnés, et les autorités ont décidé de geler les prix administrés de l'énergie en 2018-19. Ces mesures visent à limiter la répercussion des augmentations de coûts sur les consommateurs, mais elles ont des conséquences pour les producteurs et alourdissent le coût budgétaire des subventions énergétiques.

**Graphique 7. L'inflation a reflué vers des niveaux faibles**



*Note* : L'IPC est l'indice des prix à la consommation. L'inflation sous-jacente est calculée hors prix administrés et prix volatils des produits alimentaires. Les prix administrés concernent le tabac, l'électricité, l'eau, certains modes de transport et carburants.

*Source* : Base de données CEIC ; Thomson Reuters



La croissance du PIB devrait être de 5.3 % en 2019 (Tableau 1). Même si la dépréciation de la monnaie a des répercussions, l'inflation restera probablement comprise dans la fourchette visée. La progression des revenus et le caractère modéré de l'inflation donneront un coup de pouce à la consommation privée. La hausse de l'investissement se poursuivra jusqu'aux élections de 2019, qui pourraient également occasionner un regain de dépenses publiques. L'amélioration des infrastructures logistiques et de la compétitivité-prix permettra de soutenir la progression des exportations, même si le rythme de croissance ralentit quelque peu chez les principaux partenaires commerciaux de l'Indonésie.

**Tableau 1. Indicateurs et prévisions macroéconomiques<sup>1</sup>**

Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire, volumes (prix de 2010)

	2015	2016	2017	2018	2019
<b>Produit intérieur brut (PIB)</b>	4.9	5.0	5.1	5.2	5.3
Consommation privée	4.8	5.0	5.0	5.2	5.4
Consommation publique	5.3	-0.1	2.1	4.7	3.6
Formation brute de capital fixe	5.0	4.5	6.2	6.5	5.9
Variation des stocks <sup>1</sup>	-0.8	0.6	-0.2	-0.7	0.0
Demande intérieure totale	4.0	5.0	4.8	6.1	5.3
Exportations de biens et services	-2.1	-1.6	9.1	5.5	5.6
Importations de biens et services	-6.2	-2.4	8.1	10.3	5.7
Solde extérieur <sup>1</sup>	0.9	0.2	0.3	-0.8	0.1
<b>Autres indicateurs</b>					
Déflateur de PIB	4.0	2.5	4.2	3.8	4.1
Indice des prix à la consommation	6.4	3.5	3.8	3.5	3.9
Solde commercial <sup>2,3</sup>	0.4	0.8	1.2	-0.5	-0.4
Solde des paiements courants <sup>2</sup>	-2.0	-1.8	-1.7	-2.5	-2.5
Solde financier des administrations publiques <sup>2</sup>	-2.8	-2.4	-2.5	-2.2	-2.0
Taux d'intérêt du marché monétaire à trois mois <sup>4</sup>	8.3	7.2	6.5	6.1	6.8
Rendement des obligations d'État à dix ans, moyenne <sup>4</sup>	8.2	7.6	7.0	7.5	8.6

1. Contribution aux variations du PIB réel.

2. En pourcentage du PIB.

3. Sur la base des comptes nationaux, qui peut différer des estimations officielles sur la base de la balance des paiements.

4. En pourcentage.

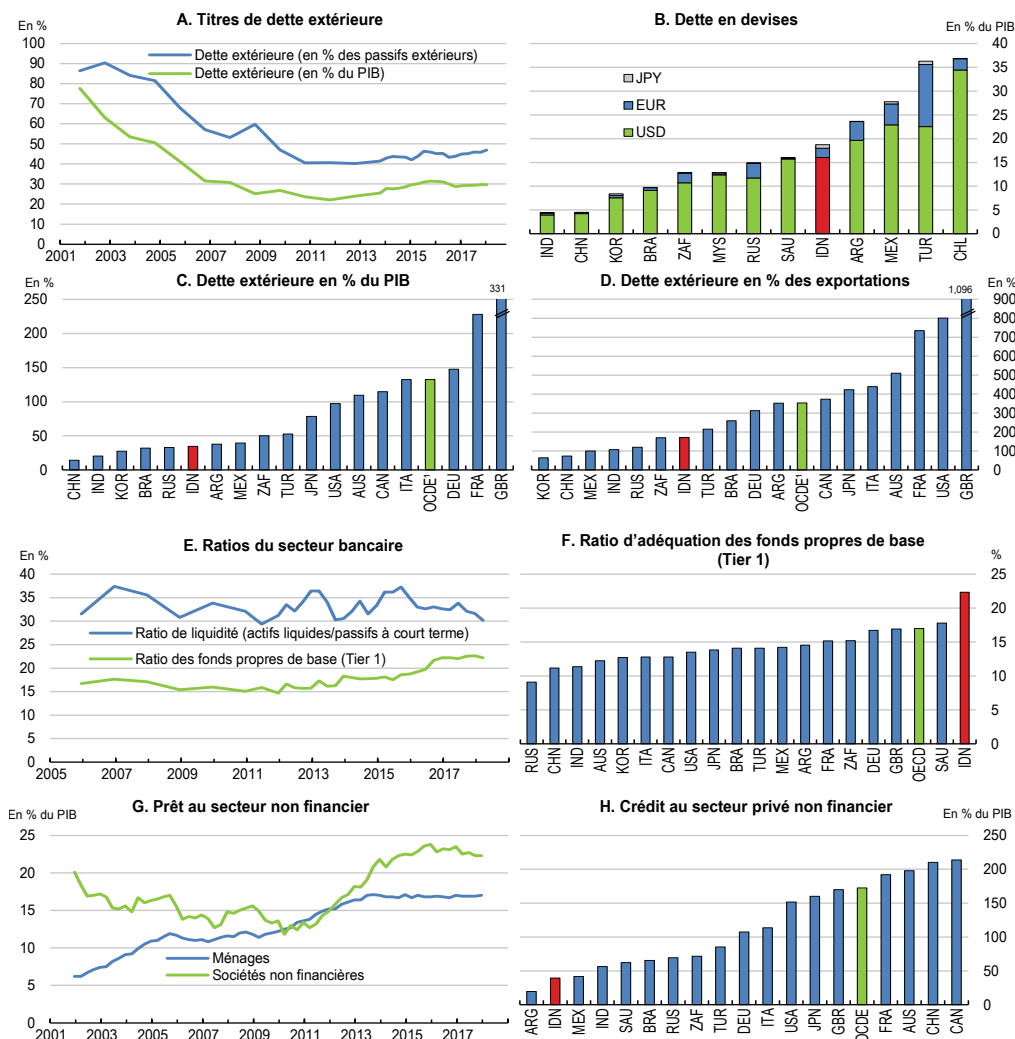
Source : OCDE, Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*, et *Perspectives économiques intermédiaires de l'OCDE*, septembre 2018.

L'un des principaux risques de divergence à la baisse par rapport aux prévisions tient aux sorties de capitaux, qui pourraient nécessiter de relever les taux d'intérêt, ralentissant de ce fait la croissance. La montée des protectionnismes dans les échanges représente un risque pour les exportations, en particulier si ces mesures visent directement les exportations indonésiennes ou si elles érodent la demande chinoise de ces exportations. Quant aux risques de divergence à la hausse, ils tiennent aux réformes visant à alléger les pesanteurs administratives et à l'achèvement des grands projets d'infrastructure, qui pourraient stimuler l'investissement privé et les exportations plus fortement que prévu. De nouvelles hausses des prix de produits de base porteraient la croissance nominale des exportations et les recettes publiques au-delà des prévisions. Enfin, l'Indonésie étant un grand producteur de pétrole mais aussi un importateur net, un renchérissement des cours pétroliers accentuerait le déficit des paiements courants et les tensions sur les coûts.

La dette extérieure est faible par rapport à ses niveaux antérieurs et par comparaison à d'autres pays (Graphique 8, Parties A, C et D). En revanche, le montant de la dette en devises

est supérieur (Graphique 8, Partie B). Compte tenu du déficit des paiements courants et du solde budgétaire négatif, cette dette signifie que des perturbations majeures sur les marchés pourraient avoir des effets notables, en particulier si elles s'accompagnaient d'un repli des prix des produits de base, qui déprimerait les recettes en devises (Tableau 2). De même, l'Indonésie paierait un lourd tribut en cas de ralentissement inopinément brusque de l'activité chinoise ou de catastrophe naturelle. Comparativement à d'autres pays toutefois, le niveau global de la dette publique et privée est peu élevé et le secteur bancaire indonésien est bien capitalisé (Graphique 8, Parties E à H).

**Graphique 8. L'activité de crédit est faible et les banques sont, globalement, bien capitalisées**



1. Médiane des pays de l'OCDE.

*Note* : Les chiffres des parties B, C et D correspondent à 2018T1 ; la partie F correspond à la moyenne de 2017T2 à 2018T1 ou la dernière donnée disponible ; la partie H correspond à la moyenne de 2017.

*Source* : Banque des règlements internationaux (BRI), Base de données sur les indicateurs de liquidité mondiale ; OCDE, Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, Base de données sur la résilience ; calculs de l'OCDE.

**Tableau 2. Chocs possibles sur l'économie indonésienne**

Facteurs de vulnérabilité	Impact possible
Perturbations sur les marchés financiers au fur et à mesure de la normalisation de la politique monétaire dans les grandes économies	L'économie ralentirait, étant donné que l'accroissement du coût du service de la dette en résultant pourrait révéler des faiblesses dans le secteur des entreprises et que la Banque d'Indonésie pourrait être contrainte de relever notablement ses taux pour empêcher une brusque dépréciation de la roupie.
Brusque ralentissement de l'activité en Chine	L'Indonésie serait frappée directement par ce ralentissement, et indirectement par la contraction de la demande chinoise. Les prix de la plupart des produits de base indonésiens exportés diminueraient, réduisant ainsi les recettes publiques.
Catastrophe naturelle	L'Indonésie est sujette à des catastrophes naturelles, notamment à des phénomènes climatiques extrêmes, à une activité volcanique et à des séismes, dont les coûts budgétaires, économiques et sociaux pourraient être lourds.

Les responsables de l'action publique ont pris des mesures pour réduire les facteurs de vulnérabilité extérieurs, particulièrement après le creusement du déficit courant observé au deuxième trimestre de 2018. Les réserves officielles s'établissaient à 118 milliards USD en août 2018 – soit l'équivalent de 6.6 mois de couverture des importations et du service de la dette. Pour maintenir un niveau de fonds suffisant pour se prémunir contre une crise, ces réserves ne devraient être utilisées que pour contenir temporairement les épisodes de volatilité. Depuis 2015, des obligations de couverture et de liquidité ont été imposées progressivement aux emprunteurs en devises : 25 % des passifs nets libellés en devises, exigibles au cours de chacun des deux trimestres à venir, doivent bénéficier d'une couverture auprès d'une banque nationale. Quelque 90 % des sociétés se sont conformées à ces obligations, mais des risques subsistent (République d'Indonésie, 2018). Des accords passés avec certains pays voisins sur le règlement des transactions bilatérales en monnaie locale plutôt qu'en dollars (USD) réduisent la demande de dollars. En août, IndONIA, un nouveau taux de référence au jour le jour, a été lancé pour offrir un taux de référence fiable et faciliter ainsi l'élaboration de produits dérivés. D'autres mesures sont envisagées. Un nouveau développement des marchés de capitaux permettrait d'abaisser le coût des instruments de couverture et faciliterait l'émission de titres de dette en roupie, renforçant ainsi la résilience face aux fluctuations de change.

Les autorités ont également pris des mesures pour essayer de réduire le déficit de la balance courante, parmi lesquelles on peut citer : un élargissement de l'offre de biocarburants à base d'huile de palme pour réduire les importations de carburants ; un relèvement des prélèvements concernant 1 147 produits importés, pour l'essentiel des biens de consommation (ces taxes prennent la forme de crédits d'impôt venant en déduction de l'impôt sur les sociétés), et le report de certains projets d'infrastructure à fort contenu en importations qui n'avaient pas encore démarré. Il y a un risque que ces restrictions au commerce pèsent sur la croissance. La dépréciation du taux de change devrait aider à réduire la demande d'importations et rendre parallèlement les exportations plus intéressantes. Poursuivre les réformes déjà engagées pour rationaliser les procédures d'exportation et abaisser les coûts y afférents pourrait aussi contribuer à réduire le déficit courant, et soutenir la croissance.

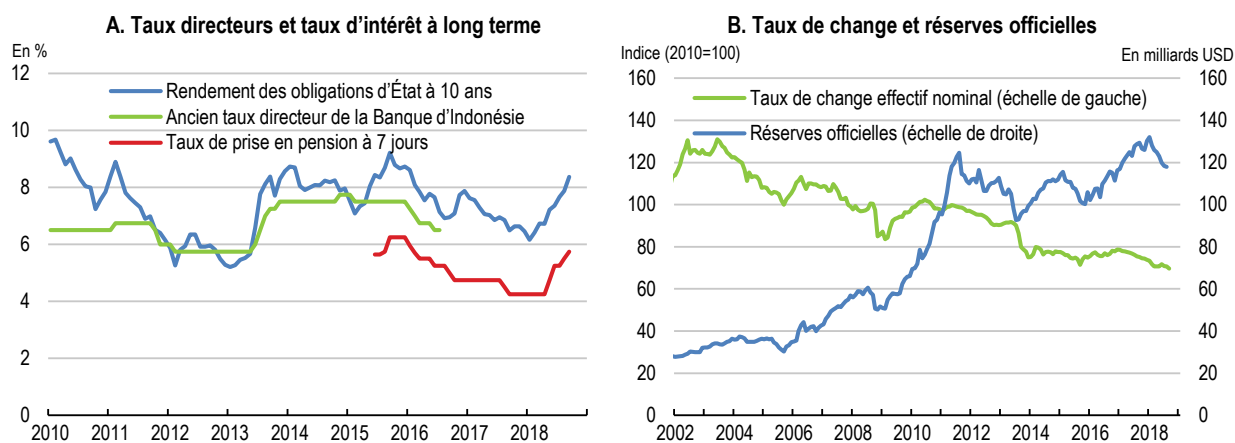
### La politique monétaire contribue à la stabilité macroéconomique

Le relâchement des tensions inflationnistes a permis à la Banque d'Indonésie d'assouplir sa politique monétaire de 200 points de base en 2016-17 pour soutenir la croissance (Graphique 9, Partie A). En 2018, elle a, dans un premier temps, réagi aux sorties de capitaux par la cession de réserves de change, puis en mai, elle a commencé à relever ses taux directeurs qui avaient augmenté au total de 150 point de base en septembre (Graphique 9, Partie B). La Banque d'Indonésie a pour mandat de préserver la stabilité de la roupie, en

termes de biens et de services (comme en témoigne le taux d'inflation) ainsi que par rapport à d'autres monnaies. Elle a été dotée de l'indépendance requise pour mener cette tâche à bien et atteindre son objectif d'inflation. Au fur et à mesure de la normalisation de la politique monétaire aux États-Unis, la Banque d'Indonésie devra relever à nouveau ses taux pour gérer les tensions sur le change, atteindre l'objectif d'inflation et maintenir la stabilité économique. La Banque a souligné sa volonté d'agir à titre préventif. Autoriser la roupie à se déprécier progressivement permettrait de donner un tour de vis moins brutal au nécessaire processus de resserrement monétaire. Une coordination continue entre les autorités de réglementation financière devrait aider à préserver la confiance des investisseurs. En 2020, la fourchette cible d'inflation sera abaissée à nouveau d'un ½ point de pourcentage, ce qui réduira la marge de manœuvre du banquier central.

Les effets, au plan intérieur, du resserrement de la politique monétaire pourraient être amoindris en continuant d'exercer une pression à la baisse sur les taux débiteurs, soit en réduisant les coûts de financement des banques, soit en réduisant l'écart entre les taux des dépôts bancaires et les taux débiteurs des banques. De fait, l'écart entre les taux de rémunération des dépôts bancaires et les taux débiteurs des banques, qui était de plus de 500 points de base en 2017, sont importants depuis plusieurs années et supérieurs à ceux des pays voisins. Divers facteurs expliquent cet écart, parmi lesquels les coûts de gestion des réseaux bancaires s'expliquant par la géographie indonésienne, le sous-développement des marchés monétaires et l'existence d'inefficiences. La concurrence du secteur des fintech, en pleine expansion, pourrait aider à faire baisser les taux débiteurs. Une plus grande liquidité des marchés monétaires ferait également baisser le coût supporté par les banques pour leur collecte de ressources. Il sera utile de développer ces marchés, notamment en mettant en place un taux de référence au jour le jour comme cela a été fait récemment et en favorisant comme prévu les opérations de pension et les contrats d'échange de taux d'intérêt. Les obligations relatives aux réserves des banques sont en cours d'assouplissement pour conférer plus de souplesse dans la gestion de la liquidité et abaisser le coût de la collecte de ressources. À l'avenir, pour accroître la stabilité financière, les banques d'importance systémique seront tenues, à compter de 2019, de détenir un volant supplémentaire de fonds propres.

**Graphique 9. Les taux d'intérêt et les actifs de réserve ont été les deux instruments utilisés pour stabiliser la roupie**



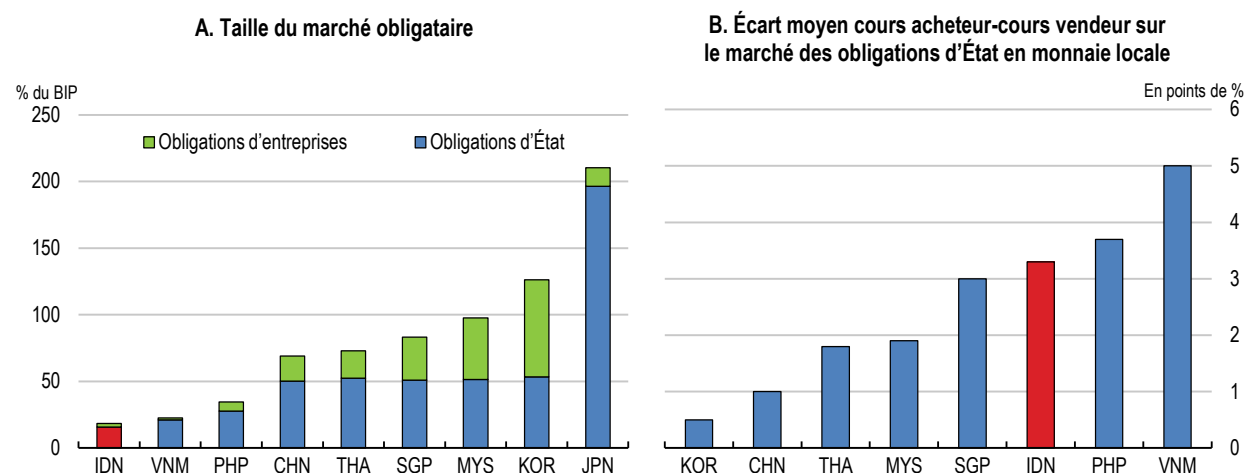
*Note* : Le 19 août 2016, la Banque d'Indonésie a adopté un nouveau taux directeur baptisé « BI 7-Day Reverse Repurchase (repo) » (taux de prise en pension à 7 jours).

*Source* : Base de données CEIC ; Thomson Reuters.

## Développer la profondeur et la largeur des marchés de capitaux ainsi que l'accès aux services financiers

Le marché obligataire est de taille encore relativement réduite, et les émissions d'obligations d'État s'y taillent la part du lion (Graphique 10, Partie A). Il est également possible d'en améliorer la liquidité (Graphique 10, Partie B). De même, la capitalisation boursière ne représente que 46 % du PIB, soit moins que dans certains pays comparables. Le développement des marchés financiers locaux aiderait à financer l'investissement et à soutenir la résilience financière (Tableau 3). Il faudrait à cet effet surmonter plusieurs obstacles et difficultés comme la lenteur et le coût des procédures d'émission ; l'étroitesse de la base d'investisseurs locaux ; les risques de change et le niveau élevé des prélèvements à la source sur les revenus d'intérêt pour les résidents de pays n'ayant pas signé de convention fiscale avec l'Indonésie, ce qui est dissuasif pour les investisseurs étrangers ; et enfin, la nécessité d'une plus grande coordination entre les autorités de réglementation et avec le secteur privé (WEF, 2016). Une stratégie nationale d'élargissement des marchés financiers a été engagée et un nouveau taux de référence au jour le jour, IndONIA, a été lancé. La simplification des procédures et des réglementations et leur alignement sur ce qui se fait de mieux ailleurs devraient permettre d'étoffer l'offre d'obligations d'entreprises. L'adoption des principes internationaux appliqués aux produits financiers, le développement de taux de référence et d'instruments de couverture, et une meilleure protection des créanciers dynamiseraient la demande des investisseurs (FMI, 2018 ; WEF, 2016). Il y aurait lieu de consulter les participants au marché et les investisseurs avant de déployer de nouvelles réglementations.

**Graphique 10. Le marché des obligations en monnaie locale est de taille modeste et peu liquide**



*Note* : Les chiffres correspondent au 2<sup>e</sup> trimestre 2018, ou au dernier trimestre connu.

*Source* : Banque asiatique de développement, portail AsianBondsOnline.

**Tableau 3. Recommandations antérieures concernant les marchés financiers**

Recommandations d' <i>Études</i> antérieures	Mesures prises depuis l' <i>Étude</i> d'octobre 2016
Approfondir et développer les marchés financiers en laissant davantage les établissements financiers non bancaires et les marchés d'actions participer au financement de l'économie.	En 2017, on a mis en place des dispositifs de titrisation des actifs d'infrastructure des entreprises publiques pour aider au financement des investissements dans les équipements stratégiques. En 2018, les autorités ont assoupli les mesures de restriction à l'investissement étranger dans le secteur de l'assurance, ce qui devrait permettre d'accroître la demande des investisseurs étrangers sur le marché des actions et obligations indonésiennes.
Continuer de développer le marché des changes en limitant les interventions de la Banque d'Indonésie, en généralisant les opérations de couverture et les options et en élargissant les catégories d'actifs sous-jacents.	Les autorités ont mis en place la convention-cadre des opérations de pension ( <i>Global Master Repurchase Agreement</i> ) ainsi que la version indonésienne de la convention ISDA ( <i>International Swap and Derivatives Association</i> ). Le cadre de régulation des devises a fait l'objet d'une révision. Enfin, les écarts sur options d'achat sont désormais admis pour les transactions de couverture.

Le gouvernement a également pour objectif de développer les marchés financiers islamiques en favorisant l'émission d'instruments compatibles et l'activité des banques islamiques. Celles-ci totalisent tout juste 6 % des actifs bancaires, ce qui est comparable à la part qu'elles détiennent en Turquie mais bien inférieur à leur taux de 25 % en Malaisie (IFSB, 2017). De fait, l'exemple de la Malaisie illustre le potentiel que les banques islamiques représentent pour l'Indonésie (Encadré 1). La progression de ce segment de marché est plus rapide que celle des banques traditionnelles. Le développement du secteur bancaire islamique pourrait aider à diversifier les sources de financement, mais aussi l'épargne. Pour préserver la stabilité financière, les autorités de réglementation devraient s'assurer que les exigences de fonds propres sont conformes à celles applicables aux banques traditionnelles et mettre en place le système prévu pour la détection précoce des risques (FMI, 2017). Enfin, l'éducation financière pourrait aider à mieux sensibiliser les investisseurs à ce secteur et leur en faire mieux connaître les nouveaux produits.

#### Encadré 1. Les banques islamiques en Malaisie

La finance islamique fonctionne en vertu des principes de la loi islamique qui interdit l'usure et prône le partage des risques et le financement participatif adossé à des actifs. Ainsi, plutôt que des prêts, une banque islamique utilise des instruments ne portant pas intérêt pour financer les investissements et fonds de roulement. Par exemple, elle va acheter des biens intermédiaires ou des machines au nom d'un client et les « prêter » à son client jusqu'à ce que le prêt soit payé. La banque s'octroie une marge bénéficiaire basée sur la différence entre le prix d'achat de l'intrant ou la machine, et le prix payé par le client. En une trentaine d'années, la Malaisie a développé un écosystème financier islamique compétitif, ouvert et mondialement reconnu, qui opère parallèlement au secteur bancaire traditionnel. Représentant en 1994 0.07 % des actifs bancaires malaisiens, le secteur en détenait 30 % à la fin de 2017 (BNM, 2018 ; Caporale et al., 2016). Au premier semestre de 2016, la Malaisie totalisait 9 % des actifs bancaires islamiques dans le monde (IFSB, 2017).

À l'origine, la finance islamique s'est développée à partir de guichets spéciaux mis en place dans les banques traditionnelles. C'est en 2005 qu'ont été créées les

premières banques islamiques indépendantes. Leur fonction d'intermédiaire auprès des investisseurs s'est ensuite renforcée lorsqu'elles ont proposé des comptes d'investissement. Une plate-forme en ligne, servant de place de marché, a été créée par la suite pour ces comptes d'investissement afin de proposer aux investisseurs des projets en adéquation avec leur appétence pour le risque. Enfin, de nouvelles licences de finance islamique ont également été délivrées auprès de six banques étrangères pour hisser la Malaisie au rang de plate-forme mondiale de la finance islamique.

Source : OCDE (2016), *OECD Economic Surveys: Malaysia: Economic Assessment*, Éditions OCDE, Paris ; et OCDE (2014), *Études économiques de l'OCDE : Turquie 2014*, Éditions OCDE, Paris.

L'inclusion financière gagne du terrain. Le taux d'Indonésiens adultes détenant un compte auprès d'un établissement financier est passé de 36 % à 48 % entre 2014 et 2017, avec le rattrapage des zones rurales (Demirgüç-Kunt et al., 2018). Les autorités ont adopté tout un éventail de programmes pour améliorer l'inclusion financière. Elles ont ainsi encouragé les services financiers numériques, en transformant certains transferts sociaux en nature en prestations en espèces ; elles ont favorisé le développement de la monnaie électronique (dans le cadre du programme pour une société sans espèces dit *Cashless Society*). D'autres programmes ont été lancés avec différentes parties prenantes afin d'en élargir la portée : par exemple, la promotion des services bancaires sans agence est assurée via le programme « Laku Pandai » (LP) qui permet d'accéder à des services financiers simples par l'intermédiaire d'agents (encadré 2). Il reste toutefois que l'accès à un compte d'épargne est moins répandu que dans d'autres pays (Graphique 11, Partie A). Les transactions continuent d'être réglées majoritairement en espèces, qui sont aussi le mode de rémunération traditionnel des salariés. Le nouveau portail national des règlements (GPN) facilitera le recours au paiement électronique. Des comptes courants sur lesquels seraient virés les salaires permettraient de connaître les antécédents d'un emprunteur et d'améliorer ainsi l'accès au financement. L'insuffisance de ressources et l'éloignement sont souvent invoqués pour justifier le fait de ne pas détenir de compte (Demirgüç-Kunt et al., 2018). Des programmes du type LP peuvent aider à surmonter ces difficultés, mais ils nécessitent de mieux sensibiliser le public, de former les agents et d'améliorer en outre les infrastructures de télécommunications et d'internet (LPEM, 2017).

### Encadré 2. Exemples de programmes destinés à développer l'inclusion financière en Indonésie

Les autorités ont lancé plusieurs programmes menés avec différentes parties prenantes et mettant l'accent sur différents aspects de l'inclusion financière. Par exemple :

- Le programme « Laku Pandai » permet d'accéder à des services financiers simples tels que comptes bancaires, micro-crédit et micro-assurance par l'intermédiaire d'agents ; il s'agit autrement dit d'une forme de services bancaires sans agence. En décembre 2017, le nombre de clients concernés était de 13.6 millions dans 27 établissements, contre 3.7 millions dans 20 banques l'année précédente.
- « SimPel » et « Sempel B » sont des programmes d'épargne proposés aux étudiants sous la forme de comptes simples ouverts respectivement dans des banques traditionnelles et des banques islamiques. Ils sont gérés conjointement

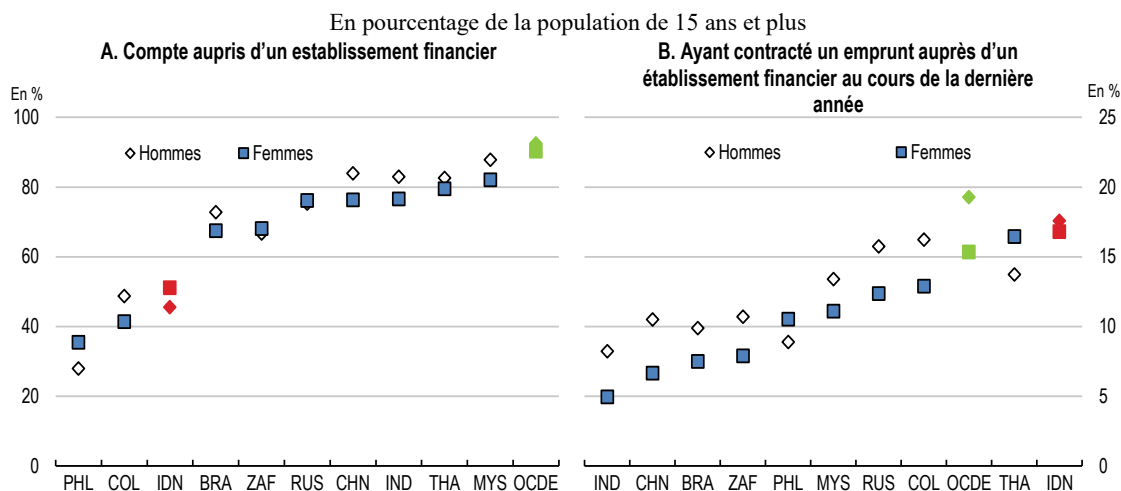
avec le système bancaire. En mars 2018, 11 millions de comptes avaient été ouverts dans plus de 214 000 établissements d'enseignement.

- Dans le cadre du programme TPAKD (« des équipes pour accélérer l'accès régional aux services financiers »), il s'agit de mettre sur pied des forums de coordinations au niveau local pour favoriser un accès plus rapide aux services financiers au plan régional. Les équipes sont constituées d'institutions publiques et de parties prenantes locales. En mars 2018, 31 équipes avaient été constituées au niveau provincial et 35 au niveau municipal.

Source : Banque d'Indonésie ; et Autorité indonésienne des services financiers (OJK).

Le secteur de la microfinance a gagné en importance sous l'influence des banques, ainsi qu'il était mentionné dans les *Études économiques* précédentes (OCDE, 2012a). En Indonésie en effet, il est plus courant d'emprunter auprès d'un établissement bancaire que dans certains autres pays (Graphique 11, Partie B). Le gouvernement a pris de nombreuses mesures pour développer l'accès des PME au financement (OCDE, 2018a). Ces mesures reposent en majorité sur les financements bancaires ; elles prévoient d'élargir le programme de prêts bonifiés aux PME par les garanties partielles accordées au titre du programme KUR et de relever progressivement le seuil des prêts des banques aux PME à 20 % du total des prêts consentis, des sanctions administratives étant appliquées en cas de non-respect. Un nouveau programme (UMi) propose des prêts à court terme, à faibles taux d'intérêt, à des emprunteurs en microentreprise dont la taille est trop modeste pour qu'ils puissent bénéficier du programme KUR. Toutefois, les politiques publiques de promotion des prêts bancaires aux PME peuvent avoir des conséquences inattendues et notamment, accroître le taux de créances douteuses et litigieuses (CDL) ou nuire à la concurrence dans le secteur bancaire (OCDE, 2018a). Le taux de CDL au titre du programme KUR est peu élevé actuellement mais devrait être surveillé, de même qu'il faudrait évaluer l'impact des prêts bonifiés sur les résultats des PME. L'expansion rapide du crédit entre particuliers offre aux PME une alternative au financement bancaire, avec plus d'une soixantaine de plates-formes fintech nationales et étrangères enregistrées en Indonésie à la fin juin 2018. Enfin, le développement continu des agences d'évaluation du crédit pourrait également faciliter l'accès au financement auprès de bailleurs de fonds bancaires et non bancaires (OCDE, 2018a).

**Graphique 11. L'inclusion financière prend du retard par rapport à d'autres pays**



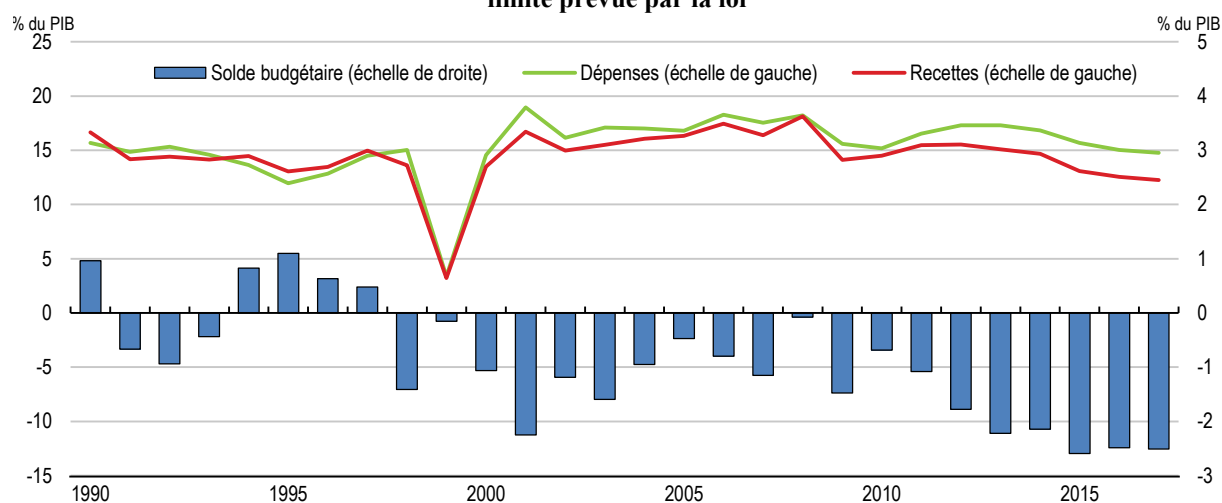
Source : Banque mondiale, Global Findex Database (Banque de données sur l'inclusion financière mondiale).



## La politique budgétaire est saine, mais les dépenses publiques sont limitées par la faiblesse des recettes

L'orientation de la politique budgétaire indonésienne est prudente, grâce à la loi de finances de 2003, qui plafonne le déficit à 3 % du PIB et la dette à 60 % du produit intérieur brut. Depuis 2015, le gouvernement s'est adapté au ralentissement de la croissance des recettes en maîtrisant les dépenses, afin de maintenir le déficit aux alentours de 2.5 % du PIB (Graphique 12). Afin de disposer d'une marge de manœuvre supplémentaire au regard du plafond de déficit prévu par la loi, le gouvernement prévoit de réduire légèrement le déficit en 2018 et 2019 pour le ramener juste au-dessous de 2 % du PIB. Compte tenu de l'incertitude qui prévaut sur les marchés de capitaux, cette initiative est judicieuse, mais il conviendrait d'améliorer l'efficacité des dépenses, comme indiqué ci-après, afin de limiter l'effet de freinage de la croissance induit par cette initiative et par le resserrement de la politique monétaire. La prudence accrue des prévisions de recettes a renforcé la crédibilité de l'action budgétaire et l'efficacité des dépenses, en permettant d'éviter des coupes en fin d'année. La structure des dépenses s'est améliorée en 2017, dans la mesure où les dépenses de personnel ont augmenté de 2.5 %, tandis que les dépenses d'investissement se sont accrues de 23 %.

**Graphique 12. Le déficit de l'administration centrale s'est creusé mais reste conforme à la limite prévue par la loi**



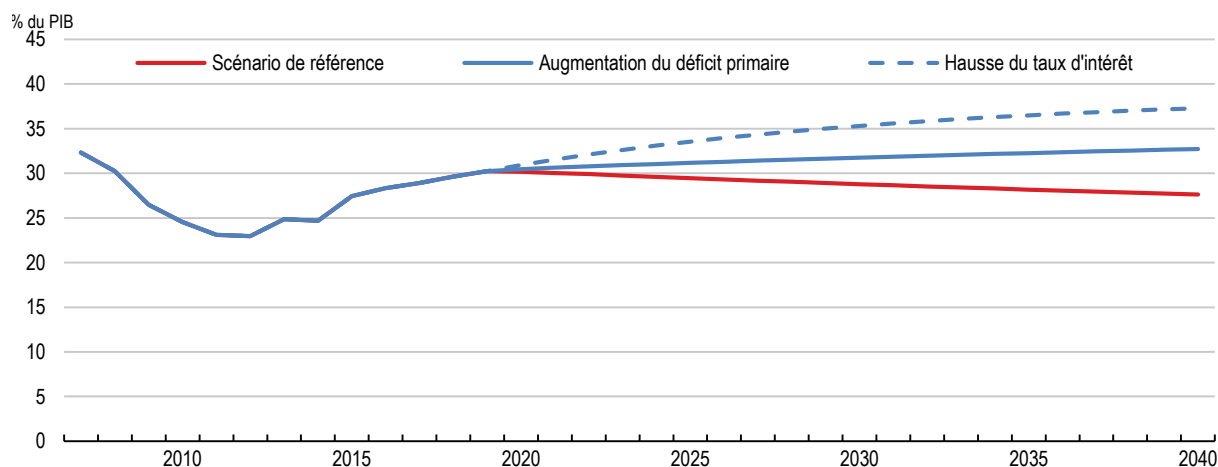
Sources : CEIC ; ministère indonésien des Finances ; et OCDE, Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*.

### *La dette des administrations publiques est modeste*

À 29 % du PIB, la dette brute des administrations publiques indonésiennes est faible comparée à celle d'autres économies émergentes, et nettement inférieure à la limite légale fixée à 60 % du PIB. Les charges d'intérêts ont lentement augmenté pour s'établir à 1.6 % du PIB en 2017, en raison de l'alourdissement de la dette et de la montée du taux d'intérêt effectif. Étant donné la part importante de la dette que représentent les engagements libellés en devises, toute dépréciation de la roupie entraîne une augmentation des coûts de financement (même si une telle dépréciation gonfle également les recettes liées au pétrole). Le plafond de déficit, tant qu'il est respecté, implique que même un choc de grande ampleur affectant les charges d'intérêts ne porterait pas la dette à un niveau intenable, mais provoquerait un effet d'éviction sur d'autres dépenses, même si la croissance reste vigoureuse.

(Graphique 13). Par ailleurs, même avec un déficit primaire plus important, il y a peu de chances que la dette augmente sensiblement en l'absence de chocs extrêmes, peu probables, tels que des catastrophes naturelles ou le renflouement d'une grande entreprise publique.

**Graphique 13. Scénarios d'évolution de la dette des administrations publiques**



*Note :* Dans tous les scénarios, la croissance du PIB et l'inflation correspondent aux prévisions à l'horizon 2019 qui figurent dans les Perspectives économiques de l'OCDE. Le scénario de référence repose sur l'hypothèse d'une croissance constante du PIB de 5 % et d'une inflation (mesurée par le déflateur du PIB) de 3.2 % à compter de 2020. Le déficit budgétaire primaire s'établit à 0.5 % à partir de 2019. Le taux d'intérêt effectif est de 6 % à compter de 2023. Le scénario d'« augmentation du déficit primaire » est une variante du scénario de référence, qui repose sur l'hypothèse d'un déficit primaire de 0.8 % du PIB à compter de 2019. Dans le scénario de « hausse du taux d'intérêt », il est supposé que le taux d'intérêt effectif augmente de 150 points de base d'ici à 2021 et qu'à partir de 2020, le solde primaire est égal à la différence entre le plafond fixé à 3 % du PIB et les charges d'intérêts.

*Source :* OCDE, Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE ; Fonds monétaire international (FMI), Base de données des Perspectives de l'économie mondiale ; calculs de l'OCDE.

Bien que faible exprimée en proportion du PIB, la dette des administrations publiques de l'Indonésie semble plus exposée à des chocs de grande ampleur que celle d'autres économies émergentes, ce qui tient en partie à son exposition internationale, mais aussi au fait que le coût du service de la dette tend à être relativement élevé (OCDE, 2016a). La dette des administrations publiques représentait environ deux fois les recettes en 2017, soit un niveau comparable à celui observé dans de nombreuses économies émergentes, où la collecte des recettes est généralement plus difficile. Des travaux récents sur les limites d'endettement montrent de quelle manière les pouvoirs publics pourraient améliorer la résilience de l'économie (Encadré 3). Les autorités ne peuvent maîtriser la volatilité des marchés, mais elles peuvent améliorer la qualité de la réglementation et lutter contre la corruption à tous les niveaux, ce qui peut réduire les primes de risque (OCDE, 2018b). Les exportations peuvent également améliorer la résilience de l'économie en couvrant mieux les besoins de financement de la dette. La poursuite des progrès réalisés en matière de logistique et la finalisation des accords de libre-échange en cours de négociation avec l'Association européenne de libre-échange (AELE) et l'Iran pourraient stimuler les exportations. Un accord avec l'Australie a été conclu en août 2018. L'Indonésie envisage également de devenir partie à l'Accord de Partenariat transpacifique avec cinq autres membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) qui n'en sont pas signataires, ce qui atténuerait les éventuels effets de détournement des courants d'échanges pouvant résulter de la non-adhésion à cet accord.

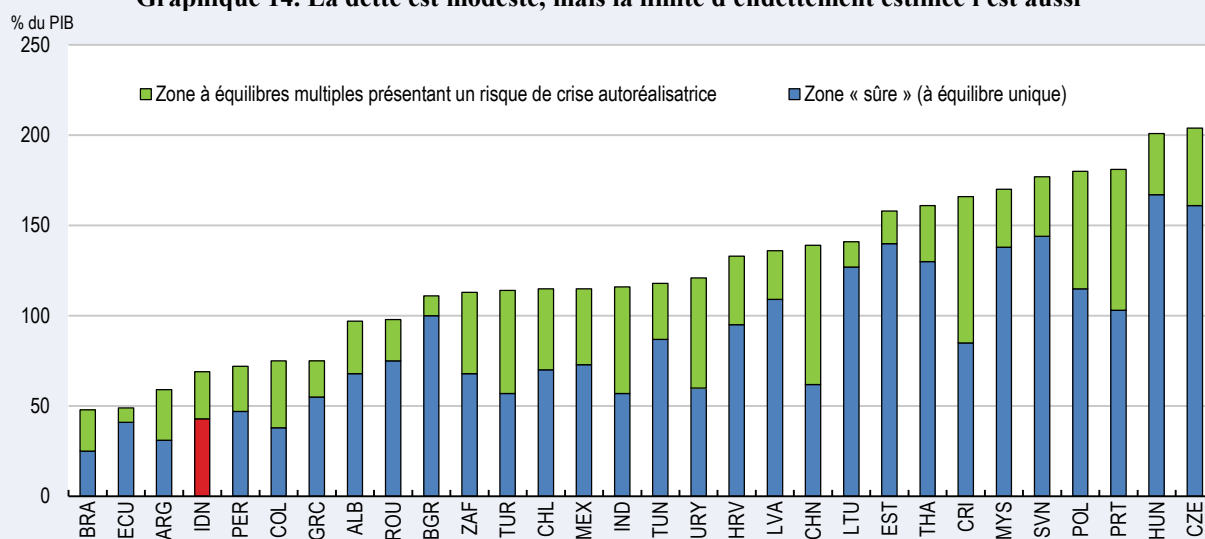
### Encadré 3. Déterminants de la viabilité de la dette et des primes de risque

Des travaux récents de l'OCDE apportent un éclairage sur la relation non linéaire existant entre le niveau de la dette d'un pays et sa prime de risque, qui est elle-même fonction de sa probabilité de défaut de paiement (Fournier et Bétin, 2018). En se focalisant sur des pays à revenu intermédiaire, Fournier et Bétin estiment : (i) un intervalle « sûr » de ratios d'endettement, dans lequel le taux d'intérêt revient à son niveau d'équilibre après avoir subi un choc transitoire sans menacer la viabilité budgétaire ; et (ii) un intervalle de ratios d'endettement dans lequel un choc suffisamment fort affectant le taux d'intérêt peut engager le pays sur une trajectoire de crise autoréalisatrice conduisant au défaut de paiement. La limite supérieure du second intervalle est donc le seuil d'endettement estimé au-delà duquel un choc fait basculer un pays en situation de défaut de paiement.

Les niveaux d'endettement estimés sont naturellement entourés d'une certaine incertitude et doivent être interprétés avec prudence. Cet exercice met néanmoins en évidence des facteurs spécifiques aux différents pays qui sont associés à des intervalles « sûrs » d'endettement plus élevés, à savoir : des pouvoirs publics plus efficaces, un niveau d'exportation plus élevé mesuré en proportion du PIB, une croissance du PIB plus forte, une volatilité de la croissance plus faible, et une absence de défaut de paiement dans les pays voisins.

L'intervalle « sûr » d'endettement estimé est plus étroit en Indonésie que dans d'autres pays à revenu intermédiaire (Graphique 14). Cet écart est dû essentiellement à des exportations représentant une proportion du PIB plus faible que la moyenne, même en tenant compte de la taille de l'Indonésie, ainsi qu'à une efficacité perçue des pouvoirs publics relativement médiocre, même si celle-ci s'est nettement améliorée (Graphique 15). Cela concorde avec les résultats de régressions de panel effectuées à partir des déterminants des primes de risque dans certains pays de l'OCDE et des économies émergentes, qui mettent en lumière le rôle de la qualité de la réglementation, ainsi que du niveau de la dette publique et de la volatilité des marchés de capitaux mondiaux (OCDE, 2018b).

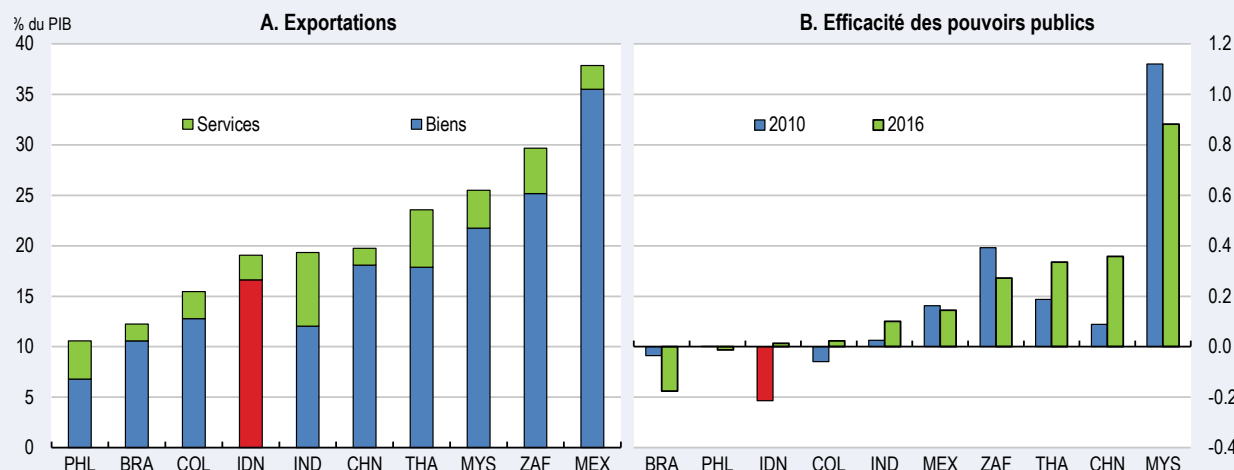
**Graphique 14. La dette est modeste, mais la limite d'endettement estimée l'est aussi**



*Note* : Les intervalles d'endettement sont calibrés pour un investisseur neutre à l'égard du risque, un taux de recouvrement après défaut de paiement de 50 %, et un taux d'intérêt sans risque de 3 %. Les estimations sont fondées sur des données lissées.

*Source* : J.-M. Fournier et M. Bétin (2018), « Limits to debt sustainability in middle-income countries », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1493 ; Éditions OCDE, Paris.

Graphique 15. Déterminants structurels essentiels des limites d'endettement



*Note* : Les données de la partie A du graphique se rapportent à 2017, sous réserve de disponibilité. Les Philippines ne faisaient pas partie des pays pris en compte par Fournier et Bétin (à paraître) mais ont été inclus dans ce graphique aux fins de comparaison. L'indicateur d'efficacité des pouvoirs publics est un indice composite qui reflète la perception de la qualité des services publics, de la qualité de la fonction publique et de son niveau d'indépendance vis-à-vis des pressions politiques, de la qualité de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques, et de la crédibilité de l'engagement des pouvoirs publics à l'égard de ces politiques. La valeur de cet indicateur est d'autant plus élevée que les pouvoirs publics sont efficaces.

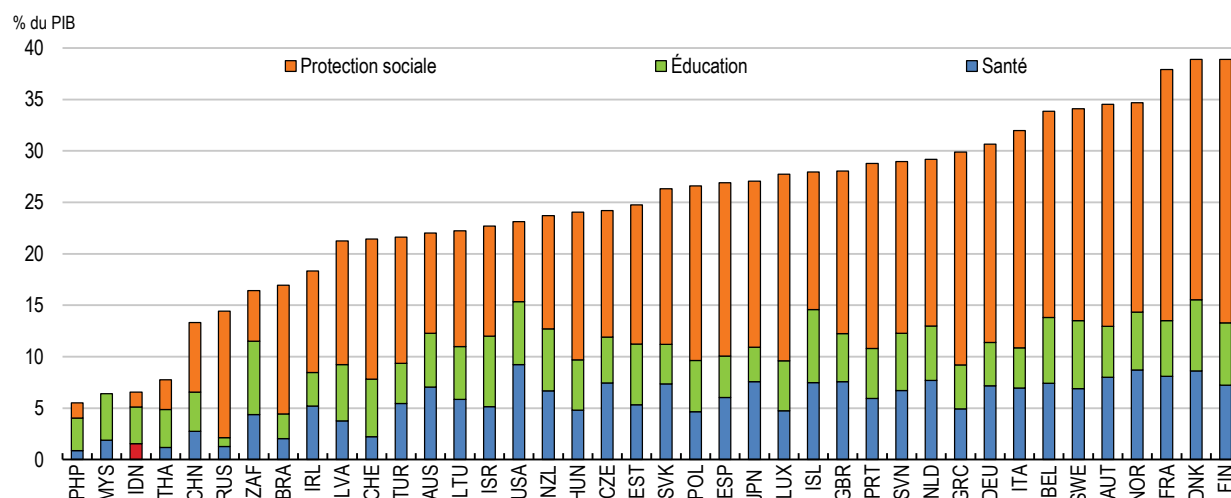
*Source* : OCDE, Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE ; Nations unies, Base de données statistiques sur le commerce des marchandises (COMTRADE) ; Banque mondiale, Base de données des Indicateurs du développement dans le monde.

### *Financer les dépenses liées au développement ne va pas de soi*

Dans ce contexte, la principale difficulté budgétaire réside dans le financement des dépenses destinées à stimuler la croissance à long terme et à améliorer le bien-être de la population. Les carences des infrastructures indonésiennes – en particulier en matière de transports, de logistique et de traitement des eaux usées – alourdissent les coûts et limitent l'accès aux services, ce qui entrave le développement (OCDE, 2016a). En 2015, le stock de capital public ne représentait que 39 % du PIB, contre 92 % pour l'ensemble des économies émergentes étudiées par le FMI (FMI, 2017b). De même, l'action publique est aujourd'hui limitée en matière de santé et d'aide sociale (Graphique 16). Les systèmes de protection sociale sont en train de s'étoffer, et ce processus de développement exigera des financements supplémentaires (OCDE, à paraître). Pour mettre pleinement en œuvre une couverture maladie universelle et garantir que les programmes d'aide sociale bénéficient aux personnes pauvres et vulnérables, il faudrait un surcroît de dépenses annuelles équivalent à 1.4 % du PIB (Banque mondiale, 2018a). À mesure que les revenus progresseront en Indonésie au cours de la prochaine décennie, les attentes se renforceront également en matière de services sociaux. Compte tenu des projections démographiques relatives à l'Indonésie, si ses dépenses sociales publiques suivaient une évolution similaire à celles des économies émergentes de l'OCDE, cela se traduirait par une augmentation sensible des programmes sociaux et des dépenses sociales en proportion du PIB d'ici à 2030 (Tableau 4).

## Graphique 16. Les dépenses sociales restent relativement modestes

2016 ou dernière période connue



Source : Fonds monétaire international (FMI), Base de données des Statistiques de finances publiques ; OCDE, Base de données du Panorama des administrations publiques.

**Tableau 4. Les besoins de dépenses publiques augmenteront probablement parallèlement à la progression des revenus**

	Dépenses courantes (% du PIB, 2016)	Besoins de dépenses potentiels en 2030 estimés à partir des économies de marché émergentes de l'OCDE (% du PIB)
<b>Santé</b>	1.5	
- Ensemble des dépenses de santé		4.2
<b>Protection sociale</b>	1.4	
- Pensions de vieillesse		5.7
- Prestations de maladie et d'invalidité en espèces		1.0
- Prestations familiales, y compris les services d'accueil et d'éducation des jeunes enfants		2.0
- Programmes actifs du marché du travail		0.2
- Allocations de chômage		0.2
<b>Éducation</b>	3.6	
- Enseignement primaire, secondaire et postsecondaire non supérieur	2.5 <sup>1</sup>	3.6
- Enseignement supérieur	0.6 <sup>1</sup>	1.2

Note : Les estimations relatives aux prestations familiales, aux programmes actifs du marché du travail, aux pensions de vieillesse et à l'éducation reposent sur des ratios dépenses/PIB corrigés en fonction des projections concernant la structure par âge de la population en 2030. Les autres estimations sont des moyennes simples. Les économies retenues aux fins de comparaison sont le Chili, la Hongrie, le Mexique, la Pologne et la Turquie. 1. En 2015.

Source : FMI, Base de données des *Statistiques des finances publiques* ; OCDE, Base de données du *Panorama des administrations publiques* ; OCDE (2017), *Regards sur l'éducation 2017* ; Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population (2017), *Perspectives de la population mondiale : la révision de 2017*, Éditions DVD ; et calculs de l'OCDE.

Compte tenu de la difficulté d'accroître les recettes, améliorer l'efficacité des dépenses publiques – comme cela avait été souligné dans la précédente *Étude* – demeure une priorité pour libérer des ressources (OCDE, 2016a). Les réformes des subventions énergétiques de

2014-17 ont permis de baisser la part des dépenses publiques sur les subventions énergétiques de 14 points de pourcentage, libérant des fonds pour des infrastructures et des programmes sociaux mieux ciblés. Le passage du subventionnement du prix du riz à un système de bons électroniques couvrant un plus large éventail de produits alimentaires est également en phase avec les précédentes recommandations de l'OCDE (OCDE, 2016a ; 2015a). Néanmoins, les données des comptes nationaux indiquent que l'ensemble des subventions à la production était encore équivalent à 1 % du PIB en 2017, contre 0.6 % dans les pays de l'OCDE. Les subventions à l'énergie devraient augmenter de 66 000 milliards IDR (0.4 point de PIB) en 2018, en grande partie en raison d'une majoration de la subvention au gazole. Les subventions à l'énergie et aux engrais, qui incitent à la surconsommation, devraient être remplacées par des aides plus ciblées, telles que des transferts en espèces destinés aux ménages pauvres, et par des dépenses d'éducation et d'investissement visant à rehausser la productivité agricole (OCDE, 2016a ; 2015b). Le ciblage des transferts infranationaux est en train de s'améliorer, mais des efforts supplémentaires s'imposent à cet égard ainsi qu'en termes de suivi (Tableau 5). Les coûts liés à l'extension de la couverture maladie devront être maîtrisés (OCDE, à paraître).

Des organismes publics tels que l'Agence nationale des marchés publics (LKKP, *Lembaga Kebijakan Pengadaan Barang/Jasa*) et la Commission pour l'éradication de la corruption (KPK, *Komisi Pemberantasan Korupsi*) ont un rôle crucial à jouer pour réduire les pertes dues à la corruption active et passive. La précédente *Étude* insistait sur l'importance d'une amélioration des pratiques au niveau infranational. Les réformes récentes des collectivités locales comme le développement de la dématérialisation des marchés publics et le renforcement de la budgétisation et des contrôles internes vont dans la bonne direction (Tableau 5). Des instruments de l'OCDE comme la *Recommandation du Conseil sur l'intégrité publique* et les *Principes de l'OCDE pour renforcer l'intégrité dans les marchés publics* pourraient servir de point de repère pour la poursuite des réformes. Comme recommandé dans l'*Étude* antérieure, les pouvoirs et les ressources du LKKP devraient être renforcés.

**Tableau 5. Recommandations antérieures concernant l'amélioration de l'efficacité du secteur public**

Recommandation d' <i>Études</i> antérieures	Mesures prises depuis l' <i>Étude</i> d'octobre 2016
Améliorer les mécanismes de prévention de la corruption, tout en renforçant encore les efforts déployés pour la combattre sous toutes ses formes. Soutenir la Commission pour l'éradication de la corruption (KPK, <i>Komisi Pemberantasan Korupsi</i> ) et la doter de ressources et de pouvoirs supplémentaires.	En 2017, la KPK a lancé e-LHKPN, un système de déclaration en ligne permettant aux agents de l'État de déclarer plus aisément leur patrimoine, et GOL KPK, une application permettant de faire état des présents reçus. Les collectivités locales sont encouragées à adopter des technologies propres à réduire les possibilités de corruption, par exemple la dématérialisation des marchés publics, et de à renforcer la budgétisation et les contrôles internes. En 2018, un système électronique d'octroi de licences, le système de soumission unique en ligne, a été lancé, et devrait contribuer à réduire la corruption.
Avancer dans la mise en œuvre d'un système de budgétisation axée sur les résultats (budgétisation par programme). Améliorer l'évaluation des programmes actuels et futurs, et les lier plus étroitement aux objectifs à moyen terme.	Un système d'information sur les résultats (ADIK, <i>Arsitektur dan Informasi Kinerja</i> ) a été mis en place pour les ministères et d'autres organismes, afin d'améliorer la qualité de l'affectation des crédits budgétaires.

Revoir le système de dotations de l'administration centrale aux administrations infranationales pour supprimer le lien entre ces dotations et la rémunération des agents des services publics. Réformer le système de dotation aux villages (*Dana Desa*) afin que leurs caractéristiques en termes de population et de prévalence de la pauvreté soient prises en compte pour la dotation de base.

La dotation de base qui constitue une composante de la dotation budgétaire globale (DAU, *Dana Alokasi Umum*) versée aux administrations infranationales est maintenant plafonnée, ce qui affaiblit le lien avec la rémunération des agents des services publics.

Depuis 2018, les dotations aux villages sont calculées au moyen de coefficients de pondération affectés à différents éléments : la population (10 %), le nombre de personnes pauvres (50 %), la superficie (15 %) et les difficultés soulevées par la situation géographique de la localité (25 %). Des dotations complémentaires sont versées aux villages sous-développés comptant de nombreuses personnes pauvres.

Éliminer progressivement les dernières subventions à l'énergie. Supprimer progressivement les subventions aux engrais pour favoriser en lieu et place le développement des systèmes d'irrigation, des infrastructures rurales et de la recherche, et financer des aides directes en espèces aux agriculteurs les plus pauvres. Remplacer le programme RASKIN (« Du riz pour les pauvres ») par des bons d'alimentation destinés aux plus démunis.

En 2017, les subventions à l'électricité ont été supprimées pour les ménages non pauvres dotés d'une connexion au réseau électrique caractérisée par une capacité de 900 volts-ampères. Néanmoins, les subventions à l'énergie ont augmenté en 2018.

Dans le cadre du budget 2018, le gouvernement a annoncé qu'il projetait d'orienter les bénéficiaires du programme de subventions au riz Rastra (qui a succédé à RASKIN) vers les bons d'alimentation attribués dans le cadre du programme d'aide alimentaire non monétaire (BPNT, *Bantuan Pangan Non-Tunai*).

Les entreprises publiques constituent un élément clé de la stratégie du gouvernement en matière d'infrastructures et de développement. Ainsi, l'accélération prévue en 2016 de 245 projets stratégiques nationaux reposait sur l'hypothèse d'un financement assuré à hauteur de 30 % sous forme d'investissements des entreprises publiques. Les 143 entreprises publiques d'envergure nationale sont présentes dans presque tous les secteurs de l'économie, de l'industrie manufacturière à la construction, en passant par le transport et l'agriculture. Parmi les pays couverts par la base de données de l'OCDE sur la réglementation des marchés de produits (RMP), seule la Chine devance l'Indonésie à l'aune de la place occupée par les entreprises publiques dans l'économie. Les entreprises publiques cotées représentent près d'un quart de la capitalisation boursière. D'après les objectifs visés, les dépenses d'investissement des entreprises publiques devraient atteindre près de 3 % du PIB en 2018, soit plus de deux fois plus qu'en 2015. Cette évolution a été favorisée par le soutien de l'État, notamment par des injections de capitaux en 2015-16 et un programme qui les a incitées à réévaluer leurs actifs. Les entreprises publiques ont fait appel aux marchés de capitaux, et l'endettement de certaines d'entre elles a augmenté de manière spectaculaire (Reuters, 2018).

Les facteurs de vulnérabilité financière s'accroissent pour certaines entreprises publiques. La rapidité des investissements engagés et un niveau d'endettement plus élevé exposent les entreprises publiques impliquées dans des projets d'infrastructures à des difficultés de trésorerie, en particulier si les taux d'intérêt augmentent ou si des projets sont retardés. Les mesures d'encadrement des prix de détail de l'électricité et des combustibles constituent une source de pressions financières pour ces entreprises. Par exemple, le prix du carburant à faible indice d'octane (« super ») n'a pas changé depuis 2016, malgré la hausse du cours international du pétrole. Au total, 14 entreprises publiques ont été déficitaires en 2017, un chiffre inférieur à celui de 2016. L'exposition des banques publiques vis-à-vis des petites et moyennes entreprises (PME) et du secteur de la construction a rapidement augmenté. Les garanties et prêts inscrits au bilan accordés aux entreprises publiques sont relativement limités. Les éléments de passif éventuel comptabilisés ne représentaient que 0.01 % du PIB en 2017, ceux-ci étant circonscrits aux prêts garantis par l'État. Néanmoins, la nécessité éventuelle de procéder à des injections de capitaux constitue un risque budgétaire indirect. Malgré les efforts déployés actuellement pour améliorer la gouvernance d'entreprise, le manque de transparence reste un motif de préoccupation (SFI, 2018).

Compte tenu de ces risques, il est crucial de surveiller les entreprises publiques et d'en garantir la bonne gouvernance. Les projets de regroupement de nombreuses entreprises publiques dans six sociétés holding sectorielles visent à améliorer l'efficacité, mais elles vont probablement rendre leur situation financière plus opaque. Toutes les entreprises publiques constituées en société sont tenues de produire des états financiers vérifiés par un auditeur externe, mais ceux-ci devraient être rendus publics et aisément accessibles pour faciliter le contrôle de ces entités. Introduire en bourse davantage d'entreprises publiques permettrait également d'améliorer leur gouvernance d'entreprise. Une politique actionnariale pourrait orienter ce processus. Une meilleure divulgation des informations pourrait également contribuer à dissiper certaines inquiétudes en matière d'intégrité. Les membres des conseils d'administration devraient être désignés dans le cadre de procédures de nomination transparentes sur lesquelles soit exercée une influence politique limitée, et le rôle de tutelle joué par les ministères sectoriels devrait être renforcé (SFI, 2018). Les conseils d'administration devraient également se voir attribuer un mandat clair et être suffisamment indépendants pour pouvoir l'exercer, conformément aux recommandations formulées dans les *Lignes directrices de l'OCDE sur la gouvernance des entreprises publiques*. Une plus grande attention devrait être accordée aux risques implicites liés aux pertes des entreprises publiques et à leur endettement croissant. Les autorités de tutelle devraient être vigilantes vis-à-vis de la qualité de crédit des nouveaux prêts octroyés par les banques publiques.

Une participation accrue du secteur privé aux projets d'infrastructures réduirait les pressions exercées sur les entreprises publiques, mais le secteur privé subit un phénomène d'éviction (Banque mondiale, 2017a). Le gouvernement recourt davantage aux partenariats public-privé (PPP) : en 2017, 11 projets fondés sur des PPP étaient en cours, représentant un montant total de 15,4 milliards USD (Banque mondiale, 2018b). Des PPP judicieusement conçus, allant de pair avec une gestion adéquate des risques connexes, peuvent permettre de mettre à profit l'efficacité et les compétences du secteur privé (OCDE, 2016a). Néanmoins, les investisseurs potentiels sont confrontés à une insécurité législative et réglementaire ainsi qu'à un manque de projets viables, en raison des carences du cycle des projets (Banque mondiale, 2017) (Banque mondiale, 2017<sup>[1]</sup>). Les entreprises publiques participent parfois en tant que soumissionnaires « privés » aux appels d'offres relatifs aux PPP, ce qui peut aussi avoir un effet dissuasif sur les investisseurs privés (OCDE, 2012b).

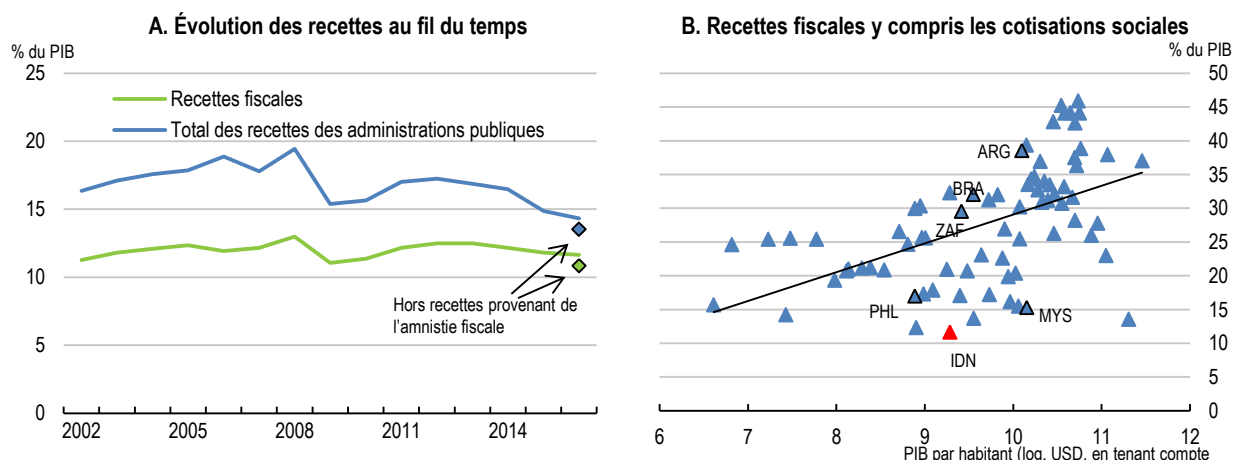
Plusieurs instruments ont été créés afin de renforcer l'attrait des PPP aux yeux du secteur privé : un mécanisme de « financement du déficit de viabilité » (destiné à subventionner les coûts d'investissement), des garanties publiques (qui couvrent les risques liés à l'action publique pesant sur l'exécution des projets), des « dispositifs d'élaboration des projets » (contribuant à la préparation de documents tels que des études de faisabilité), et des « paiements de disponibilité » (destinés à garantir au partenaire privé des flux de trésorerie sous la forme de versements périodiques rémunérant la fourniture de services d'infrastructure conformes à des critères prédéfinis d'un commun accord). Un renforcement de l'unité chargée des PPP et du rôle joué par le ministère des Finances permettrait de mieux gérer les risques liés aux partenariats public-privé (OCDE, 2016a ; 2012b). Des questions fondamentales telles que les droits de propriété, le manque de profondeur des marchés de capitaux et l'existence de règles contradictoires doivent également être traitées. De manière plus générale, il faudrait promouvoir d'autres mécanismes de financement, tels que l'octroi de concessions, le recyclage d'actifs, la titrisation d'actifs et l'investissement direct étranger (IDE), notamment en revoyant la liste négative d'investissement (OCDE, 2016b).



## Accroître les recettes pour pouvoir faire face aux dépenses nécessaires

Ces dernières années, la baisse des recettes non fiscales, imputable dans une large mesure au recul des recettes tirées de ressources telles que le pétrole, a entamé la croissance des recettes globales. Les recettes des administrations publiques rapportées au PIB se sont contractées pour ne plus représenter que 14 % du PIB en 2016 (Graphique 17, Partie A). Les recettes fiscales (12 % du PIB selon la définition de l'OCDE) sont particulièrement modestes par comparaison avec d'autres pays affichant un niveau de revenu similaire, parmi lesquels la Malaisie et les Philippines (Partie B). La hausse des prix des matières premières et une amélioration de la discipline fiscale devraient permettre de faire remonter quelque peu les recettes rapportées au PIB en 2018. La mise en œuvre de réformes fiscales destinées à faire progresser durablement les recettes à moyen terme réduirait l'exposition aux cycles des matières premières et pourrait propulser l'Indonésie dans une dynamique garantissant l'équilibre entre l'accélération de la croissance et celle des rentrées fiscales (Gaspar, Jaramillo et Wingender, 2016). Tout dépendra de sa capacité à améliorer le respect de leurs obligations fiscales par les contribuables ainsi que la structure de la fiscalité, comme le soulignent les auteurs de l'Étude économique de 2012 (OCDE, 2012a). Sur la période 2012-16, le nombre de contribuables enregistrés a augmenté de près de 12 millions, mais leur proportion demeure faible au regard des normes internationales (Tableau 6). C'est pour cette raison que les pouvoirs publics prévoient dans leur programme de réforme fiscale des mesures visant à améliorer la discipline fiscale, notamment grâce à un renforcement des moyens de l'administration fiscale et à une simplification de la fiscalité.

**Graphique 17. Les recettes budgétaires sont faibles**



*Note* : les données relatives aux recettes fiscales sont fondées sur la définition des recettes fiscales de l'OCDE qui peut différer des définitions nationales. Dans la Partie A, les diamants ne tiennent pas compte des recettes équivalant à 0,8 % du PIB perçues auprès de personnes physiques et d'entreprises pendant l'amnistie fiscale ayant débuté en juillet 2016. Les données relatives à l'Indonésie ne tiennent pas compte des cotisations de sécurité sociale ; on estime celles qui seraient considérées comme des recettes fiscales à moins de 0,5 % du PIB au total. Les données figurant dans la Partie B se rapportent à 2016 ou à la dernière période pour laquelle on dispose de données.

*Source* : OCDE, Base de données des *Statistiques des recettes publiques* ; Banque mondiale, Base de données des *Indicateurs du développement dans le monde* ; OCDE, Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE* ; FMI, Base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; et Banque mondiale (2018), *Indonesia Economic Quarterly: Towards Inclusive Growth*, Banque mondiale, Jakarta.

### *La modernisation de l'administration fiscale et une meilleure application de la législation fiscale sont des priorités*

La principale administration fiscale est la Direction générale des impôts, qui fait partie du ministère des Finances, mais possède des bureaux dans tout le pays. La restructuration de l'administration et le renforcement des ressources humaines dont elle dispose figurent dans le programme de réforme fiscale. Les dépenses de personnel, peu élevées dans le passé, avaient augmenté en 2016 pour atteindre un niveau comparable à celui d'autres pays non membres (Tableau 6), et la hausse s'est poursuivie en 2017. Le nombre d'agents est bas, rapporté à la population adulte, même s'il est certes plus élevé rapporté au nombre de contribuables.

**Tableau 6. Performances et ressources de l'administration fiscale**

	Indonésie	Moyenne des pays non membres de l'OCDE	Économies de marché émergentes membres de l'OCDE	Moyenne de l'OCDE
<b>Indicateurs de performance</b>				
Nombre de contribuables redevables de l'impôt sur le revenu des personnes physiques enregistrés (en pourcentage de la population de plus de 15 ans)	Entre 17.8 et 35.7 <sup>1</sup>	56.1	73.6	87.6
Déclarations déposées dans le délai imparti (%)				
- Contribuables redevables de l'impôt sur le revenu des personnes physiques	60.6	78.6	63.5	90.6
- Contribuables redevables de l'impôt sur les bénéficiaires des sociétés	57.6	71.9	59.8	84.5
Impôt acquitté dans le délai imparti – taxe sur la valeur ajoutée (%)	86.0	90.4	-	93.3
<b>Indicateurs de ressources</b>				
Nombre de citoyens (de plus de 15 ans) par agent	4 893	3 030	1 917	1 269
Nombre de contribuables acquittant l'impôt sur le revenu des personnes physiques par agent	446	562	1 065	635
Budget total en pourcentage du PIB	0.08	0.12	0.14	0.19
Coûts de personnel en pourcentage du budget ordinaire total	61.0	64.3	74.9	72.6
Coûts de formation en pourcentage du budget ordinaire total	0.4	0.3	1.2	0.5
Budget TI en pourcentage du budget ordinaire total	3.3	11.0	3.8	13.4

*Note* : Les données se rapportent à 2015, à l'exception des données relatives aux contribuables redevables de l'IRPP et aux coûts de personnel, qui se rapportent à 2016 dans le cas de l'Indonésie. Le nombre de pays couverts varie selon les taux de réponse au questionnaire et peut aller jusqu'à 55 pays. La moyenne des économies de marché émergentes membres de l'OCDE englobe le Chili, la Hongrie, le Mexique, la Pologne et la Turquie ; la moyenne ne figure pas lorsqu'on ne dispose de données que pour un seul pays.

1. Calculé à partir de données communiquées par la Direction générale des impôts. Les contribuables enregistrés sont ceux qui étaient enregistrés fin 2016. Il convient de noter que les personnes mariées paient généralement l'impôt au niveau du ménage ; la valeur minimale est calculée en pondérant le nombre de contribuables en fonction de la proportion de ceux qui remplissent une déclaration commune et la valeur maximale en partant de l'hypothèse que chaque contribuable est un ménage composé de deux contribuables.

*Source* : OCDE (2017), *Tax Administration 2017: Comparative Information on OECD and Other Advanced and Emerging Economies*, Éditions OCDE, Paris ; Direction générale des impôts ; Nations unies, Département des Affaires économiques et sociales, Division de la population (2017), *Perspectives de la population mondiale : la révision de 2017*, Éditions DVD ; et calculs de l'OCDE.

Toutefois, l'administration a accru ses effectifs et investi dans la formation des personnels en poste. Elle manque cependant de vérificateurs, d'analystes et d'informaticiens. La poursuite de la formation des agents sera primordiale pour pouvoir renforcer les capacités

de l'administration et permettre aux agents de s'adapter aux nouvelles technologies et aux défis à venir. Des recrutements et un redéploiement des effectifs sont nécessaires, mais la réglementation applicable aux agents du secteur public constitue un obstacle. Donner à titre temporaire à la Direction générale des impôts le pouvoir de procéder à des changements plus radicaux en la matière (moyennant une surveillance) pourrait être un moyen d'accélérer le changement.

Les systèmes d'information vieillissent, mais leur modernisation est inscrite dans le programme de réforme. Or elle peut promouvoir la discipline fiscale dans la mesure où il en résultera un abaissement des coûts pour les contribuables et une hausse de la probabilité que des irrégularités soient détectées. La proportion de déclarations en ligne pour l'impôt sur le revenu a atteint 82 % en 2017, mais l'expérience du Brésil et du Mexique montre qu'il est possible d'arriver à 100 %. Les déclarations pré-remplies et les lettres de rappel peuvent par exemple faciliter la déclaration des revenus et le recouvrement de l'impôt. L'amnistie fiscale de 2016-17 et l'échange automatique de renseignements (à partir de septembre 2018) vont accroître le volume déjà considérable de données à protéger et à traiter ; la détection des cas de non-observation de leurs obligations par les contribuables est déterminante pour confirmer le succès de l'amnistie. En 2018, le gouvernement prévoit de lancer un appel d'offres pour un système centralisé d'administration des principaux impôts et taxes qui couvrira l'ensemble des processus opérationnels et comportera notamment un module de gestion de la conformité aux obligations fiscales et de gestion des comptes des contribuables. Il conviendrait que la procédure de passation du marché soit ouverte et que les risques au niveau de la mise en œuvre soient gérés au mieux.

La complexité et l'incertitude alourdissent le coût de l'observation des obligations fiscales et ouvrent des possibilités d'évasion fiscale. Le paiement de l'impôt constitue une charge, en termes de temps, qui paraît plus lourde en Indonésie que dans d'autres économies émergentes, malgré les améliorations constatées ces dernières années (Banque mondiale/PwC, 2018). La fiscalité est encore perçue comme un système dont l'application est plus sujette à contestation et moins cohérente en Indonésie que dans la plupart des autres pays comparables de la région, en dépit de progrès perceptibles (Deloitte, 2017). Les changements de cap sont fréquents, en partie à cause de l'évolution des circonstances, mais aussi parce que l'insuffisance de concertation appelle de nouveaux changements. Simplifier, comme prévu, le code des impôts et réduire la fréquence des changements allégeraient le coût de la discipline fiscale. La qualité de la législation serait également meilleure si l'opinion publique était plus largement consultée sur les projets législatifs. Pour constituer une base de données factuelles en vue de réformes futures, mission pourrait être donnée à l'équipe chargée de la réforme fiscale de mener des consultations auprès des parties prenantes et du public sur les réformes envisagées et de publier des rapports qui en rendent compte, comme l'a fait le Davis Tax Committee en Afrique du Sud (OCDE, 2015c). Grâce aux changements prévus, le site Web de l'administration fiscale devrait devenir plus facile à utiliser. Des explications claires et simples sur les obligations auxquelles ils doivent se conformer et des calculatrices en ligne seraient par exemple utiles aux contribuables. Procéder plus souvent à des vérifications fondées sur les risques renforcerait l'efficacité et le sentiment d'équité.

### *La fiscalité peut être plus large et être plus inclusive*

Environ la moitié des recettes fiscales proviennent des impôts sur le revenu et 30 % de la taxe sur la valeur ajoutée. Les autres prélèvements sont notamment les droits d'accise sur le tabac, les taxes sur les échanges commerciaux et les impôts locaux. Globalement, la structure de la fiscalité indonésienne est similaire à celle d'autres économies de marché émergentes,

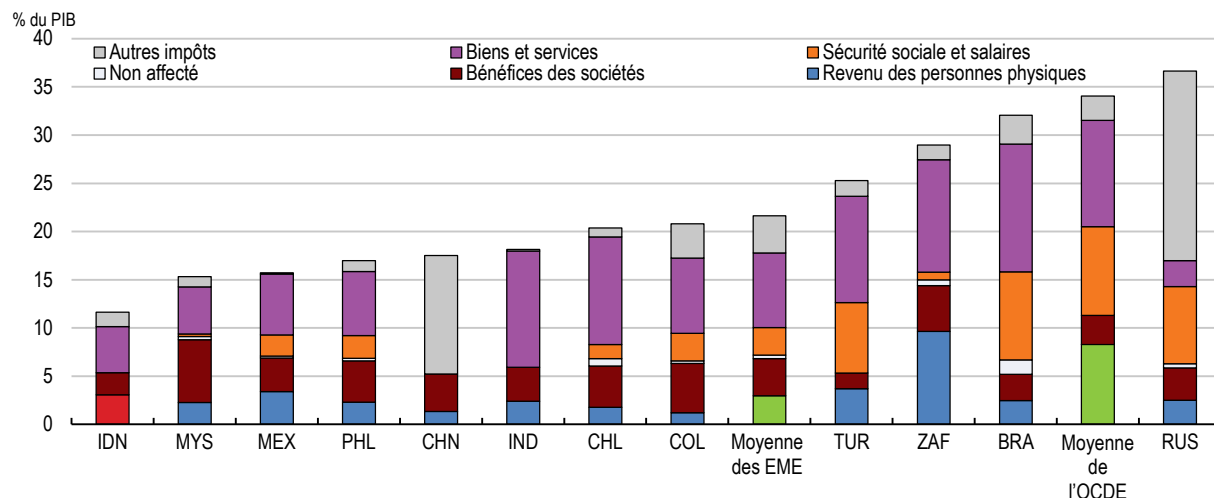
mais le niveau des recettes prélevées sur les principales bases d'imposition – bénéfices des sociétés, travail et biens et services – est plus bas (Graphique 18), ce qui donne à penser qu'il devrait être possible de tirer davantage de recettes des principaux impôts existants.

Le niveau peu élevé des revenus et l'importance du secteur informel expliquent que le nombre d'assujettis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques soit faible pour le moment, de même que les recettes recouvrées. Le niveau de l'abattement à la base ayant été fortement relevé, les travailleurs indonésiens commencent à supporter un taux d'imposition marginal de 5 % à partir du moment où leur revenu brut représente environ deux fois le salaire du salarié moyen (voire plus s'ils ont des personnes à charge). Les cotisations de sécurité sociale sont dues par l'ensemble des travailleurs, mais elles sont relativement peu élevées (et n'apparaissent pas dans le graphique 18). Comparativement à ceux en vigueur dans d'autres grandes économies émergentes, les taux d'imposition marginaux sont faibles pour des niveaux de revenu de moyen à élevé (Graphique 19), ce qui limite également la progressivité du système fiscal : en 2016, une personne physique ne se voyait appliquer le taux marginal de 30 % que si son revenu brut était plus de vingt fois supérieur au salaire moyen. Maintenir l'abattement à la base à un niveau constant dans la durée permettrait d'englober progressivement dans le système un plus grand nombre de travailleurs, et abaisser les deux tranches d'imposition supérieures de rendre le système plus progressif tout en accroissant les recettes recouvrées. Il faudrait que l'administration suive les effets de ces modifications sur la discipline fiscale pour s'assurer qu'elles n'aboutissent pas à favoriser les activités informelles ou à accroître l'évasion fiscale.

Le fait que différents types de revenus soient traités de façon inégale se traduit par une réduction de la base d'imposition et complique le système. Les prestations en nature et les indemnités versées par les employeurs en particulier ne sont pas imposées au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (mais les employeurs ne sont pas autorisés à les déduire en tant que charges). L'effet est régressif en raison de la probabilité plus grande que ces prestations soient versées à des titulaires de revenus élevés, ce qui devrait conduire à les prendre en compte dans le revenu imposable. Des discussions sont en cours pour que ces prestations soient considérées comme un revenu imposable au niveau des personnes physiques et, par ricochet, comme des dépenses du point de vue de l'impôt sur les sociétés. Les revenus de placement des personnes physiques sont également imposés à des taux différents selon la source, ce qui peut fausser les décisions en matière d'épargne et créer des possibilités de planification fiscale. Le taux d'imposition de 10 % appliqué aux revenus locatifs est nettement inférieur au taux de 20 % appliqué aux intérêts versés par des banques, ce qui crée une forte incitation à investir dans l'immobilier. Il conviendrait de revoir le barème d'imposition afin de réduire ces disparités.

**Graphique 18. Les chiffres sont inférieurs à ceux des autres pays pour la plupart des composantes des recettes fiscales**

En pourcentage du PIB, 2016 ou dernière période connue

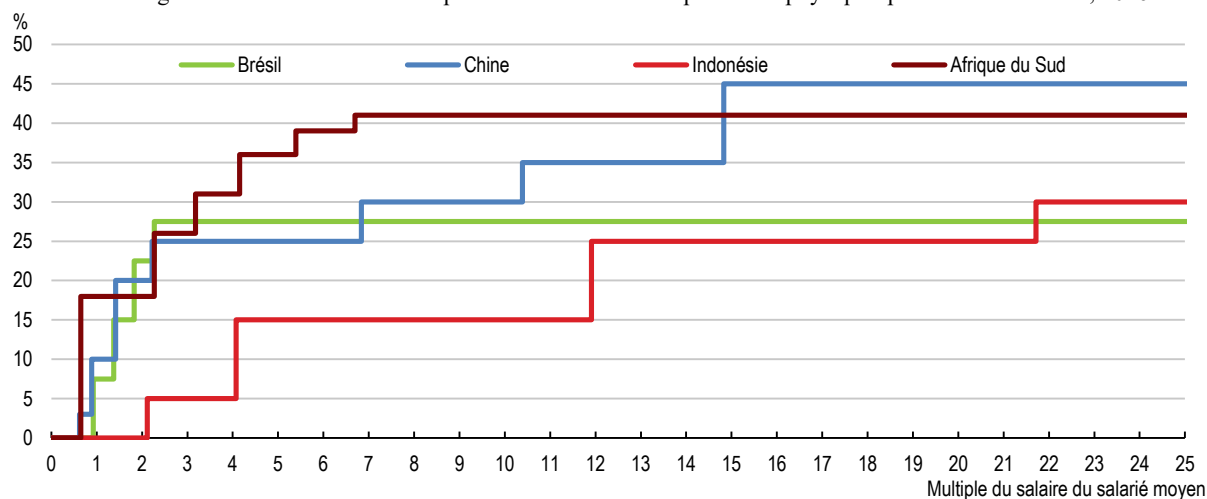


*Note* : Les données relatives aux recettes fiscales sont fondées sur la définition des recettes fiscales de l'OCDE qui peut différer des définitions nationales. Les données relatives à l'Indonésie ne tiennent pas compte des cotisations de sécurité sociale ; on estime celles qui seraient considérées comme des recettes fiscales à moins de 0.5 % du PIB au total. Les données relatives à l'Indonésie pour 2016 tiennent compte des effets de l'amnistie fiscale, qui a procuré un surcroît de recettes équivalant à 0.8 % du PIB cette année-là.

*Source* : OCDE, Base de données des *Statistiques des recettes publiques* ; CEIC ; et ministère indien des Finances (2016), *Indian Public Finance Statistics : 2015-2016*.

**Graphique 19. Les taux maximaux d'imposition des revenus des personnes physiques s'appliquent à partir de niveaux de revenu élevés**

Taux marginaux de droit commun d'imposition des revenus des personnes physiques par niveau de revenu, 2016



*Note* : les taux représentés sont les taux de droit commun. Ils prennent en compte l'abattement de base, mais pas les autres déductions fiscales ayant pour effet de réduire les taux effectifs d'imposition. Le salaire correspond à une mesure harmonisée du salaire mensuel moyen calculé pour l'ensemble des salariés.

*Source* : OIT, Base de données ILOSTAT ; EY (2016), *Worldwide Personal Tax and Immigration Guide 2016-17* ; et calculs de l'OCDE.

Le taux d'imposition de droit commun des bénéficiaires des sociétés, fixé en Indonésie à 25 %, est globalement conforme aux moyennes du G20 et de l'OCDE. Ces dernières années, les incitations fiscales se sont multipliées pour attirer des investisseurs. En avril 2018, le gouvernement a ouvert la possibilité de bénéficier d'exonérations totales ou partielles à 17 secteurs d'activité « pionniers » (dont le raffinage du pétrole et du gaz, la fabrication de machines et les infrastructures économiques) tout en simplifiant la procédure d'application de ces exonérations. Celles-ci s'appliquent pendant une période de 5 à 20 ans selon l'importance de l'investissement. Elle offre en outre, dans certaines zones désignées, des exonérations fiscales et d'autres incitations et a instauré des déductions fiscales en faveur de 145 secteurs d'activité. Il ressort de l'expérience acquise par d'autres pays que les exonérations fiscales sont souvent inefficaces pour stimuler l'investissement tant que les autres difficultés qui entravent l'investissement subsistent ou lorsque la mise en place de ces dispositifs aboutit à ce que l'investissement étranger supplante l'investissement intérieur (FMI/OCDE/ONU/Banque mondiale, 2015 ; IADB, 2013). En outre, les exonérations fiscales (et la création de zones économiques spéciales) ouvrent des perspectives de planification fiscale, faussent la concurrence et créent un risque de détournement de l'action publique et de corruption (OCDE, 2018c ; 2012a ; IADB, 2013).

On pourrait repenser les incitations fiscales pour élargir la base d'imposition et promouvoir plus efficacement l'investissement. La publication fin septembre 2018 d'estimations détaillées des dépenses fiscales pour 2016-17 augmente la transparence et est une première étape dans l'évaluation des incitations fiscales. Le rapport sur les dépenses fiscales doit continuer à s'améliorer et être publié tous les ans, comme envisagé. Parce que de nombreux pays de la région accordent des exonérations d'impôt, l'Indonésie pourrait prendre la tête d'un mouvement de coordination de ces mesures au sein de l'ASEAN. Il serait préférable de renoncer aux exonérations fiscales au profit d'incitations fondées sur les coûts (déductions fiscales ou crédits d'impôt) et liées à l'investissement en capital ou à l'investissement dans les compétences. Celles-ci permettraient de mieux cibler les nouveaux investissements, mais elles exigeraient la mobilisation de capacités administrative suffisantes pour exercer une surveillance. Il conviendrait d'assurer un suivi étroit de toutes ces mesures incitatives afin de détecter les abus et de prévoir une clause d'extinction pour garantir des révisions à intervalles réguliers. Il serait plus facile de prendre en considération directement, plutôt qu'à travers le système fiscal, les inquiétudes des investisseurs concernant l'environnement réglementaire.

La taxe sur le chiffre d'affaires applicable aux petites entreprises vise à encourager leur entrée dans le secteur formel. Les entreprises exerçant leur activité dans des secteurs éligibles et dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 4.8 milliards IDR (soit environ 323 000 USD en septembre 2018) peuvent opter pour ce régime de façon à être taxées au taux de 0.5 % en vigueur depuis la réduction de moitié du taux de 1 % décidée en juillet 2018. Le seuil d'enregistrement obligatoire à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est également fixé à 4.8 milliards IDR. En 2017, on comptait déjà 1.5 million d'enregistrements à la TVA, dont 205 000 étaient le fait de sociétés et 1.3 million le fait de personnes physiques. Toutefois, le simple nombre de PME en Indonésie montre qu'il sera difficile de voir les enregistrements progresser (Tableau 7). Le coût de ce régime n'est pas encore inclus dans le rapport sur les dépenses fiscales. Les entreprises constituées en sociétés ne peuvent bénéficier du régime d'imposition à la taxe sur le chiffre d'affaires que pendant trois ans, et les personnes physiques pendant sept ans. Cette limitation dans le temps a pour but d'éviter de dissuader les entreprises de se développer, mais elle désavantagera celles qui n'ont pas la capacité de se conformer aux obligations qu'impose le système d'imposition classique.

Les bureaux régionaux des services fiscaux offrent de plus en plus de services pour les PME. Lier la taxe sur le chiffre d'affaires à d'autres avantages comme l'accès à des services d'aide au développement des entreprises, de l'assistance ou des applications comptables et des procédures administratives simplifiées pourrait promouvoir l'entrée dans le secteur formel. Pour contenir les coûts, la possibilité de bénéficier de ce type d'imposition devrait être réservé aux très petites entreprises. Des programmes de cette nature à grande échelle ont permis d'accroître le nombre d'enregistrements au Mexique, au Brésil et en Colombie. Les microentreprises devraient être autorisées à ne pas quitter le régime simplifié.

**Tableau 7. Les microentreprises sont majoritaires dans le monde de l'entreprise**

	Valeurs seuil pour chaque catégorie (IDR)		Nombre d'entreprises		Nombre de salariés	
	Actifs nets (hors locaux)	Chiffre d'affaires annuel	Milliers	% du total	Milliers	% du total
Micro entreprises	50 millions	300 millions	23 864	89.3	41 032	58.4
Petites entreprises	500 millions	2.5 milliards	2 399	9.0	12 609	17.9
Entreprises moyenne	10 milliards	50 milliards	412	1.5	8 132	11.6
Grandes entreprises			35	0.1	8 547	12.2
<b>Total</b>			<b>26 711</b>		<b>70 320</b>	

*Note* : Les données se rapportent aux établissements recensés en 2016 en dehors des secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et des pêcheries, des administrations publiques, de la défense et de la sécurité sociale ainsi que des activités exercées par les ménages en tant qu'employeurs ou que producteurs pour leur compte propre. Elles tiennent compte des entreprises non enregistrées.

*Source* : Office central des statistiques d'Indonésie, *Economic Census 2016*.

### *L'efficacité des taxes sur les biens et services pourrait être améliorée*

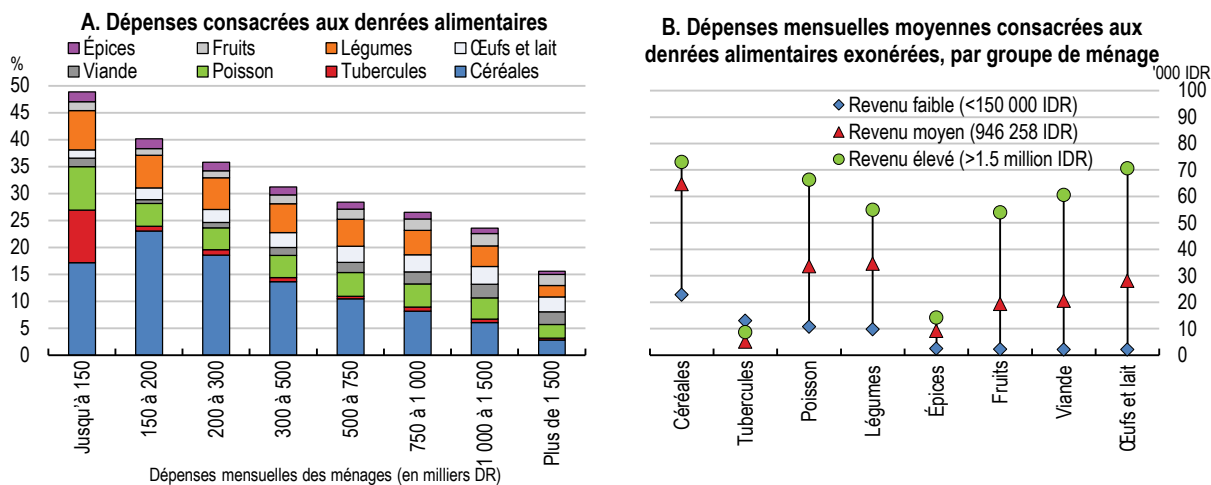
Les recettes de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sont en progression depuis quelques années. C'est une bonne nouvelle compte tenu du fait qu'il s'agit potentiellement d'une source de recettes offrant une bonne efficacité comparativement à d'autres (Akgun, Cournède et Fournier, 2017 ; Acosta-Ormaechea et Yoo, 2012 (Akgun, Cournède et Fournier, 2017<sup>[2]</sup> ; Acosta-Ormaechea et Yoo, 2012<sup>[3]</sup>). La TVA est prélevée au taux unique de 10 %, mais l'existence de nombreuses exonérations et le niveau élevé du seuil d'enregistrement à la TVA en réduisent considérablement l'efficacité et l'efficacé. En dehors des exonérations dont bénéficient certaines denrées alimentaires de base déterminées et des régimes communs d'exonération (en faveur de l'éducation notamment), on dénombre des exonérations en faveur d'intrants intermédiaires « stratégiques », de services soumis à des taxes locales sur le chiffre d'affaires (hôtellerie, restauration, divertissement, stationnement), de certains produits liés à des ressources et des services fournis à des entreprises locales de transport maritime. Les exonérations nuisent à l'efficacité de la TVA à cause de l'effet en cascade (OCDE/KIPF, 2014) et de l'auto-liquidation et parce que l'acheteur n'est nullement incité à demander une facture mentionnant la TVA. Le niveau élevé du seuil d'enregistrement à la TVA réduit notablement la proportion des entreprises qui participent au système et qui s'efforcent de ce fait de mieux respecter leurs obligations fiscales.

Une réforme de grande ampleur de la TVA pourrait permettre d'élargir la base d'imposition et d'accroître l'efficacité de cette taxe. Les exonérations dont bénéficient les services soumis à une taxe locale sur le chiffre d'affaires de 10 % (notamment les services d'hôtellerie et de restauration) et les intrants intermédiaires devraient être supprimées afin de tirer pleinement avantage du mécanisme d'auto-liquidation de la TVA. Les taxes locales sur le chiffre

d'affaires ouvrant droit à des exonérations de TVA devraient être supprimées et les administrations locales dédommagées du manque à gagner au moyen de transferts budgétaires. S'il sera probablement difficile de modifier les taxes locales sur le chiffre d'affaires car il faudrait pour cela revoir les lois en matière de décentralisation, ce serait pourtant une mesure bénéfique aux entreprises des secteurs concernés car celles-ci pourraient alors récupérer la TVA acquittée en amont. Les administrations locales pourraient être autorisées à prélever une taxe de séjour d'un faible montant, qui les inciterait à développer le tourisme. Parce que les exonérations dont bénéficient les denrées alimentaires de base bénéficient généralement aux ménages à faible revenu (si l'on excepte le cas de la viande), celles-ci pourraient être taxées au taux zéro jusqu'à ce que le système de protection sociale soit en mesure d'assurer un ciblage équivalent (Graphique 20).

La législation sur la TVA est actuellement en cours de révision. Cette révision prévoit une série de réformes visant à : (i) supprimer la plupart des exonérations et appliquer le taux normal ; (ii) appliquer un taux nul aux produits de première nécessité exonérés ; et (iii) abaisser le seuil d'enregistrement obligatoire conformément aux normes internationales, mesures qui se traduiraient par un élargissement de la base d'imposition. Ces réformes devraient s'accompagner d'un renforcement de l'administration de la TVA. Selon les estimations du FMI, la suppression des exonérations pourrait induire un coût budgétaire initial de 0.1 % du PIB à cause de la récupération de la TVA sur les intrants (FMI, 2017). Elle aurait cependant pour effet d'intégrer un grand nombre d'entreprises dans le circuit de la TVA, ce qui devrait accroître les recettes, et l'élargissement de la base d'imposition préparerait le terrain en vue d'une augmentation des recettes dans le futur via un relèvement du taux de TVA.

**Graphique 20. Les exonérations de la TVA sur les denrées alimentaires bénéficient généralement aux ménages les plus pauvres**



*Note* : Données de 2016. Le sel et le soja sont également exonérés de TVA, mais n'apparaissent pas dans le graphique. Dans la Partie B, les denrées alimentaires sont classées en fonction de la part qu'elles représentent dans les dépenses des ménages les plus pauvres.

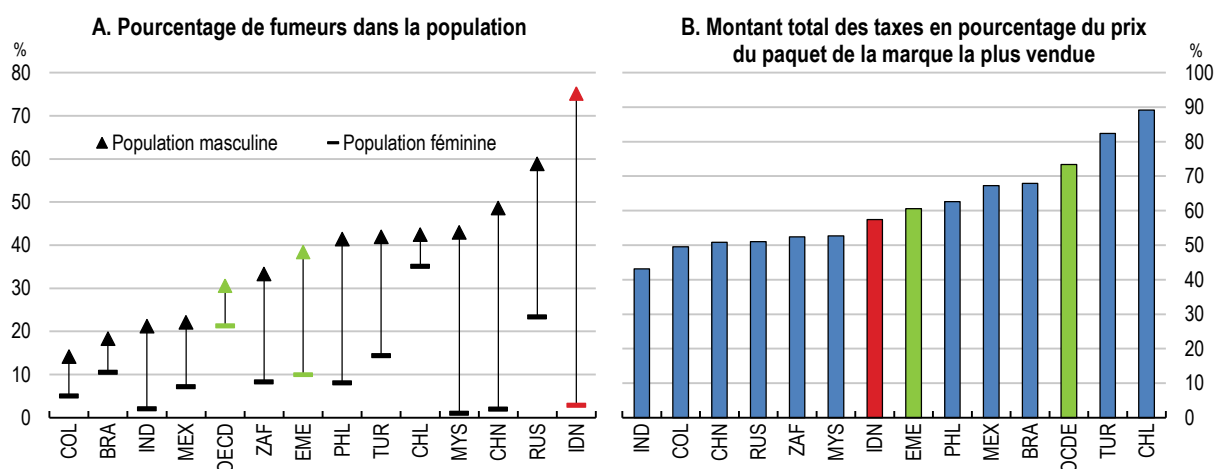
*Source* : Office central des statistiques d'Indonésie.

Les droits d'accise peuvent être un outil efficace de lutte contre les comportements ayant un coût social ou un coût à long terme élevé, comme le tabagisme (OMS, 2017). L'Indonésie enregistre des taux de tabagisme particulièrement élevés dans la population masculine (mais parmi les plus faibles pour ce qui est de la population féminine) et elle est l'un des rares pays



dont le taux de tabagisme est en hausse (Graphique 21, Partie A) (OCDE, 2017a). Compte tenu des effets parfaitement reconnus du tabagisme sur la santé et de la charge financière qu'il fera peser dans le futur sur le système de santé, sa réduction devrait être une priorité. Le paquet de cigarettes le plus consommé était taxé au taux de 57 % en 2016, soit le maximum autorisé en vertu de la loi sur les droits d'accise, mais un taux inférieur aux préconisations de l'OMC, à savoir 70 %, ainsi qu'aux taux appliqués par d'autres pays (Partie B). Les taxes varient selon les produits ; les cigarettes roulées à la main par exemple sont moins taxées. Il conviendrait de relever les droits d'accise, d'harmoniser les taux appliqués aux différents produits et de sensibiliser davantage au coût du tabagisme en termes de santé.

**Graphique 21. Le tabagisme est élevé et les taxes sont relativement faibles**



*Note* : Il convient de noter que les chiffres pour les économies de marché émergentes correspondent à une moyenne non pondérée des chiffres relatifs aux économies de marché émergentes figurant dans le graphique. Les données se rapportent à 2015 pour la partie A et 2016 pour la partie B.

*Source* : Organisation mondiale de la santé (2017), *Rapport de l'OMS sur l'épidémie mondiale de tabagisme 2017*, Appendices IX et X.

Les pouvoirs publics envisagent d'instaurer une taxe sur les boissons édulcorées destinée à contribuer à la lutte contre la hausse du taux de diabète et d'autres maladies non transmissibles. Le but est de faire reculer la consommation et, si le taux de la taxe est fixé à un niveau suffisamment élevé, d'obtenir un résultat positif sur la santé publique (Thavorncharoensap, 2017). Si cette mesure est adoptée, elle devrait s'inscrire dans le cadre d'une campagne plus vaste de lutte contre les maladies liées aux modes de vie.

Les taxes liées à l'environnement peuvent être des leviers efficaces pour faire baisser les rejets de polluants et la congestion routière. Selon des estimations de l'OCDE, elles représentent l'équivalent de moins de 1 % du PIB en Indonésie. Comparée aux pays de l'OCDE, l'Indonésie tire des recettes non négligeables des taxes sur les véhicules à moteur, mais en prélève très peu sur l'utilisation de l'énergie (Tableau 8) (OCDE, 2018d). Elle dispose donc d'une marge de manœuvre importante pour ajuster les taxes sur les véhicules à moteur de sorte que les effets que leur utilisation peut avoir sur l'environnement influent sur les décisions en matière d'achat. La Banque mondiale et le ministère des Finances ont estimé que la conversion de la taxe sur la vente de produits de luxe appliquée aux véhicules en une taxe spécifique et la révision des taux en fonction des effets sur l'environnement pourrait rapporter l'équivalent de 0.6 % du PIB (Banque mondiale, 2018a). Les droits

d'immatriculation des véhicules à moteur payables chaque année pourraient, au lieu d'être assis sur la valeur du véhicule, laquelle diminue avec le temps, être convertis en une taxe forfaitaire variant selon le modèle du véhicule et selon les rejets. Une évolution progressive vers une tarification de l'énergie correspondant davantage aux coûts aiderait les utilisateurs à internaliser les coûts associés à son utilisation. La première étape consisterait à supprimer graduellement les subventions, comme il en a été question précédemment.

**Tableau 8. Principales taxes liées à l'environnement**

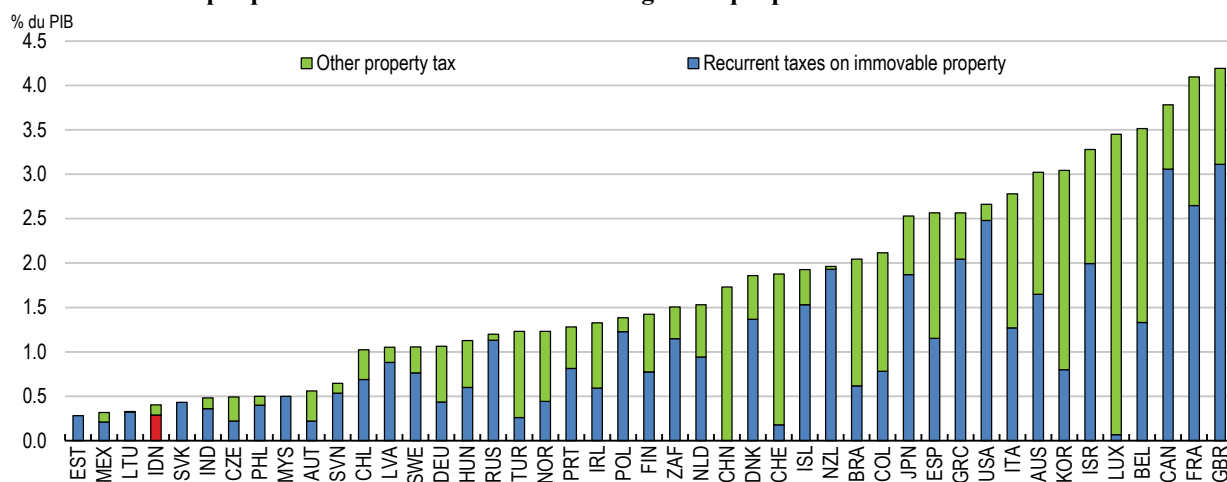
Taxe	Assiette	Niveau d'administration	Taux maximum autorisé	Recettes en % du PIB, 2016
<b>Véhicules</b>				
Taxes sur les véhicules à moteur (droits d'immatriculation annuels, taxe sur les transferts)	Valeur du véhicule à moteur	Infranational	5% pour les droits d'immatriculation annuels, 10% pour les transferts	0.5
Taxe sur la vente de produits de luxe	Véhicules à moteur d'importation et achetés sur place fuel	Central	200%	0.01
<b>Utilisation d'énergie</b>				
Taxe sur les carburants destinés aux véhicules à moteur	Consommation de carburant des véhicules à moteur hors TVA	Infranational	5%, 7% dans certaines régions	0.1
Taxe sur l'éclairage urbain	Consommation d'électricité des ménages et des entreprises	Infranational	1.5%, 3%, 10%	0.1

*Note* : Les droits de douane à l'importation sur les véhicules à moteur ne sont pas pris en compte.

*Source* : A. Nasution (2016), "Government decentralization program in Indonesia", *ADBI Working Paper Series*, n° 601 ; ministère indonésien des Finances ; et calculs de l'OCDE.

### ***Les impôts sur le patrimoine pourraient générer un surcroît de recettes à moyen terme***

Les impôts sur le patrimoine sont perçus par les administrations centrale et infranationales. D'après les estimations de l'OCDE, ils représentent l'équivalent d'environ 0.4 % du PIB, ce qui est peu par comparaison avec les autres pays (Graphique 22). La plupart des recettes proviennent d'impôts périodiques sur la propriété immobilière (terrain, bâtiments et autres structures) dont la majeure partie se compose de biens liés aux ressources naturelles, plutôt que de biens immobiliers résidentiels ou à usage commercial. Il existe aussi des taxes sur les transactions immobilières. Bien que l'impôt périodique sur la propriété immobilière soit en partie décentralisé, notamment en ce qui concerne la fiscalité des terrains et bâtiments résidentiels et commerciaux, la législation nationale prévoit une exonération minimum et un taux maximum de 0.3 %, mais il est apparu que ces impôts rapportent beaucoup moins qu'ils le pourraient en l'état actuel de la législation (von Haldenwang et al., 2015).

**Graphique 22. La fiscalité immobilière ne génère que peu de recettes en Indonésie**

*Note* : les données se rapportent à 2016 ou à la dernière période pour laquelle on dispose de données. Les données relatives à l'Indonésie proviennent de sources nationales. La moyenne de l'OCDE correspond à une moyenne non pondérée des pays membres de l'OCDE. Les données relatives à la Chine, à l'Inde et à la Russie se rapportent à 2009, 2009-10 et 2010 respectivement et sont tirées de Prakash (2013).

*Source* : OCDE, Base de données des Statistiques des recettes publiques ; ministère des Finances ; P. Prakash (2013), "Property taxes across G20 countries: can India get it right?", *Oxfam India Working Papers Series*, XV, janvier ; calculs de l'OCDE.

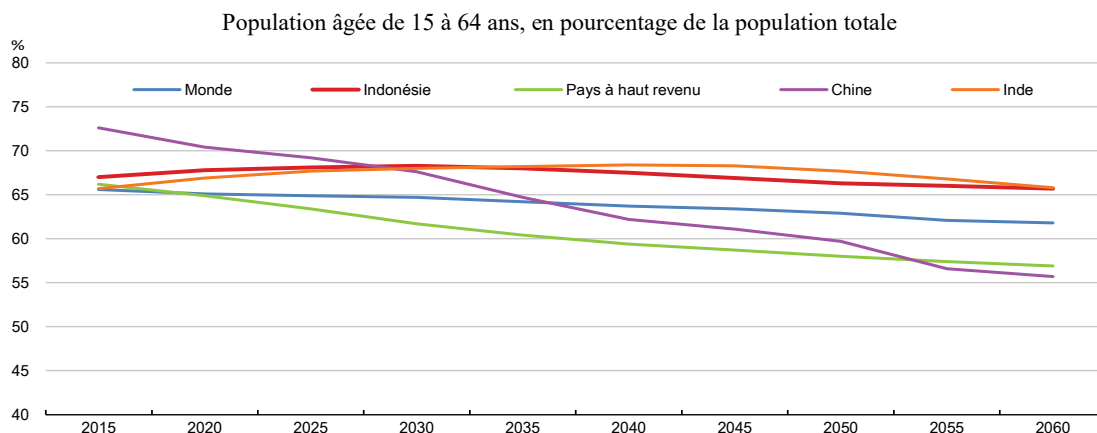
Des arguments puissants plaident en faveur d'un accroissement des recettes tirées des impôts périodiques sur les biens immobiliers. Ces derniers peuvent en principe procurer un surcroît de recettes aux administrations locales (et de ce fait participer au renforcement de leurs responsabilités), en offrant une meilleure efficacité économique que d'autres impôts, et contribuer à améliorer la progressivité de l'impôt (Akgun, Cournède et Fournier, 2017 ; Arnold et al., 2011). Ils revêtent d'autant plus d'importance au vu des estimations selon lesquelles le patrimoine des Indonésiens se compose essentiellement de biens immobiliers (Crédit Suisse, 2017). En Russie et en Afrique du Sud, ils génèrent un volant de recettes supplémentaires représentant environ 1 % du PIB (Graphique 22). Il importe cependant, avant de procéder à un relèvement des taux, de s'assurer que les bases de données des administrations locales sur la fiscalité immobilière sont à jour et que les services des administrations locales sont en mesure d'alimenter et d'actualiser ces bases. Il faudra probablement pour cela que l'administration centrale accentue son effort de formation, notamment de formation à l'utilisation des systèmes d'information disponibles, et qu'elle intensifie l'assistance à l'amélioration de l'administration des impôts concernés.

### Profiter du dividende démographique

La jeunesse de la population indonésienne est à la fois un atout et un handicap. En Indonésie, la moitié de la population est âgée de moins de 30 ans, et la population d'âge actif croît chaque année de 2 millions de personnes. Contrairement aux tendances observées dans la plupart des autres pays du monde, en Indonésie la population d'âge actif devrait atteindre 68 % de la population totale d'ici à 2030 (Graphique 23). À lui seul, ce phénomène devrait ajouter 0,3 point de pourcentage par an à la croissance potentielle estimée du PIB par habitant jusqu'en 2030 (Encadré 4). Le défi consiste à faire évoluer la structure de l'emploi afin d'accroître la proportion d'emplois productifs de qualité dans le secteur formel, avec à la clé une hausse des revenus et des recettes publiques, qui favorisera l'amélioration des services fournis aux générations actuelles et futures. Cet enjeu figure parmi les points abordés dans les plans d'action du gouvernement, comme la feuille de route visant à bâtir

« l'Indonésie 4.0 », dont l'objectif est de développer le secteur manufacturier et d'améliorer la productivité du travail.

**Graphique 23. La population d'âge actif va augmenter à court terme en Indonésie**

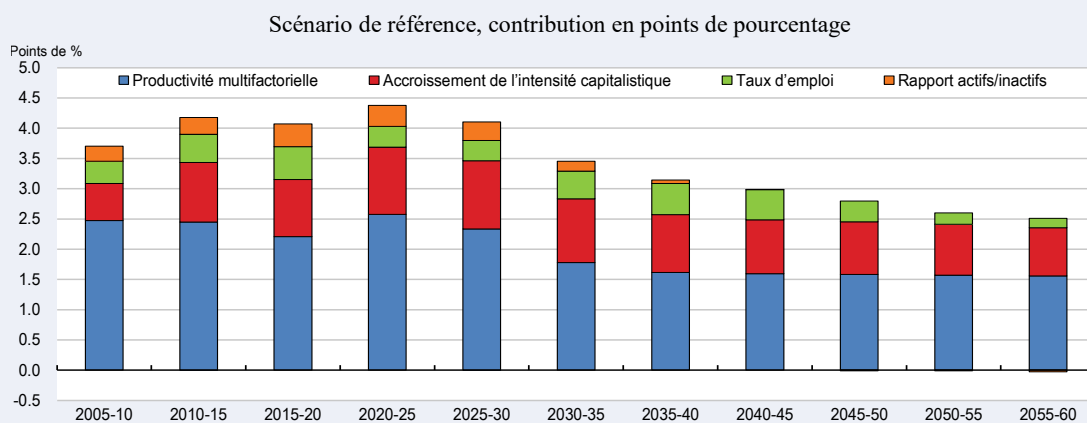


Source : Division de la population, Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (2017), *World Population Prospects: The 2017 Revision*, édition DVD.

### Encadré 3. Scénarios à long terme pour l'économie indonésienne

Les scénarios à long terme de l'OCDE apportent des éclairages sur les moteurs de la croissance au cours des prochaines décennies (Guillemette et Turner, 2018). Le scénario de référence est fondé sur l'hypothèse d'une poursuite des tendances actuelles, avec un rattrapage au regard de certaines variables comme le niveau de formation, l'écart entre hommes et femmes en matière de taux d'emploi et la productivité totale des facteurs. La progression du PIB par habitant de l'Indonésie devrait ralentir à compter de 2030, les effets positifs directs du dividende démographique s'estompant, de même que les effets de cohorte qui influent favorablement sur l'emploi (Graphique 24). L'Indonésie pourrait s'imposer comme la quatrième plus grande économie mondiale au cours des années 2030.

**Graphique 24. Décomposition de la croissance du PIB réel par habitant à l'horizon 2060**



Note : Le niveau de formation augmente étant donné que les progrès récents enregistrés pour l'ensemble des cohortes sont transposés sur les prochaines années, ce qui se traduit par un allongement de 2.7 ans de la scolarité en moyenne. L'écart entre le taux d'emploi des hommes et celui des femmes se résorbe quant à lui, passant de 30 à 22 points de pourcentage.

Source : Estimations de l'OCDE fondées sur Y. Guillemette et D. Turner (2018), « The Long View: Scenarios for the World Economy to 2060 », Études de politique économique de l'OCDE, n°22, Éditions OCDE, Paris.

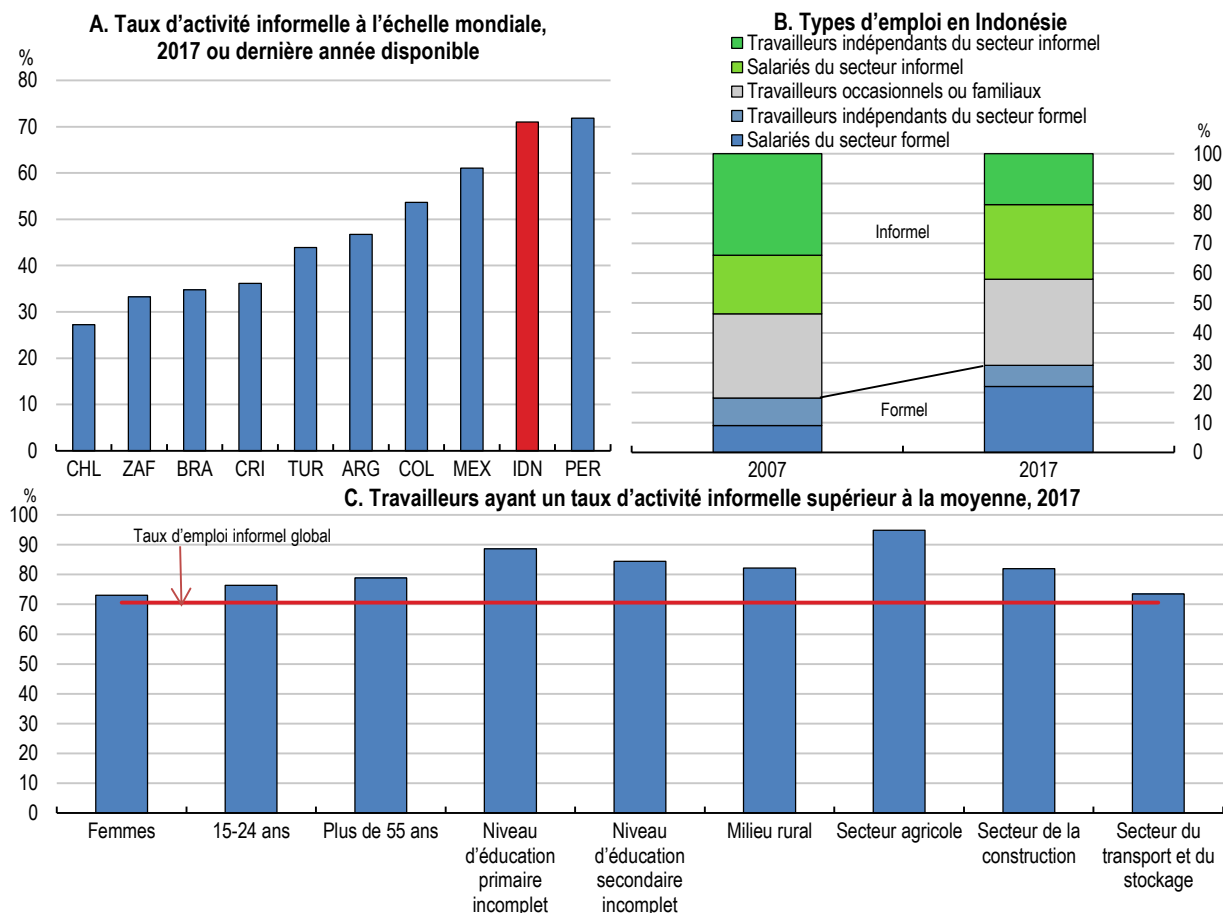
### *La plupart des travailleurs occupent encore des emplois informels*

Le secteur informel reste prépondérant : on estime en effet que 93 % des entreprises indonésiennes exercent leur activité de manière informelle (Rothenberg et al., 2016). Selon de nouvelles analyses de l'OCDE, 70 % environ des travailleurs occupent des emplois informels, ce qui est proche de la proportion relevée au Pérou mais largement supérieur à celle enregistrée au Brésil (35 %) (Graphique 25, partie A). Toutefois, cette proportion a reculé de 10 points de pourcentage environ en dix ans (partie B). Ce sont les travailleurs les moins qualifiés qui sont les plus susceptibles d'exercer une activité informelle ; de la même manière, les femmes, les jeunes et les plus de 55 ans semblent plus nombreux que les autres dans l'emploi informel (partie C). Les secteurs les plus concernés sont l'agriculture, la construction et les activités de transport et de stockage. Si l'on exclut le secteur agricole, le taux d'activité informelle est estimé à 60 % environ. Dans tous les pays, les emplois informels sont généralement de moindre qualité, moins productifs et donc moins bien rémunérés ; ils offrent en outre moins de possibilités de formation et des conditions de travail moins favorables (OCDE, 2015 ; La Porta et Shleifer, 2014).

L'activité informelle découle de multiples facteurs interdépendants, comme les obstacles à l'embauche formelle de salariés, les contre-incitations pour les entreprises ou les travailleurs à exercer leur activité dans le secteur formel et le sentiment qu'ils n'auraient rien à y gagner, et la pénurie de compétences, comme indiqué dans de précédentes *Études économiques* (OCDE, 2015a). La réglementation stricte de l'emploi et des coûts élevés dissuadent les employeurs d'embaucher des travailleurs peu qualifiés et favorisent plutôt l'emploi temporaire, qui offre des possibilités de formation plus limitées (Graphique 26) (Allen, 2016). Le salaire minimum est élevé par rapport au salaire médian, de même que les indemnités de licenciement par comparaison avec les autres pays ; toutefois, dans la pratique, ces dispositions sont peu respectées (*ibid*). Si l'indemnité de licenciement vise à compenser l'absence d'assurance chômage, les travailleurs tendent à puiser dans leur épargne retraite. Les indicateurs de l'OCDE relatifs à la législation sur la protection de l'emploi montrent que les licenciements autorisés sont comparativement restreints et plus difficiles à mettre en œuvre que dans d'autres pays. Les formalités administratives lourdes découragent la régularisation des activités des entreprises, même si des progrès ont été accomplis à cet égard récemment. Selon les indicateurs *Doing Business*, il faut encore 22 jours pour créer une entreprise, contre 76 en 2013, et les coûts de mise en conformité en vigueur sont dissuasifs.

Une législation sur la protection de l'emploi moins stricte mais mieux appliquée serait plus utile aux travailleurs et contribuerait à limiter les contre-incitations à l'embauche de travailleurs formels. Un assouplissement de la réglementation de l'emploi pourrait être mis à l'essai dans les zones économiques spéciales, avec un suivi minutieux de ses effets avant d'étendre cette mesure à l'ensemble du territoire. L'Indonésie pourrait, en particulier, faciliter les procédures et les conditions de licenciement, et remplacer l'indemnité de licenciement élevée par une assurance chômage fondée sur des comptes individuels (OCDE, 2016a). La moitié environ des pays membres de l'OCDE ont mis en place des salaires minimum réduits pour certaines catégories de travailleurs, comme les jeunes, plus susceptibles d'être handicapés par un salaire minimum élevé (OCDE, 2015e). Conformément à des recommandations déjà formulées, il conviendrait d'adopter un salaire minimum réduit pour les jeunes, qui pourrait être adopté à titre d'essai dans les zones économiques spéciales (OCDE, 2016a). Même si les cotisations de sécurité sociale sont relativement basses, la charge que représente la mise en conformité pour les petites entreprises pourrait être allégée en autorisant les versements trimestriels.

Graphique 25. Le taux d'activité informelle varie en fonction des travailleurs



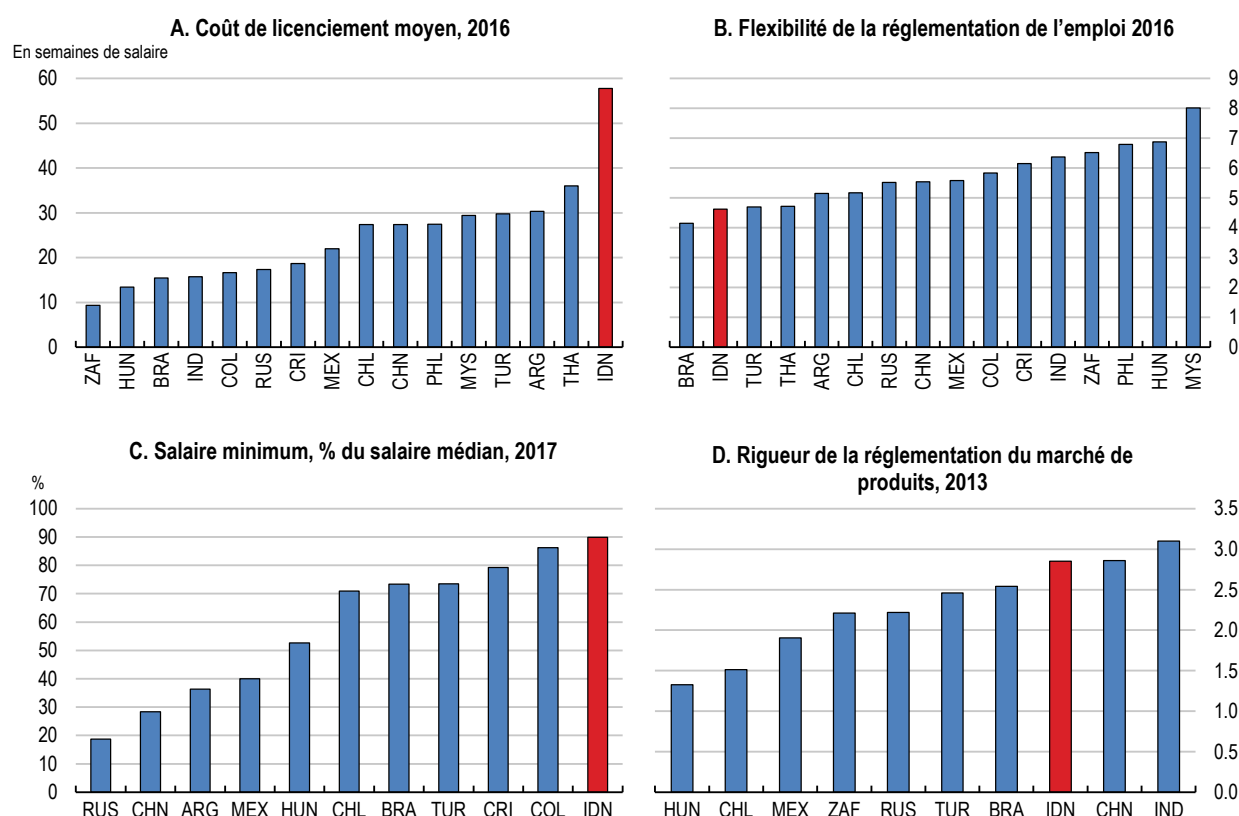
*Note* : Les estimations sont fondées sur la définition du secteur informel de l'OIT et peuvent différer des chiffres fournis par les autorités nationales en raison de disparités dans les définitions. En général, le secteur informel est défini comme représentant des salariés ne bénéficiant pas d'une protection sociale et des travailleurs indépendants qui ne s'acquittent pas de cotisations sociales ou dont l'activité n'est pas déclarée (en fonction des données disponibles). Pour l'Indonésie, l'activité informelle est fondée sur la définition des salariés formulée par l'OIT et sur le substitut utilisé par l'Office central des statistiques d'Indonésie pour identifier les travailleurs indépendants (en fonction du type d'emploi et de la profession) selon la disponibilité de données sur les travailleurs indépendants. L'estimation du secteur informel en Indonésie publiée par l'Office central des statistiques d'Indonésie est fondée sur la situation au regard de l'emploi. Sur cette base, l'emploi informel est estimé à 58 % de l'emploi total.

*Source* : Calculs de l'OCDE fondés sur les enquêtes suivantes : EPH pour l'Argentine, PNAD pour le Brésil, CASEN pour le Chili, GEIH pour la Colombie, ECE pour le Costa Rica, SAKERNAS pour l'Indonésie, ENOE pour le Mexique, ENAHO pour le Pérou, QLFS pour l'Afrique du Sud et HLFS pour la Turquie.

Des réformes des marchés du travail et des produits pourraient accroître sensiblement l'activité formelle et, par le biais de la productivité du travail, le PIB par habitant (Encadré 5). Mais il convient aussi de promouvoir les avantages qui découlent de l'activité formelle et de rendre plus attractive la régularisation des activités informelles. Par exemple, la taxe sur le chiffre d'affaires (examinée plus haut) devrait être mieux ciblée, et l'inscription liée à un accès plus large à des avantages tels que la formation et des services d'aide à la tenue de la comptabilité, comme le propose le Mexique. En Colombie, l'aide financière et non-financière aux microentreprises a contribué à accroître le poids du secteur formel (les réformes fiscales engagées pour réduire les cotisations élevées de sécurité

sociale ont aussi été déterminantes) (OIT, 2014 ; OCDE, 2017b). Un système unique de soumission des demandes de licence en ligne a été lancé ; il convient de finaliser sa mise en œuvre et de recueillir les commentaires des utilisateurs afin d'effectuer les ajustements nécessaires. En Colombie, la conformité des entreprises a été renforcée au moyen d'une augmentation des contrôles de l'inspection du travail. Des mesures comparables pourraient améliorer la conformité des entreprises en Indonésie, mais elles devront s'accompagner d'autres actions afin d'inciter à la régularisation des activités informelles et d'éviter ainsi que les travailleurs se retrouvent au chômage. Le gouvernement espère que la possibilité d'une couverture par le régime public d'assurance maladie (y compris pour les membres de la famille) encouragera la régularisation des activités informelles ; par ailleurs, à compter de 2019, les travailleurs indépendants seront tenus de s'immatriculer. Pour attirer ces travailleurs, il pourrait être utile de promouvoir plus largement les avantages de l'assurance maladie, ainsi que d'améliorer l'accès aux services. L'exemple de la Colombie montre qu'il est possible de réduire le poids relatif de l'économie informelle en faisant preuve de persévérance et en adoptant une approche pluridimensionnelle.

**Graphique 26. La réglementation des marchés du travail et des produits est stricte**



*Note* : Le coût de licenciement moyen couvre le préavis de licenciement, l'indemnité de licenciement et les amendes dues. La flexibilité de la réglementation de l'emploi est issue des indices de liberté économique calculés par le Fraser Institute ; elle est comprise entre 0 (degré de liberté économique faible) et 10 (degré de liberté économique élevé). La réglementation du marché de produits est comprise entre 0 (plus souple) et 6 (plus stricte).

*Source* : Forum économique mondial (2018), Global Competitiveness Report 2017-2018 ; Fraser Institute, Economic Freedom of the World Index ; OCDE, bases de données sur la réglementation des marchés de produits et sur l'emploi ; Office central des statistiques, SAKERNAS ; calculs de l'OCDE.

### Encadré 5. Réglementation, emploi informel et productivité

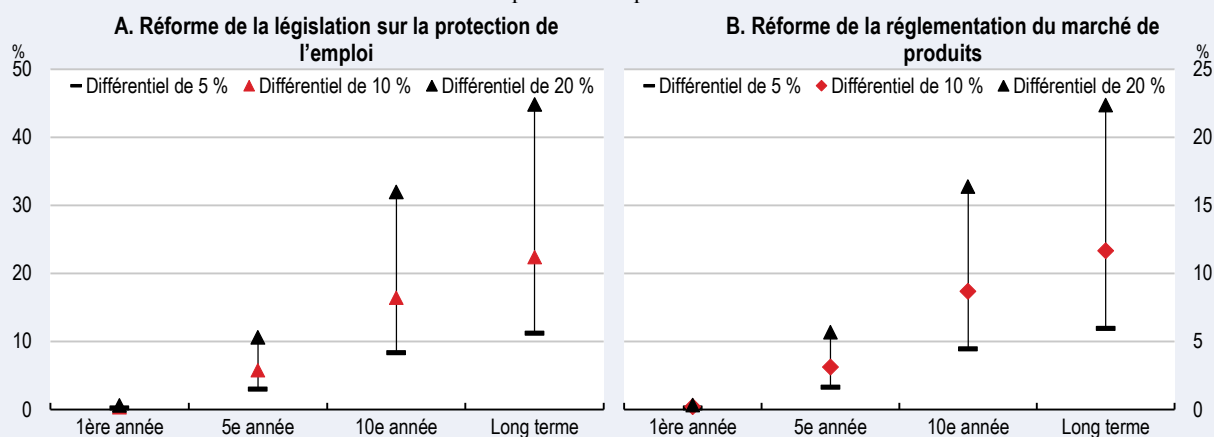
Les simulations réalisées à partir d'un modèle macro-structurel (Chaloux, Kopoin et Mourougane, à paraître) mettent en évidence les liens entre la réglementation et l'activité informelle et, partant, le PIB par habitant. On estime ces liens en deux étapes : d'abord par rapport à l'activité informelle puis par rapport au revenu. Les indicateurs de l'OCDE relatifs à la législation sur la protection de l'emploi et à la réglementation du marché de produits permettent de procéder à des analyses comparatives internationales sur des projets de réforme. Les avantages découlent ici du différentiel de productivité entre le secteur formel et le secteur informel.

Selon ces simulations, l'assouplissement progressif sur dix ans de la législation sur la protection de l'emploi de l'Indonésie pour la porter au niveau moyen de l'OCDE pourrait réduire de 40 points de pourcentage environ l'ampleur de l'économie informelle et accroître de 8 à 32 % le PIB par habitant, en fonction du différentiel de productivité estimé entre les deux secteurs (Graphique 27). L'Indonésie pourrait profiter davantage que les autres économies émergentes compte tenu de la rigueur de sa réglementation de l'emploi et de l'ampleur relativement importante de son économie informelle. L'assouplissement de la réglementation du marché de produits pour l'aligner sur la moyenne de l'OCDE aurait un impact positif de près de 25 points de pourcentage sur l'activité informelle et de 4-16 % sur le PIB par habitant ; les réformes engagées depuis 2013 pour faciliter les procédures d'octroi de licences devraient déjà contribuer à la croissance par ce biais.

Ces simulations ne sont présentées qu'à titre indicatif et dépendent du périmètre de la réforme, mais l'hypothèse retenue concernant le différentiel de productivité semble trop prudente : selon Rothenberg et al. (2016), la productivité du travail de la microentreprise médiane en Indonésie ne s'élève qu'à 4.5 % de celle d'une grande entreprise du secteur formel, contre 13 % pour la petite entreprise médiane.

#### Graphique 27. Les réformes structurelles qui réduisent l'ampleur de l'économie informelle peuvent avoir un effet positif sur le revenu moyen

Pourcentage du PIB par habitant par rapport à un scénario de référence sans réforme, selon le différentiel de productivité présumé



Note : Le différentiel de productivité correspond à l'écart entre la productivité du secteur formel et celle du secteur informel. Par réforme, on entend la convergence de l'indicateur vers la moyenne de l'OCDE de manière égale sur 10 ans. L'indicateur relatif à la législation sur la protection de l'emploi se rapporte aux travailleurs titulaires de contrats réguliers.

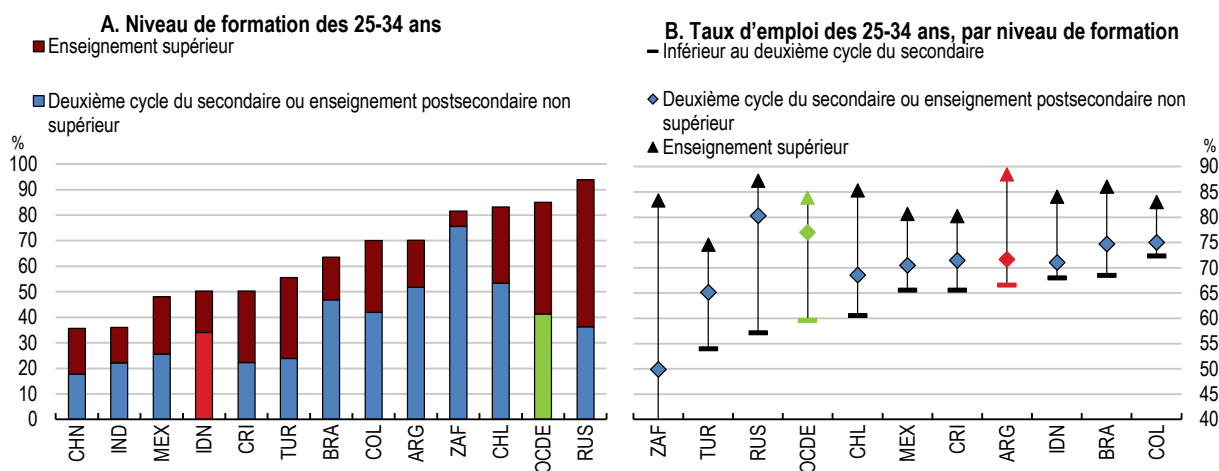
Source : Calculs de l'OCDE à partir de J. Botev, D. Dlugosch, E. Mavroei et A. Mourougane (à paraître), « The Yoda Model », Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE.



### *Le faible niveau de compétences freine la croissance*

En Indonésie, le taux de réussite dans le primaire s'approche des 100 %, tandis qu'il augmente rapidement dans le premier cycle du secondaire. Mais les 25-34 ans sont relativement peu nombreux à être diplômés du deuxième cycle du secondaire ou de l'enseignement supérieur (Graphique 28, partie A). L'insertion professionnelle est médiocre, et les avantages tirés de la réussite du deuxième cycle de l'enseignement secondaire semblent limités, puisque ces diplômés ont un taux d'emploi proche de celui des personnes ayant un niveau d'études inférieur (partie B). Par ailleurs, le taux de chômage des 20-29 ans moyennement et hautement qualifiés est supérieur de 6 points de pourcentage à celui des personnes peu qualifiées. L'un des éléments d'explication tient à la qualité médiocre de l'enseignement (OCDE, 2016a ; OCDE/BasD, 2015). Un test réalisé en 2016 à l'échelon national a abouti à des conclusions similaires à celles de l'évaluation PISA 2015, selon lesquelles trois quarts environ des élèves de 15 ans n'ont pas le niveau de compétence de base en sciences et en mathématiques et moins d'un tiers possèdent les compétences élémentaires en compréhension de l'écrit (OCDE, 2016c). Or, ce déficit de compétences favorise l'activité informelle étant donné que les travailleurs n'ont pas les compétences requises pour accéder à des emplois mieux rémunérés dans le secteur formel. Si l'État a l'obligation de consacrer 1/5<sup>e</sup> de ses dépenses à l'éducation, celles-ci ne sont clairement pas aussi efficaces qu'elles devraient l'être. Les enseignants ne sont pas suffisamment qualifiés et ne bénéficient pas du soutien dont ils ont besoin, tandis que leur absentéisme demeure problématique (OCDE, 2016a).

**Graphique 28. Le niveau de formation est bas, et les taux d'emploi sont relativement concentrés**



Note : Données de 2017 ou dernière période connue.

Source : OCDE, base de données de Regards sur l'éducation

L'Indonésie peine à améliorer la qualité de son enseignement, en dépit de la révision à la hausse des salaires et du durcissement des critères de certification (OCDE, 2016a). Il convient d'évaluer régulièrement les enseignants et de les inciter à se perfectionner sur le plan professionnel en alignant davantage leur rémunération sur leurs performances et leur participation à la formation continue. Le recours à des évaluateurs multiples présente des avantages : au Chili, les enseignants sont évalués par le chef d'établissement, par des pairs (exerçant dans un autre établissement), par des évaluateurs extérieurs agréés et par une commission d'évaluation locale composée d'enseignants (OCDE, 2013). Les chefs

d'établissement doivent aussi veiller à assurer le suivi régulier des performances, et il faut fournir un retour d'information aux enseignants quant à ce qu'ils peuvent faire pour s'améliorer, par exemple au moyen de plans de perfectionnement individuels (OCDE/BasD, 2015). Dans ce contexte, il est donc aussi essentiel de renforcer les capacités nécessaires pour mener des évaluations. L'augmentation de la rémunération a renforcé l'attractivité de la profession enseignante : il faut profiter de cette tendance pour renforcer la sélection à l'entrée des programmes de formation des enseignants, de sorte que les enseignants qui prennent leur retraite soient remplacés, au fil du temps, par des enseignants de plus en plus motivés et compétents. Une meilleure gestion des établissements pourrait aussi améliorer les résultats. Le programme « Smart Indonesia », qui fournit une aide financière aux élèves pauvres qui poursuivent leurs études, a été étendu dans l'objectif de réduire le taux d'abandon scolaire. Des programmes de la deuxième chance ont été remis en place, conformément aux recommandations déjà formulées ; il convient d'en assurer la promotion afin que les jeunes puissent reprendre leurs études en fonction de l'évolution de leur situation (OCDE/BasD, 2015).

Conformément au décret présidentiel adopté en 2016, le gouvernement s'est engagé à améliorer la qualité de l'enseignement et de la formation professionnels (EFP) dans le deuxième cycle du secondaire. Cet objectif s'inscrit dans la droite ligne du programme du gouvernement visant à développer les secteurs de l'industrie manufacturière et du tourisme. Pour améliorer l'EFP, la mobilisation des employeurs – l'une des clés de la réussite des systèmes d'EFP – et la coordination entre les ministères sont indispensables (OCDE/BasD, 2015). Ainsi, les pouvoirs publics redoublent d'efforts pour faire davantage participer les représentants des différents secteurs d'activité et les entreprises. Dans le cadre d'un nouveau programme pilote, trois entreprises travailleront avec 20 établissements d'EFP. Il conviendra de développer les modèles de participation des employeurs à la formation et à l'initiation pratique en entreprise qui auront fait leurs preuves. Une incitation fiscale pour les entreprises proposant des formations est à l'étude. Une nouvelle réglementation ouvrant le secteur de l'éducation à des établissements étrangers pourrait également permettre d'améliorer l'offre d'enseignement, tant sur le plan quantitatif que qualitatif.

On estime que 4 millions de travailleurs qualifiés supplémentaires seront nécessaires, chaque année jusqu'à 2030, pour répondre à la demande attendue parallèlement à la croissance de l'économie indonésienne (ministère de la Main-d'œuvre, 2017). La coordination par des groupements sectoriels d'entreprises doit être utilisée pour atténuer les contre-incitations à investir dans la main-d'œuvre, comme les craintes que le personnel qualifié ne quitte l'entreprise. Des incitations fiscales, assorties d'un suivi adapté, pourraient encourager la formation. L'embauche de travailleurs étrangers pourrait permettre de pallier rapidement les pénuries de compétences les plus urgentes. Ces travailleurs font partager leurs connaissances aux travailleurs locaux, contribuent à un fonds de formation et sont parfois soumis à un taux d'imposition supérieur à celui des travailleurs indonésiens. Néanmoins, on fait rarement appel à eux, du fait du caractère restrictif et de la lourdeur de la réglementation : à la fin de 2017, le nombre de travailleurs étrangers répertoriés en Indonésie était de 85 974 (BPJS Ketenagakerjaan, 2018). En 2018, la réglementation applicable à l'embauche de travailleurs étrangers a été assouplie et il est crucial que ces nouvelles dispositions soient effectivement mises en œuvre. Le ministère de la Main-d'œuvre devrait dresser une liste des professions touchées par une forte pénurie de main-d'œuvre très qualifiée, comme cela se pratique dans plusieurs pays de l'OCDE, et assouplir les restrictions à l'embauche de travailleurs étrangers à ces postes.

### *De meilleurs résultats en matière de santé, pour de meilleures performances à l'école et sur le marché du travail*

Les résultats scolaires et le devenir professionnel dépendent aussi de l'état de santé pendant l'enfance. Les retards de croissance constituent un fléau en Indonésie, puisqu'ils touchaient 30 % des enfants en 2017 (Jahari, 2018 ; OCDE, 2016a). Avec la malnutrition, ils ont des effets durables sur le bien-être en altérant les fonctions cognitives et les résultats scolaires. L'administration centrale travaille aujourd'hui avec 100 districts en vue de lutter contre ce problème. D'une manière plus générale, la plupart des programmes publics sont ciblés en s'appuyant sur la base de données intégrée relative aux ménages vulnérables. Les pouvoirs publics doivent continuer d'améliorer l'aide sociale ciblée sur les ménages les plus pauvres et de promouvoir l'allaitement maternel (OCDE, 2016a). Parallèlement, la fréquence des maladies non transmissibles liées au mode de vie augmente : en 2014, la moitié des décès enregistrés étaient imputables à des maladies cardiovasculaires et respiratoires, et au diabète et à ses complications (Fountaine et al., 2016). Le poids de ces pathologies pèse sur les résultats en matière de santé, ainsi que sur la productivité et les revenus, et fait augmenter les coûts de santé.

L'expansion en cours du régime public d'assurance-maladie, qui vise à atteindre une couverture universelle d'ici à 2019, est l'occasion d'améliorer le dépistage précoce et la prévention. Si le nombre de cliniques et d'hôpitaux augmente, les délais d'attente très longs dans les centres affiliés et la distance pour se rendre dans les centres médicaux demeurent des obstacles à l'affiliation à l'assurance-maladie et à la prise en charge précoce. Pour autant, des financements supplémentaires devraient être nécessaires pour assurer l'accès aux services, ce qui pèsera lourdement sur les finances du système de santé, si bien que les mesures de maîtrise des coûts seront déterminantes (Dartanto, 2017 ; OCDE, à paraître).

### *Simulations de réformes structurelles*

Les simulations fondées sur le modèle à long terme de l'OCDE montrent qu'un relèvement de deux ans du niveau de formation moyen (par rapport au scénario de référence) pourrait se traduire par une hausse de 6 % du PIB par habitant d'ici à 2060, soit près de 0.2 % de croissance supplémentaire par an (Tableau 9). Toutefois, les gains de PIB résultant des mesures adoptées pour faire en sorte que tous les élèves actuellement scolarisés achèvent leur scolarité en étant dotés des compétences élémentaires requises (ce qui correspond à un score de 420 au PISA) pourraient être encore plus importants, à quelque 60 % d'ici à 2095, soit 0.6 % par an (taux de croissance composés) (OCDE, Hanushek et Woessmann, 2015). Les mesures visant à faciliter la formation des adultes permettraient d'accroître plus rapidement le stock de compétences. En contribuant à l'augmentation du taux d'activité formelle, elles pourraient donc aboutir à une hausse des revenus et, partant, des recettes fiscales.

**Tableau 9. Les réformes structurelles visant à combler le retard de l'Indonésie dans différents domaines pourraient déboucher sur d'importants gains à long terme**

Croissance annuelle supplémentaire moyenne du PIB sur la période 2020-2060 par rapport au scénario de référence

Réforme	Détail	%
Doter tous les élèves actuellement scolarisés des compétences élémentaires	Relèvement du score des élèves participant actuellement à l'enquête PISA à 420, soit un score moyen au PISA proche de celui de la Thaïlande.	0.6 <sup>1</sup>
Améliorer le niveau de formation	Allongement de la durée moyenne de la scolarité de deux ans en sus de l'allongement de 2.7 ans prévu dans le scénario de référence.	0.2 <sup>2</sup>
Renforcer l'état de droit	Alignement de l'indice de l'état de droit sur la médiane de l'OCDE, soit l'équivalent d'une progression de 1.8 point de l'indice.	0.7 <sup>2</sup>
Réduire l'écart hommes-femmes en termes de taux d'emploi	Réduction de l'écart de taux d'emploi de 7 points de pourcentage supplémentaires par rapport au scénario de référence (prévoyant une diminution de 8 points).	0.1 <sup>2</sup>
Assouplir la législation sur la protection de l'emploi	Recul progressif de l'indicateur de l'OCDE relatif à la législation sur la protection de l'emploi, pour s'aligner sur la moyenne de l'OCDE.	0.4 – 1.2 <sup>3</sup>
Faire en sorte que la réglementation du marché de produits soit davantage favorable à la concurrence	Recul progressif de l'indicateur de l'OCDE relatif à la réglementation du marché de produits, pour s'aligner sur la moyenne de l'OCDE.	0.2 – 0.7 <sup>3</sup>

1. Les estimations sont fondées sur OECD/Hanushek/Woessman (2015). Elles représentent le surcroît de croissance annuel moyen de 2015 à 2095.

2. Les estimations sont fondées sur les scénarios à long terme de l'OCDE décrits dans Guillemette (2018).

3. Les estimations sont fondées sur Chalaux, Kopoin and Mourougane (à paraître). La fourchette correspond à l'hypothèse d'un différentiel de productivité entre le secteur formel et le secteur informel de 5 % et de 20 %. La période considérée couvre 30 années.

Source : Calculs de l'OCDE.

En associant aux mesures prises en faveur de l'enseignement supérieur des réformes visant à résorber l'écart entre hommes et femmes en termes de taux d'emploi et à renforcer l'état de droit, la croissance du PIB pourrait gagner 0.8 point de pourcentage par an. Si l'effet estimé des réformes portant sur la réglementation du marché du travail et du marché de produits par le biais des canaux les plus fréquemment utilisés dans les pays de l'OCDE est modeste, il est beaucoup plus important lorsque l'on tient compte du secteur informel (Tableau 9). Bien que ces chiffres ne soient fournis qu'à titre indicatif, ils mettent en évidence les avantages potentiels considérables dont pourrait profiter l'Indonésie si les caractéristiques de ses politiques publiques étaient plus proches de celles des pays de l'OCDE.

## S'appuyer sur le tourisme pour diversifier l'économie et soutenir le développement régional

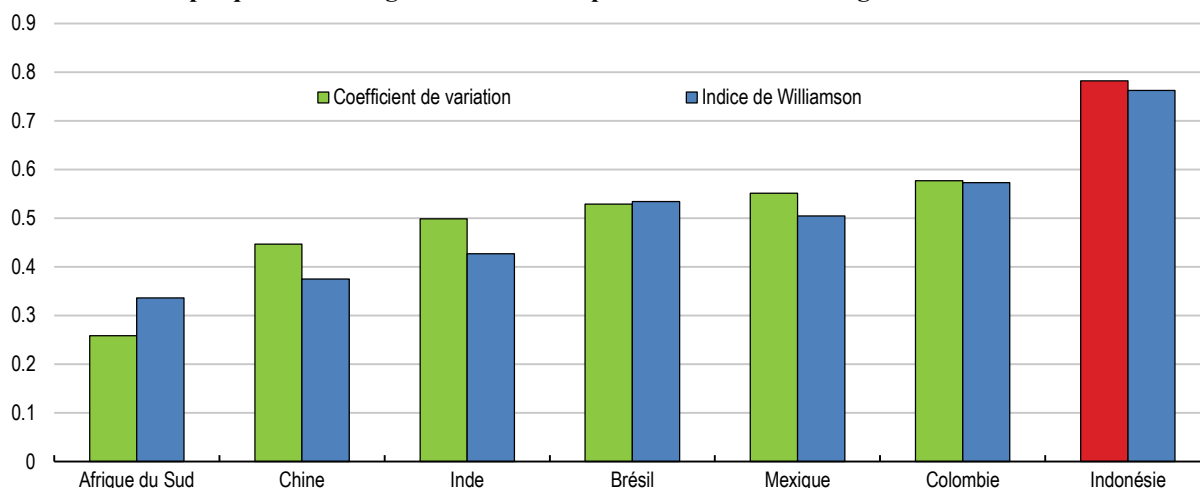
Pour renforcer la résilience et l'inclusivité de la croissance économique, l'Indonésie doit relever deux défis, ceux de la dépendance à l'égard des produits de base pour ses recettes en devises et de la concentration de l'activité à Java. L'économie de Java génère en effet 55 % du PIB du pays et les différences régionales de revenu par habitant sont plus fortes que dans les autres grandes économies émergentes (Graphique 29). Sans constituer une solution miracle, le tourisme peut aider le pays à faire face à ces problèmes.

### *Le potentiel touristique est important mais insuffisamment exploité*

Le nombre de visiteurs en Indonésie a presque triplé en 10 ans pour atteindre 14 millions en 2017, entraînant une accélération de la croissance moyenne qui s'est établie à près de 14 % par an ces trois dernières années (Graphique 30, Partie A). Ce résultat s'explique en partie par la croissance mondiale du tourisme – 4 % par an – et par les gains de parts de marché

qui ont fait suite au développement des infrastructures et à une promotion plus agressive. Cependant, cette croissance n'est pas fermement établie, du fait du caractère saisonnier du tourisme et de la vulnérabilité particulière de l'Indonésie face aux catastrophes naturelles. La plupart des visiteurs viennent d'Asie, en particulier de Chine, désormais premier marché émetteur. Ils se concentrent à Bali – moins de 0.5 % de la superficie terrestre du pays – qui reçoit près de la moitié des touristes et à Jakarta qui en accueille un cinquième environ (Partie B). D'autres destinations touristiques ont pris de l'importance ces derniers temps, comme Borobudur et le lac Toba. Il existe dans de nombreuses régions un potentiel élevé de création d'emploi, compte tenu de la forte intensité de main-d'œuvre du secteur. De la même façon, du fait de la structure de l'emploi dans le tourisme, son développement pourrait relever le taux d'emploi des femmes.

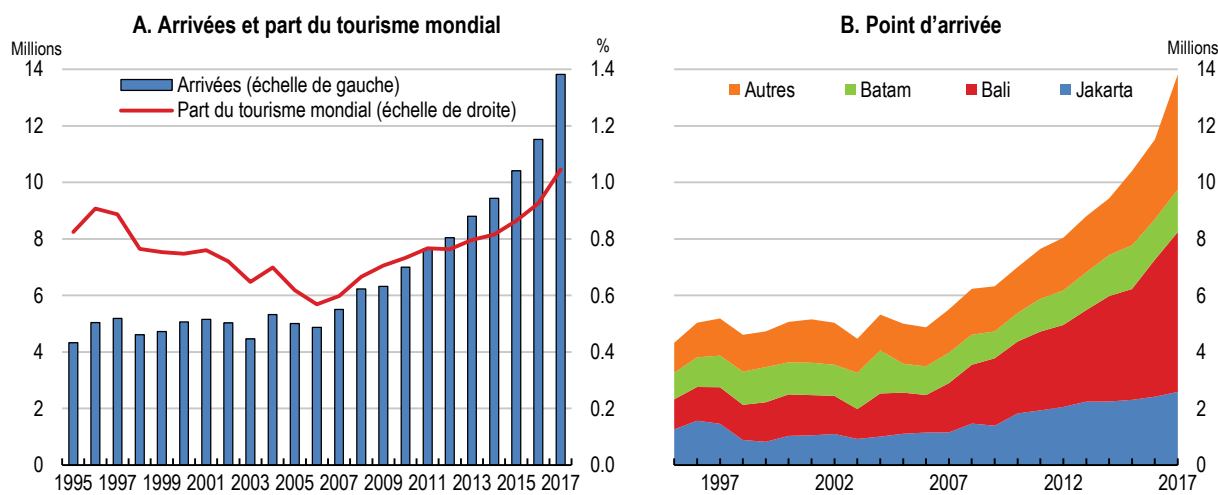
**Graphique 29. Les régions d'Indonésie présentent de fortes inégalités de revenus**



*Note* : Le coefficient de variation n'est pas pondéré. L'indice de Williamson mesure la variance de façon similaire en la pondérant en fonction de la part des régions dans la population nationale. Les données sur le PIB régional par habitant se rapportent à 2016 pour l'Indonésie, à 2015 pour la Colombie et le Mexique, à 2014 pour le Brésil et à 2013 pour la Chine et l'Inde.

*Source* : Office central des statistiques d'Indonésie ; OCDE, base de données régionales de l'OCDE ; et calculs de l'OCDE.

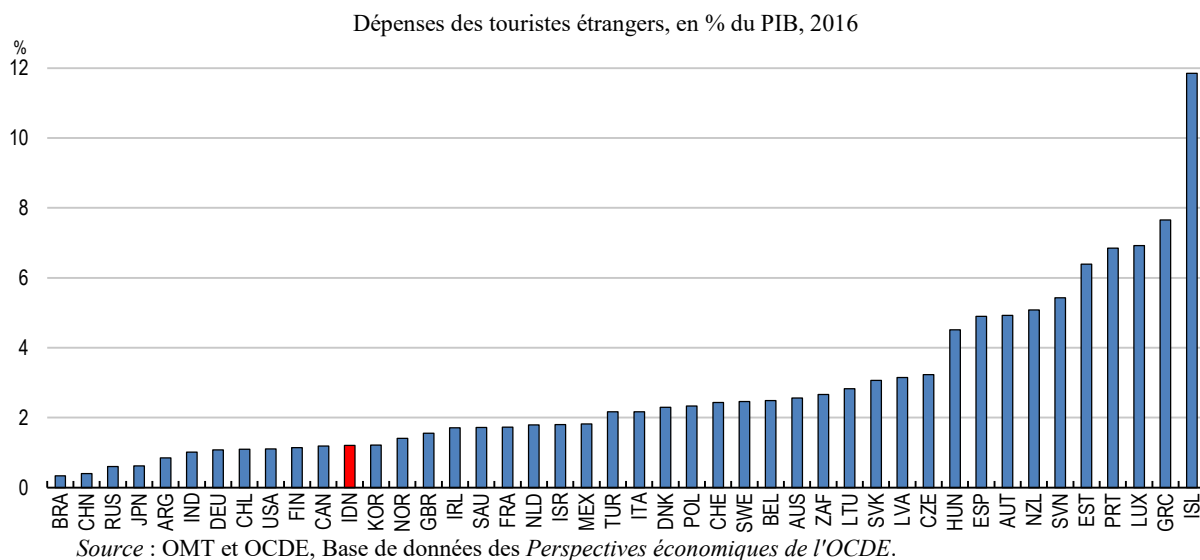
**Graphique 30. L'Indonésie attire davantage de visiteurs**



*Source* : CEIC ; OMT.

La part des recettes du tourisme dans le PIB est beaucoup plus faible en Indonésie que dans la plupart des pays (Graphique 31). Compte tenu de cette situation et du développement de la classe moyenne en Asie, il semble possible d'attirer davantage de visiteurs, en particulier à pouvoir d'achat élevé. L'indice de compétitivité du secteur du tourisme et des voyages met en évidence les atouts que constituent les ressources naturelles et culturelles et la compétitivité-prix de l'Indonésie par rapport à ses concurrents régionaux (WEF, 2017). Il fait aussi apparaître des déficits d'infrastructures importants et divers, notamment dans les transports, les services touristiques et les TIC.

**Graphique 31. Les recettes tirées du tourisme restent faibles**



Le gouvernement pense recevoir 20 millions de visiteurs en 2019. Le tourisme fait partie des priorités du plan de développement à moyen terme (2015-19) qui prévoit notamment de promouvoir 10 destinations (« les 10 nouvelles Bali »). La stratégie adoptée met l'accent sur la réduction des déficits d'infrastructure et concentre les investissements sur quatre lieux. En outre, quatre destinations sont devenues des zones économiques spéciales. Dans un souci d'amélioration de la commercialisation des destinations touristiques, le budget du ministère du Tourisme a été multiplié par quatre en 2015, et représentait alors 1 % des dépenses publiques totales (avant d'être réduit de 30 % en 2017), ce qui a permis de renforcer la portée et la qualité de la campagne de promotion. En outre, le ministère suit de près les réseaux sociaux au niveau des destinations, au moyen d'un outil numérique complet, afin de mieux cibler ses efforts commerciaux.

Malgré le plan à moyen terme et la stratégie correspondante en faveur du tourisme, la planification présente toujours des lacunes. Le tourisme influe sur de nombreux secteurs et dépend de diverses institutions publiques, d'où des difficultés de coordination. Le manque de capacités est problématique, en particulier dans les administrations infranationales. Sous la direction du gouvernement central et avec l'appui de la Banque mondiale et de la Suisse, les 10 destinations prioritaires élaborent progressivement des plans de gestion des destinations – instrument de gestion courant dans ce secteur – qui ne seront cependant terminés qu'en 2019 dans le meilleur des cas. S'ils sont bien utilisés, ceux-ci peuvent garantir une croissance inclusive tenant compte des caractéristiques et des besoins locaux. À l'heure actuelle, les administrations locales sont rarement associées au processus de

planification ; la mise en place des zones économiques spéciales vise d'ailleurs en partie à contourner des réglementations spéciales excessivement complexes.

Les organisations de gestion des destinations, composées de représentants des administrations locales et d'agents privés, permettent de gérer avec efficacité les effets du tourisme sur les transports, l'occupation des sols et les activités locales (OCDE, 2018e). Elles peuvent aussi bien prendre la forme d'un organisme indépendant, comme l'agence de gestion de l'île de Langkawi en Malaisie (LADA, 2018), ou d'une organisation intégrée à l'administration provinciale comme celle qui gère l'île de Bohol aux Philippines (OMT et Griffith University, 2017). Ainsi, en Indonésie, une administration locale s'occupe du lac Toba et une entreprise publique de Mandalika ; cependant, elles n'entretiennent pas de relations étroites avec les autorités ou les représentants des collectivités locales. Le gouvernement devrait créer de telles organisations dans les destinations clés qui n'en sont pas encore dotées, en partenariat avec les acteurs locaux, et encourager les organisations en place à associer les acteurs locaux à leur action. Les administrations locales ont aussi besoin de données complémentaires pour améliorer la planification, le suivi et l'évaluation.

### *Il est essentiel de remédier au manque d'infrastructures pour développer le tourisme*

Le développement des infrastructures de transport aérien a facilité la croissance rapide qu'a connue le tourisme ces dernières années. Mais les principaux aéroports (à Jakarta et à Denpasar, sur l'île de Bali) sont maintenant exploités à pleine capacité. En outre, ils sont de médiocre qualité par rapport à ceux des pays voisins. L'appréciation portée par les usagers sur l'aéroport de Jakarta est ainsi de 65 %, contre 80 % pour celui de Bangkok et 94 % pour celui de Singapour (Flightradar24, 2018), ce qui conduit à penser que des investissements sont nécessaires pour améliorer les aéroports existants et en construire de nouveaux. Le gouvernement prévoit de confier à des prestataires extérieurs l'exploitation de certains aéroports, ce qui pourrait en améliorer l'efficacité. De plus, sept nouveaux aéroports ont été récemment construits et huit autres sont prévus d'ici 2019, ce qui devrait permettre de développer le tourisme dans de nouvelles régions. Les recettes publiques étant limitées, il faudrait encourager la participation du secteur privé. La sélection des projets devrait systématiquement donner lieu à une analyse coût-bénéfices, ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle (Banque mondiale, 2018c), portant sur les coûts d'exploitation, d'entretien et de cession ainsi que sur les impacts environnementaux et sociaux.

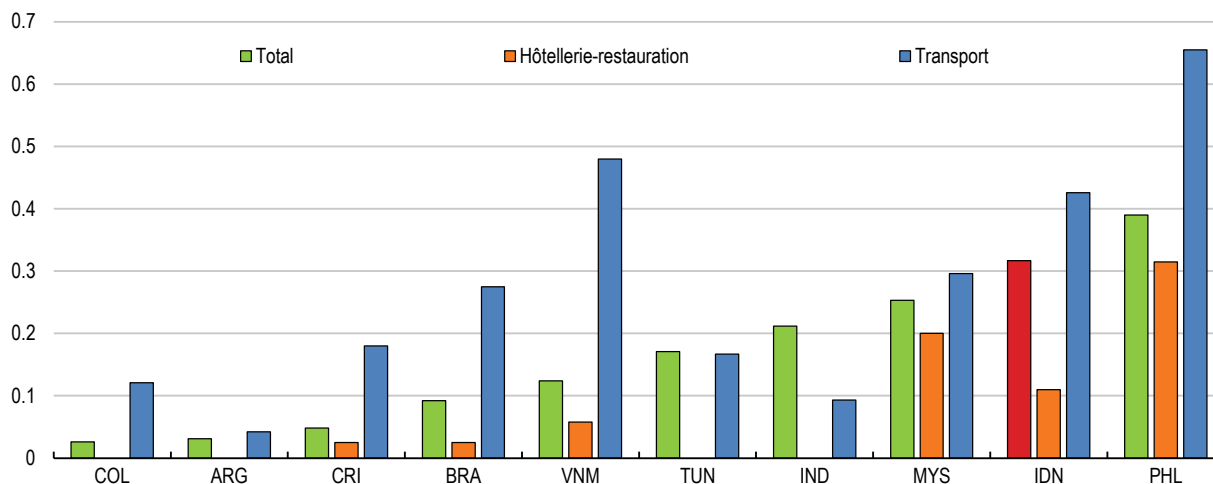
Les transports jouent un rôle capital, mais d'autres infrastructures contribuent aussi de manière essentielle à une croissance continue des arrivées et des dépenses des touristes. L'amélioration de la diffusion et de la fiabilité de la technologie 4G faciliterait l'utilisation par les visiteurs de leurs smartphones, en particulier pour les paiements électroniques. En outre, le développement de l'accès à internet contribuerait à la création et à la croissance d'entreprises locales et réduirait le vaste écart qui existe entre internautes urbains et ruraux (72 % contre 48 %) (APJII, 2017). Les infrastructures environnementales restent insuffisantes, notamment les installations de traitement des déchets, de distribution d'eau, d'assainissement et d'évacuation des eaux usées ; à Jakarta, le manque d'eau courante potable accroît la consommation d'eau en bouteilles plastique par exemple.

Les investisseurs étrangers peuvent contribuer à corriger certains déficits d'investissement préjudiciables au tourisme lorsque les bénéfices sont suffisamment élevés pour garantir la viabilité des projets. On observe cependant d'importantes restrictions dans le secteur des transports, et dans une moindre mesure dans celui de l'hôtellerie et de la restauration, notamment sous forme de limitations de la participation étrangère et d'obstacles à

l'embauche de personnel étranger (Graphique 32). Les restrictions portant sur la propriété foncière gênent la création d'hôtels et de restaurants, même si les entreprises étrangères peuvent se voir octroyer un droit de construction pendant 30 ans (renouvelable pour 20 ans). L'assouplissement de ces règles faciliterait l'investissement privé.

### Graphique 32. Restrictions touchant l'investissement direct étranger dans les économies de marché émergentes

Indice de restrictivité de la réglementation de l'IDE, sur une échelle de 0 à 1 (du degré d'ouverture le plus élevé au plus faible), 2017



Note : L'indice de restrictivité de la réglementation de l'IDE mesure l'ampleur des restrictions de nature juridique concernant l'investissement direct étranger (IDE) dans 22 secteurs économiques. Il évalue la restrictivité des règles nationales applicables à l'IDE en analysant quatre principaux types de restrictions : 1) la limitation des prises de participations étrangères ; 2) les mécanismes discriminatoires de filtrage ou d'approbation ; 3) les restrictions à l'emploi d'étrangers à des postes clés ; et 4) les autres restrictions opérationnelles, concernant par exemple la création de succursales, le rapatriement de capitaux ou la propriété foncière.

Source : OCDE, Base de données de l'indice de restrictivité de la réglementation de l'IDE

Le cadre administratif étant très décentralisé en Indonésie, il faudrait promouvoir le rôle des administrations infranationales dans le développement des opportunités locales. Les initiatives locales sont mieux à même de concrétiser le potentiel du tourisme fondé sur l'expérience et de l'économie créative (OCDE, 2014). Le développement de Banyuwangi sous l'égide de la communauté locale constitue un exemple à suivre pour d'autres destinations (Kompas, 2016). Souvent, les destinations ne disposent pas des centres d'information touristique qui, dans d'autres pays, assurent la promotion des entreprises locales et proposent des services comme l'accès à internet. Il faut se féliciter de la possibilité pour les administrations locales de bénéficier de transferts de l'administration centrale, destinés à des projets de développement du tourisme : en 2018, 319 projets en rapport avec le tourisme proposés par des administrations locales ont reçu des « fonds d'affectation spéciale » d'un montant de 632 milliards IDR (43 millions USD), contre 58 projets seulement en 2016. Il faudrait cependant renforcer le suivi de ces projets, comme le recommandait la précédente *Étude économique*. Si les autorités locales étaient autorisées à prélever une taxe de séjour auprès des touristes, les localités tireraient directement bénéfice de l'expansion du tourisme et disposeraient de fonds complémentaires pour développer les infrastructures nécessaires.



### *Faciliter la création et la croissance des entreprises pour favoriser le développement local*

Le secteur du tourisme se compose essentiellement de petites entreprises. Un environnement favorable aux entreprises peut aider les populations locales à tirer parti des possibilités de création et de développement d'entreprises. Bien que le cadre réglementaire de l'Indonésie se soit sensiblement amélioré ces dernières années, comme en atteste son classement dans l'indice de facilité de faire des affaires, sa place au 72<sup>e</sup> rang confirme qu'il subsiste une grande marge d'amélioration. La création d'entreprise et l'exécution des contrats sont particulièrement difficiles. Un système unique de demande d'autorisation en ligne a été mis en place mais il n'est pas encore pleinement opérationnel.

Le relèvement des compétences de base, comme indiqué plus haut, facilitera la création et la croissance des entreprises du secteur formel. L'industrie du tourisme repose sur des travailleurs spécialisés – chefs cuisiniers, directeurs d'hôtel ou guides touristiques par exemple – qui ont généralement acquis leurs compétences par l'enseignement et la formation professionnels. Plusieurs établissements d'enseignement supérieur se spécialisent dans le tourisme, mais il faudra élargir l'offre de formation pour répondre à la hausse des besoins. Les autorités mettent en place des établissements supérieurs de formation professionnelle dans des régions nouvelles, mais elles devraient aussi s'intéresser de plus près aux établissements privés, principaux pourvoyeurs d'enseignement et de formation dans le secteur du tourisme. La formation en entreprise pourrait être développée par un accroissement du nombre de stages. Des interactions plus étroites et locales entre les établissements d'enseignement et les employeurs contribueraient à la mise au point de programmes adaptés. Les programmes des établissements d'enseignement devraient être suffisamment souples pour répondre à l'évolution des besoins. Des programmes de formation des adultes permettraient de faire en sorte que les travailleurs actuels, y compris les femmes sans emploi, puissent bénéficier de l'essor du tourisme. Il est difficile à l'heure actuelle de suivre de près les déficits de qualifications, pourtant attestés dans certaines régions, comme à Lombok où les autorités ont entrepris de créer un nouvel établissement d'enseignement professionnel supérieur. Les prochains plans de gestion des destinations devraient comporter une évaluation des pénuries de qualifications actuelles et à venir. L'assouplissement des procédures de recrutement de travailleurs étrangers, déjà envisagé, contribuerait à atténuer les pénuries observées et à faciliter le transfert de connaissances au profit du personnel local.

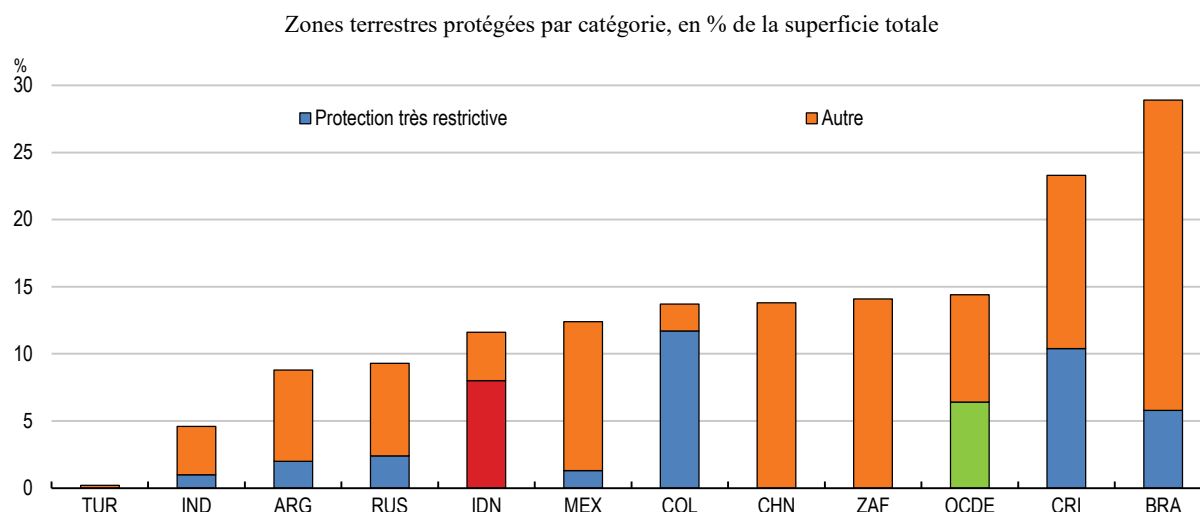
Comme dans d'autres pays, le secteur du tourisme s'est tourné très tôt vers le numérique. La transformation numérique, particulièrement intéressante pour le tourisme, peut encourager une concurrence accrue, créer des emplois et, en atténuant l'obstacle de la distance géographique, contribuer à une croissance plus inclusive (OCDE, 2017c). Grâce aux plateformes numériques, les petites entreprises peuvent se spécialiser dans certains services locaux, comme l'hébergement et le transport. La plateforme Indonesia Travel X-Change, créée en 2016 pour faciliter les contacts entre les entreprises, offre un système de réservation et de paiement en ligne. Cependant, elle est toujours en cours de développement et ne gère que 2 270 chambres (Nurdin, 2018). Il faudrait qu'elle soit achevée rapidement et qu'elle fasse l'objet d'une plus large publicité. L'offre de formation en ligne permettrait de toucher de nombreux citoyens à moindre coût par rapport aux programmes traditionnels. Les formulaires en ligne de déclaration de revenus et de TVA ou de paiement des redevances locales peuvent réduire les coûts de mise en conformité.

### *Des mesures de gestion du développement durable du tourisme sont nécessaires*

L'Indonésie dispose de ressources naturelles exceptionnelles qui constituent son principal attrait pour les touristes, mais le souci de l'environnement y est moins grand que dans les pays concurrents de la région, comme en témoignent les carences du traitement des eaux usées, la déforestation et l'abondance d'espèces menacées (WEF, 2017). La hausse récente du nombre de touristes exerce une pression accrue sur des infrastructures déjà insuffisantes, comme les installations d'assainissement, de traitement des déchets et des eaux usées. Cette situation touche particulièrement certaines régions isolées, mais aussi Bali (OCDE, 2016a ; Bali, 2015). En outre, les touristes ont tendance à consommer davantage. Le plan de développement du gouvernement est ambitieux et table sur l'expansion rapide de quelques destinations en nombre limité, ce qui montre bien la nécessité d'avoir l'aval de la population locale.

En axant la planification sur des objectifs de recettes et en mettant moins l'accent sur le nombre de touristes, l'Indonésie pourrait se focaliser sur un tourisme réduit mais de meilleure qualité et en atténuer l'impact sur l'environnement. L'expérience de l'Islande témoigne de l'importance de la planification concernant les infrastructures de soutien. Dans ce pays, la fréquentation des touristes a quadruplé de 2010 à 2016, mais les investissements n'ont pas suivi, ce qui a rapidement entraîné des tensions sociales et environnementales (OCDE, 2017d). La planification du tourisme doit systématiquement inclure les infrastructures environnementales, et les plans de développement des infrastructures doivent tenir compte des prévisions d'évolution du tourisme. Il devrait être possible d'atténuer les risques d'investissements coûteux et inutiles dus à des erreurs de prévision en concevant des projets modulables. Les plans de gestion des destinations contribueront à mettre en évidence ces besoins locaux. La création de cinq observatoires du développement durable en collaboration avec l'OMT pourra améliorer le suivi des impacts du tourisme sur l'environnement.

La prise en compte du coût d'opportunité élevé de l'exploitation des ressources naturelles et de la valeur économique du tourisme pour les zones concernées pourrait freiner la déforestation et contribuer à la préservation des paysages. Les zones protégées ne couvrent qu'une part relativement faible de la superficie de l'Indonésie, par rapport au Brésil et au Costa Rica, eux aussi riches en biodiversité (Graphique 33). Onze réserves de biosphère ont été créées dans le but de resserrer les liens entre la préservation de la biodiversité et les communautés locales. Le pays pourrait envisager de protéger d'autres zones, mais aussi, dans le même temps, de développer le tourisme durable sur une plus grande partie du territoire. L'imposition de droits d'entrée, associée à une limitation du nombre de visiteurs dans les zones les plus sensibles, permettrait de contrôler la fréquentation afin d'éviter la surexploitation et de financer l'entretien et la préservation (Eagles, McCool et Haynes, 2002). La sensibilisation et la participation de la population locale conduirait à l'élargissement de l'offre touristique et renforcerait les bénéfices économiques tirés du tourisme, contribuant ainsi à l'adhésion des populations locales, indispensable elle aussi à la viabilité du secteur. Le Costa Rica, par exemple, met en œuvre avec succès des projets d'écotourisme de taille modeste dans les zones rurales. Ceux-ci apportent des recettes et des emplois aux communautés et contribuent à protéger l'environnement au niveau local (OCDE, 2016d). Le Costa Rica utilise aussi un « indice du progrès social » dans les destinations touristiques pour évaluer et promouvoir un développement social et environnemental durable (Stern, Wares et Epner, 2017 ; ITC, 2017).

**Graphique 33. Les zones protégées d'Indonésie sont pour la plupart très restrictives**

*Note* : Les zones les plus protégées relèvent des catégories 1 et 2 de l'Union internationale pour la conservation de la nature et correspondent aux réserves naturelles intégrales et aux zones de nature sauvage gérées principalement à des fins scientifiques ou de protection de la nature sauvage, et aux parcs nationaux gérés principalement dans le but de protéger les écosystèmes.

*Source* : A. Mackie et al. (2017), « Indicators on Terrestrial and Marine Protected Areas: Methodology and Results for OECD and G20 countries », OECD Environmental Working Papers, n° 126, Éditions OCDE, Paris.

## Vers une trajectoire de croissance plus respectueuse de l'environnement

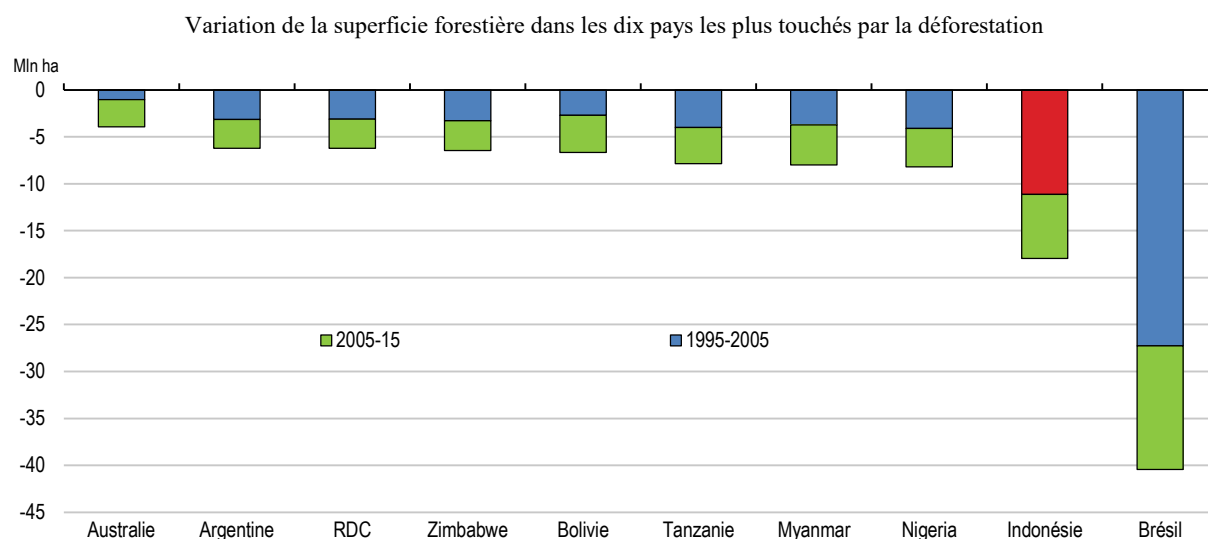
Les productions fondées sur les ressources naturelles (minerais, énergie, agriculture, forêts et pêche) ont contribué à hauteur d'un cinquième à la valeur ajoutée en 2017. L'Indonésie figure parmi les 17 pays « mégadivers », les plus riches en diversité biologique ; elle abrite par exemple 18 % des récifs coralliens du globe (CBD, 2018 ; UNEP-WCMC, 2014). Comme l'ont souligné les *Études* antérieures, il importe de gérer ces ressources de façon rationnelle pour assurer une croissance viable à long terme (OCDE, 2016a ; 2015a). *La Stratégie et le Plan d'action 2015-20 de l'Indonésie pour la biodiversité* visent à améliorer la coordination et à fixer les priorités pour préserver la très abondante biodiversité du pays. Le prochain Examen des politiques en matière de croissance verte (*Green Growth Policy Review*) de l'Indonésie contiendra des conseils opportuns en matière d'action publique sur la gestion des ressources naturelles uniques de l'Indonésie.

### *La déforestation et la pollution sont une menace pour la viabilité*

Le recul de la superficie forestière s'est ralenti au cours de la dernière décennie (Graphique 34). Pourtant, seul le Brésil a perdu plus d'hectares de forêts que l'Indonésie au cours de la période 2005-15. Les feux de forêts et de tourbières allumés illégalement afin de défricher des terres pour y aménager notamment des plantations destinées à la production d'huile de palme et de bois d'œuvre entraînent également des problèmes de pollution et des coûts sanitaires. Depuis 2011, un moratoire est en vigueur sur l'octroi de nouvelles concessions pour la création de plantations et le défrichage des tourbières et forêts primaires, mais il n'a pas été pleinement suivi d'effet (Austin et al., 2017 ; Busch et al., 2015). En 2018 le Président a signé un moratoire de trois ans sur l'émission de nouveaux permis de plantation de palmiers à huile. La clarification des droits fonciers et une meilleure application de la loi permettraient de mieux lutter contre la déforestation (Tableau 10). En outre, le projet de « carte unique » lancé en 2015 en vue de créer un cadastre et de régler les

conflits de droits de propriété est primordial ; la coopération interinstitutionnelle devrait être intensifiée afin qu'il aboutisse comme prévu en 2019. Une meilleure gestion des forêts contribuerait à la préservation de la biodiversité et aurait également des retombées budgétaires bénéfiques ; au cours de la période 2003-14, les pouvoirs publics ont perçu un tiers seulement des recettes potentielles liées à l'utilisation des forêts (KPK, 2015). La déforestation pourrait aussi être réduite par la protection d'un plus grand nombre d'espaces forestiers et par l'utilisation d'images satellitaires pour aider à lutter contre les infractions, comme au Brésil (OCDE, 2018f).

**Graphique 34. L'Indonésie occupe la deuxième place mondiale pour l'ampleur de la déforestation**



*Note* : Les dix pays représentés sont ceux ayant enregistré la plus forte diminution de la superficie forestière en millions d'hectares.

*Source* : FAO, base de données FAOSTAT.

**Tableau 10. Recommandations antérieures relatives à la viabilité écologique**

Recommandations d'Études antérieures	Mesures prises depuis l'Étude d'octobre 2016
Éliminer progressivement les dernières subventions à l'énergie. Pour faire face aux besoins croissants en électricité, investir dans des capacités de production peu émettrices de carbone, y compris dans la géothermie et les autres énergies renouvelables.	En 2017, les subventions à l'électricité ont été supprimées pour les ménages non pauvres disposant d'un raccordement de 900 voltampères. Cependant, les subventions énergétiques ont augmenté en 2018.
Durcir et renforcer l'application de la législation sur le défrichage. Améliorer la productivité dans les secteurs de l'huile de palme et du bois.	En décembre 2016, le Président a signé une réglementation (PP n° 57/2016) destiné à assurer une meilleure protection des tourbières en imposant un moratoire sur le défrichage, en interdisant le drainage et en autorisant le rétablissement des terrains dégradés. En septembre 2018 le Président a signé un moratoire de trois ans sur l'émission de nouveaux permis de plantation de palmiers à huile.

La pollution atmosphérique a fortement progressé ces dernières années, même si son intensité varie d'une année sur l'autre en fonction des feux de forêts et de tourbières (Graphique 35, Partie C). Les transports, routiers notamment, sont largement en cause dans l'envolée des émissions de NO<sub>x</sub> et de CO<sub>2</sub>, tandis que la production d'électricité à partir de charbon pousse à la hausse les émissions de SO<sub>x</sub> (Yudha, 2017). Entre 2005 et 2015, le nombre de véhicules en circulation a presque triplé (OICA, 2018), et Jakarta est désormais

la troisième ville la plus encombrée de la planète (TomTom, 2018). Des restrictions de circulation en fonction des plaques d'immatriculation y ont été instaurées, et de nombreuses routes sont payantes. En complément des réformes des taxes liées à l'environnement déjà évoquées, un recours accru à la tarification routière devrait être envisagé dans les grandes villes. Les normes d'émission applicables aux installations très polluantes comme les centrales au charbon devraient être alignées sur les normes internationales.

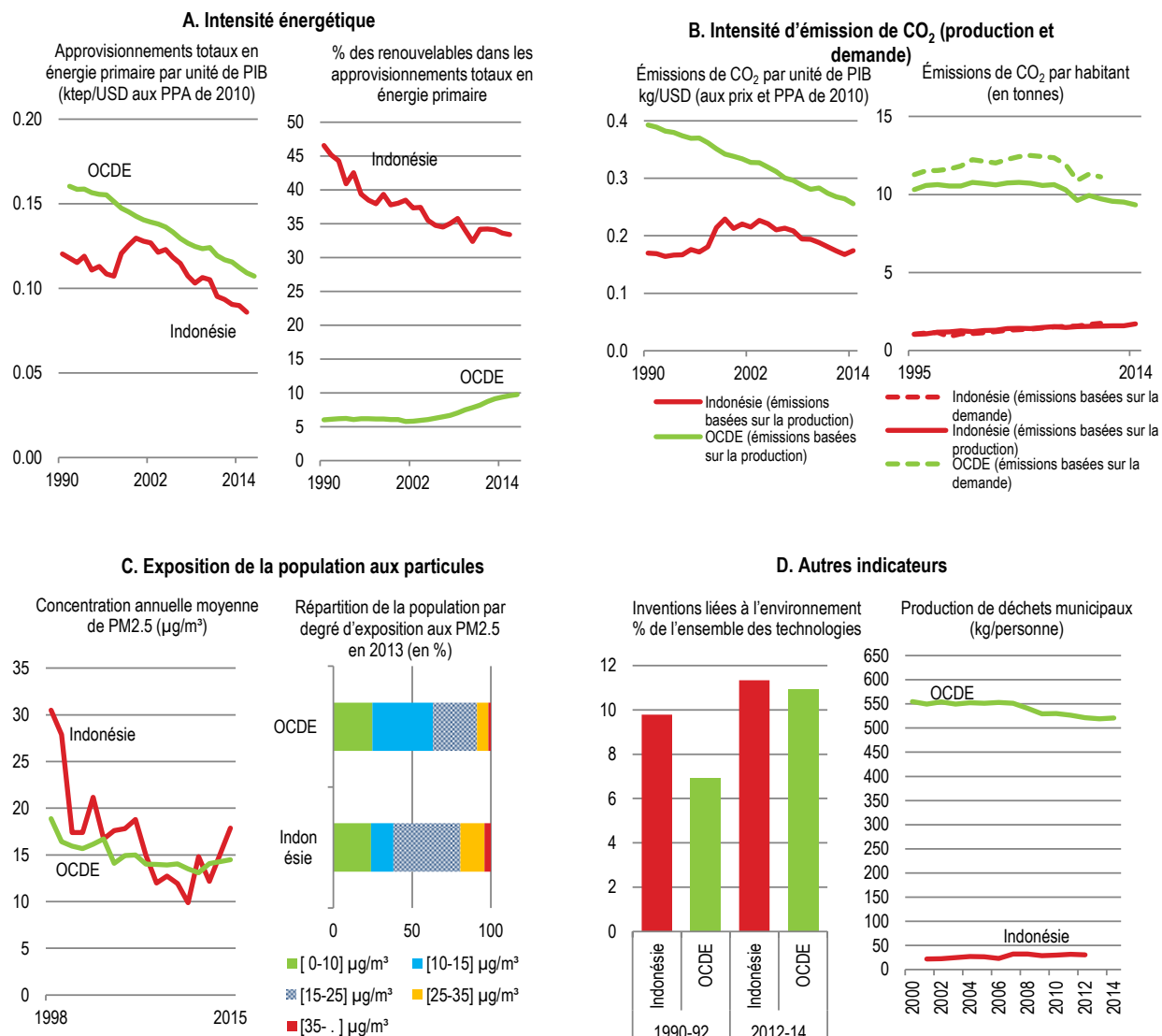
La pollution marine suscite des préoccupations grandissantes. L'Indonésie est le deuxième plus gros contributeur à la pollution plastique en mer, et ses récifs coralliens sont les plus envahis par les déchets plastiques de la région Asie-Pacifique (Lamb et al., 2018; Jambeck et al., 2015). La pollution marine est en grande partie imputable aux pratiques inadéquates d'élimination des déchets municipaux, dont la moitié seulement font l'objet d'une collecte (selon le ministère de l'Environnement). La lutte contre la pollution pourrait bénéficier d'une action pédagogique en direction du public, complétée par une meilleure coordination et un renforcement des capacités en matière de gestion des déchets au niveau des collectivités locales.

### *Réaliser la transition vers une économie bas carbone et économe en énergie*

La progression des émissions de CO<sub>2</sub> a été découplée de la croissance du PIB au cours des années 2000, mais cette évolution s'est arrêtée récemment (Graphique 35, Partie B). Étant donné la déforestation, les feux de tourbières et la hausse de la consommation d'énergie, il ne sera pas aisé d'atteindre l'objectif fixé par le gouvernement de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) de 29 % par rapport au scénario au fil de l'eau d'ici à 2030 (République d'Indonésie, 2016). Le Plan de développement bas carbone lancé en 2017 en prévision du prochain plan à moyen terme met l'accent sur l'abaissement des émissions de GES dans les secteurs de l'agriculture, des forêts, des déchets, des transports et de la mer. Le charbon représente plus de la moitié des approvisionnements énergétiques et il ne fait pas de doute que cette part ira en augmentant. Le potentiel géothermique et hydroélectrique du pays est pourtant énorme. Les énergies renouvelables entrent pour 12 % dans la production d'électricité, et des investissements massifs seront donc nécessaires pour atteindre l'objectif qui consiste à porter cette part à 23 % à l'horizon 2030 (IIDD, 2018). La suppression des restrictions imposées aux prises de participation étrangères dans la production d'origine renouvelable pourrait stimuler l'investissement, tout comme une tarification davantage alignée sur les coûts. La réglementation adoptée en 2017 qui oblige à pratiquer des tarifs locaux limite l'incitation à investir dans certaines régions (comme Java) et devrait également être réexaminée (Allen et Overy, 2017).

Comme indiqué plus haut, la fiscalité sur l'énergie de l'Indonésie est au niveau des plus faibles des pays de l'OCDE et du G20 (OCDE, 2018d). L'élimination progressive des subventions énergétiques rendrait le prix implicite des émissions positif. Dans un deuxième temps, il conviendrait de mettre en place une taxe carbone explicite, peu élevée au départ.

**Graphique 35. Certains indicateurs environnementaux ont connu récemment une évolution défavorable**



Source : OCDE, Base de données des indicateurs de croissance verte.

## Références

- Akgun, O., B. Cournède et J. Fournier (2017), « The effects of the tax mix on inequality and growth », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, no. 1447, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/c57ea14-en>.
- Allen and Overy (2017), *Indonesia power sector: New regulation on tariff and tendering for renewable energy projects*, <https://www.jdsupra.com/legalnews/indonesia-power-sector-new-regulation-41003/>.
- Allen, E. (2016), « Analysis of trends and challenges in the Indonesian Labor Market », *ADB Papers on Indonesia*, no. 16, Banque asiatique de développement, Manille, <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/182935/ino-paper-16-2016.pdf> (consulté le 23 mai 2018).
- APJII (2017), *Penetration and Behavior of Indonesian Internet User 2017*, Indonesia Internet Service Provider Association, <https://blog.apjii.or.id/index.php/2018/02/19/survei-apjii-penetrasi-internet-indonesia-jangkauan-547-persen-populasi-di-2017/>.
- Arnold, J. et al. (2011), « Tax policy for economic recovery and growth », *The Economic Journal*, vol. 121/550, pp. F59-F80, <http://dx.doi.org/10.1111/j.1468-0297.2010.02415.x>.
- Austin, K. et al. (2017), « Shifting patterns of oil palm driven deforestation in Indonesia and implications for zero-deforestation commitments », *Land Use Policy*, vol. 69, pp. 41-48, <http://dx.doi.org/10.1016/J.LANDUSEPOL.2017.08.036>.
- Bali (2015), *Sustainable Tourism on Bali?*, [https://www.bali.com/news\\_Sustainable-Tourism-on-Bali-161.html](https://www.bali.com/news_Sustainable-Tourism-on-Bali-161.html).
- Banque mondiale (2018a), *Indonesia Economic Quarterly: Towards Inclusive Growth*, Banque mondiale, Jakarta.
- Banque mondiale (2018b), *Indonesia Snapshots - Private Participation in Infrastructure (PPI)*, <https://ppi.worldbank.org/snapshots/country/indonesia> (consulté le 05 mai 2018).
- Banque mondiale (2018c), *Indonesia – Public Expenditure and Financial Accountability (PEFA): Assessment Report 2017*, Banque mondiale.
- Banque mondiale (2017), *Indonesia Economic Quarterly: Closing the Gap*, Banque mondiale, Jakarta.
- Banque mondiale/PwC (2018), *Paying Taxes 2018*, <http://www.pwc.com/payingtaxes>.

- BNM (2018), *Financial Stability and Payment Systems Report 2017*, Bank Negara Malaysia, Kuala Lumpur, [http://www.bnm.gov.my/index.php?ch=en\\_publication&pg=en\\_fspr&ac=23&en](http://www.bnm.gov.my/index.php?ch=en_publication&pg=en_fspr&ac=23&en).
- BPJS Ketenagakerjaan (2018), *Hingga Akhir 2017, Sebanyak 33.000 Pekerja Asing Jadi Peserta BPJS Ketenagakerjaan* [À la fin de 2017, un total de 33 000 travailleurs étrangers étaient répertoriés comme ayant un emploi auprès de l'organisme de sécurité sociale BPJS], communiqué de presse, 30 avril, [www.bpjsketenagakerjaan.go.id/berita/19121/Hingga-Akhir2017,-Sebanyak-33.000-Pekerja-Asing-Jadi-Peserta-BPJS-Ketenagakerjaan](http://www.bpjsketenagakerjaan.go.id/berita/19121/Hingga-Akhir2017,-Sebanyak-33.000-Pekerja-Asing-Jadi-Peserta-BPJS-Ketenagakerjaan)
- Busch, J. et al. (2015), « Reductions in emissions from deforestation from Indonesia's moratorium on new oil palm, timber, and logging concessions. », *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, vol. 112/5, pp. 1328-33, <http://dx.doi.org/10.1073/pnas.1412514112>.
- Caporale, G. et al. (2016), « The Bank Lending Channel in a Dual Banking System: Evidence from Malaysia », *DIW Berlin Discussion Papers, Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung, Berlin*, vol. n° 1557.
- CDB (2018), *Indonésie - Profil de pays*, <https://www.cbd.int/countries/profile/default.shtml?country=id>.
- Chaloux, T., A. Kopoin et A. Mourougane (à paraître), « A formal look at regulations and labour market informality in emerging-market economies », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, OCDE.
- CNBC Indonesia (2018), « Distribusikan BBM Bersubsidi, Pertamina Rugi Rp 5,5 T », (Distribution de carburant subventionné, perte de 5 500 milliards IDR pour Pertamina Rp 5,5 T), <https://www.cnbcindonesia.com/news/20180410154429-4-10431/distribusikan-bbm-bersubsidi-pertamina-rugi-rp-55-t>.
- Crédit Suisse (2017), *Credit Suisse Global Wealth Databook 2017*, Credit Suisse Research Institute.
- Dartanto, T. (2017), *Universal Health Coverage in Indonesia: Informality, Fiscal Risks and Fiscal Space for Financing UHC*, communication à la Conférence FMI-JICA intitulée « Regional Development: Fiscal Risks, Fiscal Space and the Sustainable Development Goals ».
- Deloitte (2017), *Shifting sands: risk and reform in uncertain times - 2017 Asia Pacific Tax Complexity Survey*.
- Demirgüç-Kunt, A. et al. (2018), *The Global Findex Database 2017: Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution*, Banque mondiale, Washington, D.C.
- Eagles, P., S. McCool et C. Haynes (2002), *Sustainable Tourism in Protected Areas*.
- Fenochietto, R. et C. Pessino (2013), « Understanding countries' tax effort », IMF Working Papers, No. 13/244, Fonds monétaire international, Washington D.C.
- Flightradar24 (2018), , <https://www.flightradar24.com/data/> (consulté le 9 March 2018).



- FMI (2018), « Indonesia: Selected Issues », *IMF Country Report*, no. 18/33, Fonds monétaire international, Washington D.C.
- FMI (2017a), *Indonesia: Financial System Stability Assessment*, FMI, Washington D.C.
- FMI (2017b), *IMF Investment and Capital Stock Dataset, 2017*, Fonds monétaire international.
- FMI (2017c), « Indonesia: Selected Issues », *IMF Country Report*, no. 17/48, Fonds monétaire international, Washington D.C.
- FMI/OCDE/ONU/Banque mondiale (2015), *Options pour une utilisation efficace et efficiente des incitations fiscales à l'investissement dans les pays à faible revenu*. Rapport du FMI, de l'OCDE, des Nations Unies et de la Banque mondiale au Groupe de travail du G20 sur le développement, <http://documents.worldbank.org/curated/en/632681491335246664/pdf/100756-REVISED-FRENCH-Tax-Incentives-Main-Document-French.pdf>.
- Fontaine, T. et al. (2016), *Tackling Indonesia's diabetes challenge: Eight approaches from around the world*, McKinsey & Company and Center for Healthcare Research and Innovation.
- Fournier, J. et M. Bégin (2018), « Limits to debt sustainability in middle-income countries », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, no. 1493, Éditions OCDE, Paris.
- Gaspar, V., L. Jaramillo et P. Wingender (2016), « Tax Capacity and Growth: Is there a Tipping Point? », *IMF Working Papers*, no. 2016/234, Fonds monétaire international, Washington D.C., <http://dx.doi.org/10.5089/9781475558173.001>.
- Guillemette, Y. et D. Turner (2018), « The Long View: Scenarios for the World Economy to 2060 », *Documents d'orientation du Département des affaires économiques de l'OCDE*, no. 22, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/b4f4e03e-en>.
- IADB (2013), *More than Revenue: Taxation as a Development Tool*, Palgrave Macmillan US, New York, <https://publications.iadb.org/handle/11319/684>.
- IFSB (2017), *Islamic Financial Services Industry Stability Report 2017*, Islamic Financial Services Board, Kuala Lumpur.
- IIDD (2018), *Missing the 23 Per Cent Target: Roadblocks to the Development of Renewable Energy in Indonesia*, Institut international du développement durable, Winnipeg.
- ITC (2017), *Social Progress Index in Tourist Destinations of Costa Rica*, <http://cf.cdn.unwto.org/sites/all/files/docpdf/presentationsocialprogresindexintouristdestinationsofcostarica-institutocostarricensedetourismo.pdf>.
- Jahari, A. (2018), *Penurunan Masalah Balita Stunting (diminution des problèmes de retard de croissance chez les enfants en bas âge)*.

- Jambeck, J. et al. (2015), « Plastic waste inputs from land into the ocean », *Science*, Vol. 347/6223, pp. 768-71.
- Kompas (2016), *Empat Strategi Banyuwangi Raih Penghargaan Pariwisata PBB (quatre stratégies de Banyuwangi reçoivent des récompenses de l'ONU)*, <https://travel.kompas.com/read/2016/01/22/104123127/Empat.Strategi.Banyuwangi.Raih.Penghargaan.Pariwisata.PBB>.
- KPK (2015), *Preventing State Losses in Indonesia's Forestry Sector: An Analysis of Non-tax Forest Revenue Collection and Timber Production Administration*, Corruption Eradication Commission, Jakarta.
- La Porta, R. et A. Shleifer (2014), « Informality and Development », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 28/3, pp. 109-126, <http://dx.doi.org/10.1257/jep.28.3.109>.
- LADA (2018), *Langkawi Development Authority*, <https://www.lada.gov.my/en/>.
- Lamb, J. et al. (2018), « Plastic waste associated with disease on coral reefs », *Science*, vol. 359/6374, pp. 460-462, <http://dx.doi.org/10.1126/science.aar3320>.
- LPEM (2017), *Policy Brief: Layanan Keuangan Digital dan Laku Pandai: Inklusivitas, Kendala, dan Potensi (Utilisation avisée des services financiers numériques : inclusivité, contraintes et potentiel)*, Universitas Indonesia, Jakarta, <http://www.lpem.org/wp-content/uploads/2017/03/Policy-Brief-8-pages1263.pdf>.
- Ministère de la Main-d'oeuvre (2017), *Pentingnya Peran Swasta Dalam Upaya Peningkatan Kompetensi Tenaga Kerja (The Importance of Private Role in Efforts to Increase the Competence of Labor)*, communiqué de presse, <http://kemnaker.go.id/berita/berita-kemnaker/pentingnya-peran-swasta-dalam-upaya-peningkatan-kompetensi> (consulté le 27 mai 2018).
- Nurdin, H. (2018), *Indonesia Tourism Exchange*, <http://pemasaranpariwisata.com/2018/02/26/indonesia-tourism-exchange/>.
- OCDE (2018a), *SME and Entrepreneurship Policy in Indonesia 2018, OECD Studies on SMEs and Entrepreneurship*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264306264-en>.
- OCDE (2018b), *OECD Economic Surveys: Turkey 2018*, Éditions OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/eco\\_surveys-tur-2018-en](http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-tur-2018-en).
- OCDE (2018c), *OECD Investment Policy Reviews: Southeast Asia*, Éditions OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/daf/inv/investment-policy/Southeast-Asia-Investment-Policy-Review-2018.pdf>.
- OCDE (2018d), *Taxing Energy Use 2018 : Companion to the Taxing Energy Use Database*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264289635-en>.

- OCDE (2018e), *Tendances et politiques du tourisme de l'OCDE 2018*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/tour-2018-fr>.
- OCDE (2018f), *OECD Economic Surveys: Brazil 2018*, Éditions OCDE, Paris, [https://doi.org/10.1787/eco\\_surveys-bra-2018-en](https://doi.org/10.1787/eco_surveys-bra-2018-en).
- OCDE (2017a), *Panorama de la santé 2017 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/19991320>.
- OCDE (2017b), *OECD Economic Surveys: Colombia 2017*, Éditions OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/eco\\_surveys-col-2017-en](http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-col-2017-en)
- OCDE (2017c), *Key Issues for Digital Transformation in the G20*, Éditions OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/G20/key-issues-for-digital-transformation-in-the-G20.pdf>.
- OCDE (2017d), *OECD Economic Surveys: Iceland 2017*, Éditions OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/eco\\_surveys-isl-2017-en](http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-isl-2017-en).
- OCDE (2016a), *Études économiques de l'OCDE : Indonésie 2016*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/22211403>.
- OCDE (2016b), *G20/OECD Support Note on Diversification of Financial Instruments for Infrastructure*, Éditions OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/daf/fin/private-pensions/G20-OECD-Support-Note-onDiversification-of-Financial-Instruments-for-Infrastructure.pdf>.
- OCDE (2016c), *Résultats du PISA 2015 (Volume I) : L'excellence et l'équité dans l'éducation*, PISA, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/19963785>
- OCDE (2016d), *OECD Economic Surveys: Costa Rica 2016 : Economic Assessment*, Éditions OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/eco\\_surveys-cri-2016-en](http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-cri-2016-en).
- OCDE (2015a), *Études économiques de l'OCDE : Indonésie 2015*, Éditions OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/eco\\_surveys-idn-2015-fr](http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-idn-2015-fr).
- OCDE (2015b), *Managing Food Insecurity Risk: Analytical Framework and Application to Indonesia*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264233874-en>.
- OCDE (2015c), *Études économiques de l'OCDE : Afrique du Sud 2015*, Éditions OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/eco\\_surveys-zaf-2015-fr](http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-zaf-2015-fr).
- OCDE (2015d), « Promouvoir la qualité de l'emploi dans les économies émergentes », dans *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2015*, Éditions OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/empl\\_outlook-2015-9-fr](http://dx.doi.org/10.1787/empl_outlook-2015-9-fr)
- OCDE (2015e), *Minimum Wages After the Crisis: Making Them Pay*, <http://www.oecd.org/social/Focus-on-Minimum-Wages-after-the-crisis-2015.pdf>
- OCDE (2014), *Le tourisme et l'économie créative*, OECD Studies on Tourism, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264222175-fr>.
- OCDE (2013), *Teachers for the 21st Century : Using Evaluation to Improve Teaching*, Sommet international sur la profession enseignante, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264193864-en>.

- OCDE (2012a), *Études économiques de l'OCDE : Indonésie 2012*, Éditions OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/eco\\_surveys-idn-2012-fr](http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-idn-2012-fr).
- OCDE (2012b), *OECD Reviews of Regulatory Reform: Indonesia 2012 : Strengthening Co-ordination and Connecting Markets*, Examens de l'OCDE de la réforme de la réglementation, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264173637-en>.
- OCDE (à paraître), *Social Protection System Review of Indonesia*, Éditions OCDE.
- OCDE/BAsD (2015), *Education in Indonesia : Rising to the Challenge*, Examens des politiques nationales d'éducation, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264230750-en>.
- OCDE/KIPF (2014), *The Distributional Effects of Consumption Taxes in OECD Countries*, Études de politique fiscale de l'OCDE, n° 22, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264224520-en>.
- OCDE, E. Hanushek et L. Woessmann (2015), *Universal basic skills : what countries stand to gain*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264234833-en>.
- OICA (2018), *Vehicles in use 2005-15*, Organisation internationale des constructeurs automobiles, <http://www.oica.net/category/vehicles-in-use/> (consulté le 21 décembre 2017).
- OIT (2014), *Trends in informal employment in Colombia*, Organisation internationale du Travail, Genève.
- OMS (2017), *WHO Report on the Global Tobacco Epidemic 2017*, Organisation mondiale de la santé, Genève, [http://www.who.int/tobacco/global\\_report/2017/en/](http://www.who.int/tobacco/global_report/2017/en/).
- OMT et Griffith University (2017), *Managing Growth and Sustainable Tourism Governance in Asia and the Pacific*, Organisation mondiale du tourisme.
- Organisation des Nations Unies (2017), *Perspectives de la population mondiale : la révision de 2017*, Édition DVD.
- PNUE-WCMC (2014), *Review of Corals from Indonesia (Coral species subject to EU decisions where identification to genus level is acceptable for trade purposes)*.
- République d'Indonésie (2018), *Stability at the Forefront - June 2018*, Unité des relations avec les investisseurs - République d'Indonésie, Jakarta.
- République d'Indonésie (2016), *First Nationally Determined Contribution*, [http://www4.unfccc.int/ndcregistry/PublishedDocuments/Indonesia%20First/First%20NDC%20Indonesia\\_submitted%20to%20UNFCCC%20Set\\_November%20%202016.pdf](http://www4.unfccc.int/ndcregistry/PublishedDocuments/Indonesia%20First/First%20NDC%20Indonesia_submitted%20to%20UNFCCC%20Set_November%20%202016.pdf).
- Reuters (2018), *S&P cautions on worsening balance sheets at Indonesian state firms*, <https://www.reuters.com/article/us-indonesia-s-p-infrastructure/sp-cautions-on-worsening-balance-sheets-at-indonesian-state-firms-idUSKCN1GP0QW>.
- Rothenberg, A. et al. (2016), « Rethinking Indonesia's Informal Sector », *World Development*, vol. 80, pp. 96-113, <http://dx.doi.org/10.1016/j.worlddev.2015.11.005>.

- SFI (2018), *The Indonesia Corporate Governance Manual*, deuxième édition, Société financière internationale, Jakarta.
- Stern, S., A. Wares et T. Epner (2017), *Social Progress Index 2017 - Methodology Report*, [https://www.socialprogressindex.com/assets/downloads/resources/en/English-2017-Social-Progress-Index-Methodology-Report\\_embargo-until-June-21-2017.pdf](https://www.socialprogressindex.com/assets/downloads/resources/en/English-2017-Social-Progress-Index-Methodology-Report_embargo-until-June-21-2017.pdf).
- Thavorncharoensap, M. (2017), « Effectiveness of obesity prevention and control », *ADB Working Paper*, no. 654, Asian Development Bank Institute, Manille.
- Thomas, A., I. Joumard, T. Hanappi et M. Harding (2017), « Taxation and investment in India », Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 1397, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/4258e11a-en>.
- TomTom (2018), *TomTom Traffic Index*, [https://www.tomtom.com/en\\_gb/trafficindex/list?citySize=LARGE&continent=ALL&country=ALL](https://www.tomtom.com/en_gb/trafficindex/list?citySize=LARGE&continent=ALL&country=ALL) (consulté le 15 mars 2018).
- von Haldenwang, C. et al. (2015), *The Devolution of the Land and Building Tax in Indonesia*, Deutsches Institut für Entwicklungspolitik, Bonn, [https://www.die-gdi.de/uploads/media/Studies\\_89.pdf](https://www.die-gdi.de/uploads/media/Studies_89.pdf).
- WEF (2017), *The Travel and Tourism Competitiveness Report 2017: Paving the Way for a More Sustainable and Inclusive Future*, Forum économique mondial, Genève.
- WEF (2016), *Accelerating Capital Markets Development in Emerging Economies: Country Case Studies*, Forum économique mondial, Genève,
- Yudha, S. (2017), *Air Pollution and its Implications for Indonesia: Challenges and Imperatives for Change*, <http://pubdocs.worldbank.org/en/183201496935944434/200417-AirQualityAsia-Air-Pollution.pdf>.



# **ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES**

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements oeuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

Études économiques de l'OCDE

## INDONÉSIE 2018 (VERSION ABRÉGÉE)

Grâce à une expansion économique constante et à des politiques publiques efficaces, les taux de pauvreté et les inégalités sont en repli et l'accès aux services publics se développe. La croissance du revenu par habitant est solide. Pourtant, le déficit d'infrastructures demeure important, et il faudrait augmenter les dépenses de santé et d'action sociale pour que la croissance profite au plus grand nombre. De même, le bien-être gagnerait à une meilleure prise en compte de la situation environnementale.

Veillez consulter cet ouvrage en ligne : [https://doi.org/10.1787/eco\\_surveys-idn-2018-fr](https://doi.org/10.1787/eco_surveys-idn-2018-fr).

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation.

Rendez-vous sur le site [www.oecd-ilibrary.org](http://www.oecd-ilibrary.org) pour plus d'informations.

**Volume 2018/Supplément 3**  
**Octobre 2018**



éditionsOCDE  
[www.oecd.org/editions](http://www.oecd.org/editions)

ISSN 0304-3363  
ABONNEMENT 2018  
(18 NUMÉROS)

ISBN 978-92-64-31060-5  
10 2018 22 2 E



9 789264 310605